

Compilation de quelques textes de Guy Debord...

SOMMAIRE :

Mode d'emploi du détournement.....	2
Préliminaires pour une définition de l'unité du programme révolutionnaire	7
PERSPECTIVES DE MODIFICATIONS CONSCIENTES DANS LA VIE QUOTIDIENNE.....	11
ALL THE KING ´ S MEN	19
LE DÉCLIN ET LA CHUTE DE L'ÉCONOMIE SPECTACULAIRE-MARCHANDE (1965)	22
Adresse à tous les travailleurs	30
“Le commencement d’une époque”.	32
La planète malade	59
COMMENTAIRES SUR LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE	63
ABAT- FAIM.....	93
Notes sur la « question des immigrés ».....	96

Mode d'emploi du détournement

Paru initialement dans LES LÈVRES NUES N.8 (MAI 1956)

Tous les esprits un peu avertis de notre temps s'accordent sur cette évidence qu'il est devenu impossible à l'art de se soutenir comme activité supérieure, ou même comme activité de compensation à laquelle on puisse honorablement s'adonner. La cause de ce dépérissement est visiblement l'apparition de forces productives qui nécessitent d'autres rapports de production et une nouvelle pratique de la vie. Dans la phase de guerre civile où nous nous trouvons engagés, et en liaison étroite avec l'orientation que nous découvrirons pour certaines activités supérieures à venir, nous pouvons considérer que tous les moyens d'expression connus vont confluer dans un mouvement général de propagande qui doit embrasser tous les aspects, en perpétuelle interaction, de la réalité sociale.

Sur les formes et la nature même d'une propagande éducative, plusieurs opinions s'affrontent, généralement inspirées par les diverses politiques réformistes actuellement en vogue. Qu'il nous suffise de déclarer que, pour nous, sur le plan culturel comme sur le plan strictement politique, les prémisses de la révolution ne sont pas seulement mûres, elles ont commencé à pourrir. Non seulement le retour en arrière, mais la poursuite des objectifs culturels "actuels", parce qu'ils dépendent en réalité des formations idéologiques d'une société passée qui a prolongé son agonie jusqu'à ce jour, ne peuvent avoir d'efficacité que réactionnaire. L'innovation extrémiste a seule une justification historique.

Dans son ensemble, l'héritage littéraire et artistique de l'humanité doit être utilisé à des fins de propagande partisane. Il s'agit, bien entendu, de passer au-delà de toute idée de scandale. La négation de la conception bourgeoise du génie et de l'art ayant largement fait son temps, les moustaches de la Joconde ne présentent aucun caractère plus intéressant que la première version de cette peinture. Il faut maintenant suivre ce processus jusqu'à la négation de la négation. Bertold Brecht révélant, dans une interview accordée récemment à l'hebdomadaire "France-Observateur", qu'il opérait des coupures dans les classiques du théâtre pour en rendre la représentation plus heureusement éducative, est bien plus proche que Duchamp de la conséquence révolutionnaire que nous réclamons. Encore faut-il noter que, dans le cas de Brecht, ces utiles interventions sont tenues dans d'étroites limites par un respect malvenu de la culture, telle que la définit la classe dominante : ce même respect enseigné dans les écoles primaires de la bourgeoisie et dans les journaux des partis ouvriers, qui conduit les municipalités les plus rouges de la banlieue parisienne à réclamer toujours "le Cid" aux tournées du T.N.P., de préférence à "Mère Courage".

A vrai dire, il faut en finir avec toute notion de propriété personnelle en cette matière. Le surgissement d'autres nécessités rend caduques les réalisations "géniales" précédentes. Elles deviennent des obstacles, de redoutables habitudes. La question n'est pas de savoir si nous sommes ou non portés à les aimer. Nous devons passer outre.

Tous les éléments, pris n'importe où, peuvent faire l'objet de rapprochements nouveaux. Les découvertes de la poésie moderne sur la structure analogique de l'image démontrent qu'entre deux éléments, d'origines aussi étrangères qu'il est possible, un rapport s'établit toujours. S'en tenir au cadre d'un arrangement personnel des mots ne relève que de la convention. L'interférence de deux mondes sentimentaux, la mise en présence de deux expressions indépendantes, dépassent leurs éléments primitifs pour donner une organisation synthétique d'une efficacité supérieure. Tout peut servir.

Il va de soi que l'on peut non seulement corriger une oeuvre ou intégrer divers fragments d'oeuvres périmées dans une nouvelle, mais encore changer le sens de ces fragments et truquer de toutes les manières que l'on jugera bonnes ce que les imbéciles s'obstinent à nommer des citations.

De tels procédés parodiques ont été souvent employés pour obtenir des effets comiques. Mais le comique met en scène une contradiction à un état donné, posé comme existant. En la circonstance, l'état de choses littéraire nous paraissant presque aussi étranger que l'âge du renne, la contradiction ne nous fait pas rire. Il faut donc concevoir un stade parodique-sérieux où l'accumulation d'éléments détournés, loin de vouloir susciter l'indignation ou le rire en se référant à la notion d'une oeuvre originale, mais marquant au contraire notre indifférence pour un original vidé de sens et oublié, s'emploierait à rendre un certain sublime.

On sait que Lautréamont s'est avancé si loin dans cette voie qu'il se trouve encore partiellement incompris par ses admirateurs les plus affichés. Malgré l'évidence du procédé appliqué dans "Poésies", particulièrement sur la base de la morale de Pascal et Vauvenargues, au langage théorique - dans lequel Lautréamont veut faire aboutir les raisonnements, par concentrations successives, à la seule maxime - on s'est étonné des révélations d'un nommé Viroux, voici trois ou quatre ans, qui empêchaient désormais les plus bornés de ne pas reconnaître dans "les Chants de Maldoror" un vaste détournement, de Buffon et d'ouvrages d'histoire naturelle entre autres. Que les prosateurs du "Figaro", comme ce Viroux lui-même, aient pu y voir une occasion de diminuer Lautréamont, et que d'autres aient cru devoir le défendre en faisant l'éloge de son insolence, voilà qui ne témoigne que de la débilité intellectuelle de vieillards des deux camps, en lutte courtoise. Un mot d'ordre comme "le Plagiat est nécessaire, le progrès l'implique" est encore aussi mal compris, et pour les mêmes raisons, que la phrase fameuse sur la poésie qui "doit être faite par tous".

L'oeuvre de Lautréamont - que son apparition extrêmement prématurée fait encore échapper en grande partie à une critique exacte - mis à part, les tendances au détournement que peut reconnaître une étude de l'expression contemporaine sont pour la plupart inconscientes ou occasionnelles; et, plus que dans la production esthétique finissante, c'est dans l'industrie publicitaire qu'il faudra en chercher les plus beaux exemples.

On peut d'abord définir deux catégories principales pour tous les éléments détournés, et sans discerner si leur mise en présence s'accompagne ou non de corrections introduites dans les originaux. Ce sont les détournements mineurs, et les détournements abusifs.

Le détournement mineur est le détournement d'un élément qui n'a pas d'importance propre et qui tire donc tout son sens de la mise en présence qu'on lui fait subir. Ainsi des coupures de presse, une phrase neutre, la photographie d'un sujet quelconque.

Le détournement abusif, dit aussi détournement de proposition prémonitoire, est au contraire celui dont un élément significatif en soi fait l'objet; élément qui tirera du nouveau rapprochement une portée différente. Un slogan de Saint-Just, une séquence d'Eisenstein par exemple.

Les oeuvres détournées d'une certaine envergure se trouveront donc le plus souvent constituées par une ou plusieurs séries de détournements abusifs-mineurs.

Plusieurs lois sur l'emploi du détournement se peuvent dès à présent établir.

C'est l'élément détourné le plus lointain qui concourt le plus vivement à l'impression d'ensemble, et non les éléments qui déterminent directement la nature de cette impression. Ainsi dans une métagraphie relative à la guerre d'Espagne la phrase au sens le plus nettement révolutionnaire est cette réclame incomplète d'une marque de rouge à lèvres : "les jolies lèvres ont du rouge". Dans une autre métagraphie ("Mort de J.H.") cent vingt-cinq petites annonces sur la vente de débits de boissons traduisent un suicide plus visiblement que les articles de journaux qui le relatent.

Les déformations introduites dans les éléments détournés doivent tendre à se simplifier à l'extrême, la principale force d'un détournement étant fonction directe de sa reconnaissance, consciente ou trouble, par la mémoire. C'est bien connu. Notons seulement aussi si cette utilisation de la mémoire implique un choix du public préalable à l'usage du détournement, ceci n'est qu'un cas particulier d'une loi générale qui régit aussi bien le détournement que tout autre mode d'action sur le monde. L'idée d'expression dans l'absolu est morte, et il ne survit momentanément qu'une singerie de cette pratique, tant que nos autres ennemis survivent.

Le détournement est d'autant moins opérant qu'il s'approche d'une réplique rationnelle. C'est le cas d'un assez grand nombre de maximes retouchées par Lautréamont. Plus le caractère rationnel de la réplique est apparent, plus elle se confond avec le banal esprit de répartie, pour lequel il s'agit également de faire servir les paroles de l'adversaire contre lui. Ceci n'est naturellement pas limité au langage parlé. C'est dans cet ordre d'idées que nous eûmes à débattre le projet de quelques-uns de nos camarades visant à détourner une affiche antisoviétique de l'organisation fasciste "Paix et Liberté" - qui proclamait, avec vues de drapeaux occidentaux emmêlés, "l'union fait la force" - en y ajoutant la phrase "et les coalitions font la guerre".

Le détournement par simple retournement est toujours le plus immédiat et le moins efficace. Ce qui ne signifie pas qu'il ne puisse avoir un aspect progressif. Par exemple cette appellation pour une statue et un homme : "le Tigre dit Clemenceau". De même la messe noire oppose à la construction d'une ambiance qui se fonde sur une métaphysique donnée, une construction d'ambiance dans le même cadre, en renversant les valeurs, conservées, de cette métaphysique.

Des quatre lois qui viennent d'être énoncées, la première est essentielle et s'applique universellement. Les trois autres ne valent pratiquement que pour des éléments abusifs détournés.

Les premières conséquences apparentes d'une génération du détournement, outre les pouvoirs intrinsèques de propagande qu'il détient, seront la réappropriation d'une foule de mauvais livres; la participation massive d'écrivains ignorés; la différenciation toujours plus poussée des phrases ou des oeuvres plastiques qui se trouveront être à la mode; et surtout une facilité de la production dépassant de très loin, par la quantité, la variété et la qualité, l'écriture automatique d'ennuyeuse mémoire.

Non seulement le détournement conduit à la découverte de nouveaux aspects du talent, mais encore, se heurtant de front à toutes les conventions mondaines et juridiques, il ne peut manquer d'apparaître un puissant instrument culturel au service d'une lutte de classes bien comprise. Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie avec laquelle on bat en brèche toutes les murailles de Chine de l'intelligence. Voici un réel moyen d'enseignement artistique prolétarien, la première ébauche d'un communisme littéraire.

Les propositions et les réalisations sur le terrain du détournement se multiplient à volonté. Limitons nous pour le moment à montrer quelques possibilités concrètes à partir des divers secteurs actuels de la communication, étant bien entendu que ces divisions n'ont de valeur qu'en fonction des techniques d'aujourd'hui, et tendent toutes à disparaître au profit de synthèses supérieures, avec les progrès de ces techniques.

Outre les diverses utilisations immédiates des phrases détournées dans les affiches, le disque ou l'émission radiophonique, les deux principales applications de la prose détournée sont l'écriture métagraphique et, dans une moindre mesure, le cadre romanesque habilement perversi.

Le détournement d'une oeuvre romanesque complète est une entreprise d'un assez mince avenir, mais qui pourrait se révéler opérante dans la phase de transition. Un tel détournement gagne à s'accompagner d'illustrations en rapports non-explicites avec le texte. Malgré les difficultés que nous ne nous dissimulons pas, nous croyons qu'il est possible de parvenir à un instructif détournement psychogéographique du "Consuelo" de George Sand, qui pourrait être relancé, ainsi maquillé, sur le marché littéraire, dissimulé sous un titre anodin comme "Grande Banlieue", ou lui-même détourné comme "La Patrouille Perdue" (il serait bon de réinvestir de la sorte beaucoup de titres de films dont

on ne peut plus rien tirer d'autre, faute de s'être emparé des vieilles copies avant leur destruction, ou de celles qui continuent d'abrutir la jeunesse dans les cinémathèques).

L'écriture métagraphique, aussi arriéré que soit par ailleurs le cadre plastique où elle se situe matériellement, présente un plus riche débouché à la prose détournée, comme aux autres objets ou images qui conviennent. On peut en juger par le projet, datant de 1951 et abandonné faute de moyens financiers suffisants, qui envisageait l'arrangement d'un billard électrique de telle sorte que les jeux de ses lumières et le parcours plus ou moins prévisible de ses billes servissent à une interprétation métagraphique-spaciale qui s'intitulerait "des sensations thermiques et des désirs des gens qui passent devant les grilles du musée de Cluny, une heure environ après le coucher du soleil en novembre". Depuis, bien sûr, nous savons qu'un travail situationniste-analytique ne peut progresser scientifiquement par de telles voies. Les moyens cependant restent bons pour des buts moins ambitieux.

C'est évidemment dans le cadre cinématographique que le détournement peut atteindre à sa plus grande efficacité, et sans doute, pour ceux que la chose préoccupe, à sa plus grande beauté.

Les pouvoirs du cinéma sont si étendus, et l'absence de coordination de ces pouvoirs si flagrante, que presque tous les films qui dépassent la misérable moyenne peuvent alimenter des polémiques infinies entre divers spectateurs ou critiques professionnels. Ajoutons que seul le conformisme de ces gens les empêche de trouver des charmes aussi prenants et des défauts aussi criants dans les films de dernière catégorie. Pour dissiper un peu cette risible confusion des valeurs, disons que "Naissance d'une Nation", de Griffith, est un des films les plus importants de l'histoire du cinéma par la masse des apports nouveaux qu'il représente. D'autre part, c'est un film raciste : il ne mérite donc absolument pas d'être projeté sous sa forme actuelle. Mais son interdiction pure et simple pourrait passer pour regrettable dans le domaine, secondaire mais susceptible d'un meilleur usage, du cinéma. Il vaut bien mieux le détourner dans son ensemble, sans même qu'il soit besoin de toucher au montage, à l'aide d'une bande sonore qui en ferait une puissante dénonciation des horreurs de la guerre impérialiste et des activités du Klu Klux Klan qui, comme on sait, se poursuivent à l'heure actuelle aux Etats-Unis.

Un tel détournement, bien modéré, n'est somme toute que l'équivalent moral des restaurations des peintures anciennes dans les musées. Mais la plupart des films ne méritent que d'être démembrés pour composer d'autres oeuvres. Evidemment, cette reconversion de séquences préexistantes n'ira pas sans le concours d'autres éléments : musicaux ou picturaux, aussi bien qu'historiques. Alors que jusqu'à présent tout truquage de l'histoire, au cinéma, s'aligne plus ou moins sur le type de bouffonnerie des reconstitutions de Guitry, on peut faire dire à Robespierre, avant son exécution : "malgré tant d'épreuves, mon expérience et la grandeur de ma tâche me font juger que tout est bien". Si la tragédie grecque, opportunément rajeunie, nous sert en cette occasion à exalter Robespierre, que l'on imagine en retour une séquence du genre néo-réaliste, devant le zinc, par exemple, d'un bar de routiers - un des camionneurs disant sérieusement à un autre : "la morale était dans les livres des philosophes, nous l'avons mise dans le gouvernement des nations". On voit ce que cette rencontre ajoute en rayonnement à la pensée de Maximilien, à celle d'une dictature du prolétariat.

La lumière du détournement se propage en ligne droite. Dans la mesure où la nouvelle architecture semble devoir commencer par un stade expérimental baroque, le complexe architectural - que nous concevons comme la construction d'un milieu ambiant dynamique en liaison avec des styles de comportement - utilisera vraisemblablement le détournement des formes architecturales connues, et en tout cas tirera parti, plastiquement et émotionnellement, de toutes sortes d'objets détournés : des grues ou des échafaudages métalliques savamment disposés prenant avantageusement la relève d'une tradition sculpturale défunte. Ceci n'est choquant que pour les pires fanatiques du jardin à la française. On se souvient que, sur ses vieux jours, d'Annunzio, cette pourriture fascisante, possédait dans son parc la proue d'un torpilleur. Ses motifs patriotiques ignorés, ce monument ne peut qu'apparaître plaisant.

En étendant le détournement jusqu'aux réalisations de l'urbanisme, il ne serait sans doute indifférent à personne que l'on reconstituât minutieusement dans une ville tout un quartier d'une autre. L'existence, qui ne sera jamais trop déroutante, s'en verrait réellement embellie.

Les titres mêmes, comme on l'a déjà vu, sont un élément radical du détournement. Ce fait découle de deux constatations générales qui sont, d'une part, que tous les titres sont interchangeables, et d'autre part qu'ils ont une importance déterminante dans plusieurs disciplines. Tous les romans policiers de la "série noire" se ressemblent intensément, et le seul effort de renouvellement portant sur le titre suffit à leur conserver un public considérable. Dans la musique, un titre exerce toujours une grande influence, et rien ne justifie vraiment son choix. Il ne serait donc pas mauvais d'apporter une ultime correction au titre de la "Symphonie héroïque" en en faisant, par exemple, une "Symphonie Lénine".

Le titre contribue fortement à détourner l'oeuvre, mais une réaction de l'oeuvre sur le titre est inévitable. De sorte que l'on peut faire un usage étendu de titres précis empruntés à des publications scientifiques ("Biologie littorale des mers tempérées") ou militaires ("Combats de nuit des petites unités d'infanterie") ; et même de beaucoup de phrases relevées dans les illustrés enfantins ("De merveilleux paysages s'offrent à la vue des navigateurs").

Pour finir, il nous faut citer brièvement quelques aspects de ce que nous nommerons l'ultra-détournement, c'est-à-dire les tendances du détournement à s'appliquer dans la vie sociale quotidienne. Les gestes et les mots peuvent être chargés d'autres sens, et l'ont été constamment à travers l'histoire, pour des raisons pratiques. Les sociétés secrètes de l'ancienne Chine disposaient d'un grand raffinement de signes de reconnaissance, englobant la plupart des attitudes mondaines (manière de disposer des tasses ; de boire ; citations de poèmes arrêtées à des moments convenus). Le besoin d'une langue secrète, de mots de passe, est inséparable d'une tendance au jeu. L'idée-limite est que n'importe quel signe, n'importe quel vocable, est susceptible d'être converti en autre chose, voire en son contraire. Les insurgés royalistes de la Vendée, parce qu'affublés de l'immonde effigie du coeur de Jésus, s'appelaient l'Armée Rouge. Dans le domaine pourtant limité de la politique, cette expression a été complètement détournée en un siècle.

Outre le langage, il est possible de détourner par la même méthode le vêtement, avec toute l'importance affective qu'il recèle. Là aussi, nous trouvons la notion de déguisement en liaison étroite avec le jeu. Enfin, quand on en arrive à construire des situations, but final de toute notre activité, il sera loisible à tout un chacun de détourner des situations entières en en changeant délibérément telle ou telle condition déterminante.

Les procédés que nous avons sommairement traités ici ne sont pas présentés comme une intention qui nous serait propre, mais au contraire comme une pratique assez communément répandue que nous nous proposons de systématiser.

La théorie du détournement par elle-même ne nous intéresse guère. Mais nous la trouvons liée à presque tous les aspects constructifs de la période de transition présituationniste. Son enrichissement, par la pratique, apparaît donc comme nécessaire.

Nous remettons à plus tard le développement de ces thèses.

GUY-ERNEST DEBORD et GIL J WOLMAN

Préliminaires pour une définition de l'unité du programme révolutionnaire

par Guy-Ernest Debord - 1960

I. — LE CAPITALISME, SOCIÉTÉ SANS CULTURE

1. — On peut définir la culture comme l'ensemble des instruments par lesquels une société se pense et se montre à elle-même et donc choisit tous les aspects de l'emploi de sa plus-value disponible, c'est-à-dire l'organisation de tout ce qui dépasse les nécessités immédiates de sa reproduction.

Toutes les formes de société capitaliste, aujourd'hui, apparaissent en dernière analyse fondées sur la division stable — à l'échelle des masses — et généralisée entre les dirigeants et les exécutants. Transposée sur le plan de la culture, cette caractérisation signifie la séparation entre le "comprendre" et le "faire", l'incapacité d'organiser (sur la base de l'exploitation permanente) à quelque fin que ce soit le mouvement toujours accéléré de la domination de la nature.

En effet, dominer la production, pour la classe capitaliste, c'est obligatoirement monopoliser la compréhension de l'activité productrice, du travail. Pour y parvenir, le travail est, d'un côté, parcellarisé de plus en plus, c'est-à-dire rendu incompréhensible à celui qui le fait de l'autre côté, reconstitué comme unité par un organe spécialisé. Mais cet organe est lui-même subordonné à la direction proprement dite, qui est seule à détenir théoriquement la compréhension d'ensemble puisque c'est elle qui impose à la production son sens, sous forme d'objectifs généraux. Cependant cette compréhension et ces objectifs sont eux-mêmes envahis par l'arbitraire, puisque coupés de la pratique et même de toutes les connaissances réalistes, que personne n'a intérêt à transmettre.

L'activité sociale globale est ainsi scindée en trois niveaux l'atelier, le bureau, la direction. La culture, au sens de compréhension active et pratique de la société, est également découpée en ces trois moments. L'unité n'en est reconstituée en fait que par une transgression permanente des hommes hors de la sphère où les cantonne l'organigramme social, c'est-à-dire d'une manière clandestine et parcellaire.

2. — Le mécanisme de constitution de la culture se ramène ainsi à une réification des activités humaines, qui assure la fixation du vivant et sa transmission sur le modèle de la transmission des marchandises ; qui s'efforce de garantir une domination du passé sur le futur.

Un tel fonctionnement culturel entre en contradiction avec l'impératif constant du capitalisme, qui est d'obtenir l'adhésion des hommes et de solliciter à tout instant leur activité créatrice, dans le cadre étroit où il les emprisonne. En somme, l'ordre capitaliste ne vit qu'à condition de projeter sans cesse devant lui un nouveau passé. Ceci est particulièrement vérifiable dans le secteur proprement culturel, dont toute la publicité périodique est fondée sur le lancement de fausses nouveautés.

3. — Le travail tend ainsi à être ramené à l'exécution pure, donc rendu absurde. Au fur et à mesure que la technique poursuit son évolution, elle se dilue, le travail se simplifie, son absurdité s'approfondit.

Mais cette absurdité s'étend aux bureaux et aux laboratoires les déterminations finales de leur activité se trouvent en dehors d'eux, dans la sphère politique de la direction d'ensemble de la société.

D'autre part, au fur et à mesure que l'activité des bureaux et des laboratoires est intégrée au fonctionnement d'ensemble du capitalisme, l'impératif d'une récupération de cette activité lui impose

d'y introduire la division capitaliste du travail, c'est-à-dire la parcellisation et la hiérarchisation. Le problème logique de la synthèse scientifique est alors télescopé avec le problème social de la centralisation. Le résultat de ces transformations est, contrairement aux apparences, une inculture généralisée à tous les niveaux de la connaissance la synthèse scientifique ne s'effectue plus, la science ne se comprend plus elle-même. La science n'est plus pour les hommes d'aujourd'hui une clarification véritable et en actes de leur rapport avec le monde elle a détruit les anciennes représentations, sans être capable d'en fournir de nouvelles. Le monde devient illisible comme unité seuls des spécialistes détiennent quelques fragments de rationalité, mais ils s'avouent incapables de se les transmettre.

4. — Cet état de fait engendre un certain nombre de conflits. Il existe un conflit entre d'une part la technique, la logique propre du développement des procédés matériels (et même largement la logique propre du développement des sciences) ; et d'autre part la technologie qui en est une application rigoureusement sélectionnée par les nécessités de l'exploitation des travailleurs, et pour déjouer leurs résistances. Il existe un conflit entre les impératifs capitalistes et les besoins élémentaires des hommes. Ainsi la contradiction entre les actuelles pratiques nucléaires et un goût de vivre encore assez généralement répandu trouve-t-elle un écho jusque dans les protestations moralisantes de certains physiciens. Les modifications que l'homme peut désormais exercer sur sa propre nature (allant de la chirurgie esthétique aux mutations génétiques dirigées) exigent aussi une société contrôlée par elle-même, l'abolition de tous les dirigeants spécialisés.

Partout, l'énormité des possibilités nouvelles pose l'alternative pressante solution révolutionnaire ou barbarie de science-fiction. Le compromis représenté par la société actuelle ne peut vivre que d'un statu quo qui lui échappe de toutes parts, incessamment.

5. — L'ensemble de la culture actuelle peut être qualifiée d'aliénée en ce sens que toute activité, tout instant de la vie, toute idée, tout comportement n'a de sens qu'en dehors de soi, dans un ailleurs qui, pour n'être plus le ciel, n'en est que plus affolant à localiser une utopie, au sens propre du mot, domine en fait la vie du monde moderne.

6. — Le capitalisme ayant, de l'atelier au laboratoire, vidé l'activité productrice de toute signification pour elle-même, s'est efforcé de placer le sens de la vie dans les loisirs et de réorienter à partir de là l'activité productrice. Pour la morale qui prévaut, la production étant l'enfer, la vraie vie serait la consommation, l'usage des biens.

Mais ces biens, pour la plupart, ne sont d'aucun usage, sinon pour satisfaire quelques besoins privés, hypertrophiés afin de répondre aux exigences du marché. La consommation capitaliste impose un mouvement de réduction des désirs par la régularité de la satisfaction de besoins artificiels, qui restent besoins sans avoir jamais été désirs ; les désirs authentiques étant contraints de rester au stade de leur non-réalisation (ou compensés sous forme de spectacles). Moralement et psychologiquement, le consommateur est en réalité consommé par le marché. Ensuite et surtout, ces biens n'ont pas d'usage social, parce que l'horizon social est entièrement bouché par l'usine hors l'usine, tout est aménagé en désert (la cité-dortoir, l'autoroute, le parking...). Le lieu de la consommation est le désert.

Cependant, la société constituée dans l'usine domine sans partage ce désert. Le véritable usage des biens est simplement de parure sociale, tous les signes de prestige et de différenciation achetés devenant d'ailleurs en même temps obligatoires pour tous, comme tendance fatale de la marchandise industrielle. L'usine se répète dans les loisirs sur le mode des signes, avec toutefois une marge de transposition possible, suffisante pour permettre de compenser quelques frustrations. Le monde de la consommation est en réalité celui de la mise en spectacle de tous pour tous, c'est-à-dire de la division, de l'étrangeté et de la non-participation entre tous. La sphère directoriale est le metteur en scène sévère de ce spectacle, composé automatiquement et pauvrement en fonction d'impératifs extérieurs à la société, signifiés en valeurs absurdes (et les directeurs eux-mêmes, en tant qu'hommes vivants, peuvent être considérés comme victimes de ce robot metteur en scène).

7. — En dehors du travail, le spectacle est le mode dominant de mise en rapport des hommes entre eux. C'est seulement à travers le spectacle que les hommes prennent une connaissance — falsifiée — de certains aspects d'ensemble de la vie sociale, depuis les exploits scientifiques ou techniques jusqu'aux types de conduite régnants, en passant par les rencontres des Grands. Le rapport entre auteurs et spectateurs n'est qu'une transposition du rapport fondamental entre dirigeants et exécutants. Il répond parfaitement aux besoins d'une culture réifiée et aliénée le rapport qui est établi à l'occasion du spectacle est, par lui-même, le porteur irréductible de l'ordre capitaliste. L'ambiguïté de tout "art révolutionnaire" est ainsi que le caractère révolutionnaire d'un spectacle est enveloppé toujours par ce qu'il y a de réactionnaire dans tout spectacle.

C'est pourquoi le perfectionnement de la société capitaliste signifie, pour une bonne part, le perfectionnement du mécanisme de mise en spectacle. Mécanisme complexe, évidemment, car s'il doit être au premier chef le diffuseur de l'ordre capitaliste, il doit aussi ne pas apparaître au public comme le délire du capitalisme ; il doit concerner le public en s'intégrant des éléments de représentation qui correspondent — par fragments — à la rationalité sociale. Il doit détourner les désirs dont l'ordre dominant interdit la satisfaction. Par exemple, le tourisme moderne de masse fait voir des villes ou des paysages non pour satisfaire le désir authentique de vivre dans tel milieu (humain et géographique) mais en les donnant comme pur spectacle rapide de surface (et finalement pour permettre de faire état du souvenir de ces spectacles, comme valorisation sociale). Le strip-tease est la forme la plus nette de l'érotisme dégradé en simple spectacle.

8. — L'évolution, et la conservation, de l'art ont été commandées par ces lignes de force. A un pôle, il est purement et simplement récupéré par le capitalisme comme moyen de conditionnement de la population. A l'autre pôle, il a bénéficié de l'octroi par le capitalisme d'une concession perpétuelle privilégiée celle de l'activité créatrice pure, alibi à l'aliénation de toutes les autres activités (ce qui en fait la plus chère des parures sociales). Mais en même temps, la sphère réservée à l'"activité créatrice libre" est la seule où sont posées pratiquement, et dans toute leur ampleur, la question de l'emploi profond de la vie, la question de la communication. Ici sont fondés, dans l'art, les antagonismes entre partisans et adversaires des raisons de vivre officiellement dictées. Au non-sens et à la séparation établis correspond la crise générale des moyens artistiques traditionnels, crise qui est liée à l'expérience ou à la revendication d'expérimenter d'autres usages de la vie. Les artistes révolutionnaires sont ceux qui appellent à l'intervention ; et qui sont intervenus eux-mêmes dans le spectacle pour le troubler et le détruire.

II. — LA POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE ET LA CULTURE

1. — Le mouvement révolutionnaire ne peut être rien de moins que la lutte du prolétariat pour la domination effective, et la transformation délibérée, de tous les aspects de la vie sociale et d'abord pour la gestion de la production et la direction du travail par les travailleurs décidant directement de tout. Un tel changement implique, immédiatement, la transformation radicale de la nature du travail, et la constitution d'une technologie nouvelle tendant à assurer la domination des ouvriers sur les machines.

Il s'agit d'un véritable renversement de signe du travail qui entraînera nombre de conséquences, dont la principale est sans doute le déplacement du centre d'intérêt de la vie, depuis les loisirs passifs jusqu'à l'activité productive du type nouveau. Ceci ne signifie pas que, du jour au lendemain, toutes les activités productives deviendront en elles-mêmes passionnantes. Mais travailler à les rendre passionnantes, par une reconversion générale et permanente des buts aussi bien que des moyens du travail industriel, sera en tout cas la passion minimum d'une société libre.

Toutes les activités tendront à fondre en un cours unique, mais infiniment diversifié, l'existence jusqu'alors séparée entre les loisirs et le travail. La production et la consommation s'annuleront dans l'usage créatif des biens de la société.

2. — Un tel programme ne propose aux hommes aucune autre raison de vivre que la construction par eux-mêmes de leur propre vie. Cela suppose, non seulement que les hommes soient objectivement

libérés des besoins réels (faim, etc.), mais surtout qu'ils commencent à projeter devant eux des désirs — au lieu des compensations actuelles —; qu'ils refusent toutes les conduites dictées par d'autres pour réinventer toujours leur accomplissement unique ; qu'ils ne considèrent plus que la vie est le maintien d'un certain équilibre, mais qu'ils prétendent à un enrichissement sans limite de leurs actes.

3. — La base de telles revendications aujourd'hui n'est pas une utopie quelconque. C'est d'abord la lutte du prolétariat, à tous les niveaux ; et toutes les formes de refus explicite ou d'indifférence profonde que doit combattre en permanence, par tous les moyens, l'instable société dominante. C'est aussi la leçon de l'échec essentiel de toutes les tentatives de changements moins radicaux. C'est enfin l'exigence qui se fait jour dans certains comportements extrêmes de la jeunesse (dont le dressage s'avère moins efficace) et de quelques milieux d'artistes, maintenant.

Mais cette base contient aussi l'utopie, comme invention et expérimentation de solutions aux problèmes actuels sans qu'on se préoccupe de savoir si les conditions de leur réalisation sont immédiatement données (il faut noter que la science moderne fait d'ores et déjà un usage central de cette expérimentation utopique). Cette utopie momentanée, historique, est légitime et elle est nécessaire car c'est en elle que s'amorce la projection de désirs sans laquelle la vie libre serait vide de contenu. Elle est inséparable de la nécessité de dissoudre la présente idéologie de la vie quotidienne, donc les liens de l'oppression quotidienne, pour que la classe révolutionnaire découvre, d'un regard désabusé, les usages existants et les libertés possibles.

La pratique de l'utopie ne peut cependant avoir de sens que si elle est reliée étroitement à la pratique de la lutte révolutionnaire. Celle-ci, à son tour, ne peut se passer d'une telle utopie sous peine de stérilité. Les chercheurs d'une culture expérimentale ne peuvent espérer la réaliser sans le triomphe du mouvement révolutionnaire, qui ne pourra lui-même instaurer des conditions révolutionnaires authentiques sans reprendre les efforts de l'avant-garde culturelle pour la critique de la vie quotidienne et sa reconstruction libre.

4. — La politique révolutionnaire a donc pour contenu la totalité des problèmes de la société. Elle a pour forme une pratique expérimentale de la vie libre à travers la lutte organisée contre l'ordre capitaliste. Le mouvement révolutionnaire doit ainsi devenir lui-même un mouvement expérimental. Dès à présent, là où il existe, il doit développer et résoudre aussi profondément que possible les problèmes d'une micro-société révolutionnaire. Cette politique complète culmine dans le moment de l'action révolutionnaire, quand les masses interviennent brusquement pour faire l'histoire, et découvrent aussi leur action comme expérience directe et comme fête. Elles entreprennent alors une construction consciente et collective de la vie quotidienne qui, un jour, ne sera plus arrêtée par rien.

Le 20 juillet 1960

P.Canjuers, G.-E. Debord

PERSPECTIVES DE MODIFICATIONS CONSCIENTES DANS LA VIE QUOTIDIENNE

Revue "internationale situationniste", n°6, Août 1961, pages 20 à 27.

Cet exposé a été fait, par un magnétophone, le 17 mai 1961 du Groupe de Recherche sur la vie quotidienne, réuni par H. Lefebvre dans le Centre d'études sociologiques du C.N.R.S

Etudier la vie quotidienne serait une entreprise parfaitement ridicule, et d'abord condamnée à ne rien saisir de son objet, si l'on ne se proposait pas explicitement d'étudier cette vie quotidienne afin de la transformer.

La conférence, l'exposé de certaines considérations intellectuelles devant un auditoire, comme forme extrêmement banale des relations humaines dans un assez large secteur de la société, relève elle-même de la critique de la vie quotidienne.

Les sociologues, par exemple, n'ont que trop tendance à retirer de la vie quotidienne, à rejeter dans des sphères séparées - dites supérieures - ce qui leur arrive à tout moment. C'est l'habitude sous toutes ses formes, à commencer par l'habitude du maniement de quelques concepts *professionnels* - donc produits par la division du travail - qui masque ainsi la réalité derrière des conventions privilégiées.

Il est alors souhaitable de faire voir, par un léger déplacement des formules courantes, que c'est ici même, la vie quotidienne. Bien sûr, une diffusion de ces paroles par un magnétophone ne veut pas précisément illustrer l'intégration des techniques dans cette vie quotidienne marginale au monde technique, mais saisir la plus simple occasion de rompre avec les apparences de la pseudo-collaboration, du dialogue factice, qui se trouvent institués entre le conférencier " présent en personne " et ses spectateurs. Cette légère rupture d'un confort peut servir à entraîner d'emblée dans le champ de la mise en question de la vie quotidienne (mise en question autrement tout abstraite) la conférence elle-même, comme tant d'autres dispositions de l'emploi du temps, ou des objets, dispositions qui sont réputées " normales ", que l'on ne voit même pas ; et qui finalement nous conditionnent. A propos d'un tel détail, comme à propos de l'ensemble même de la vie quotidienne, la modification est toujours la condition nécessaire et suffisante pour faire apparaître expérimentalement l'objet de notre étude, qui à défaut resterait douteux ; objet qui est lui-même moins à étudier qu'à modifier.

Je viens de dire que la réalité d'un ensemble observable qui serait désigné par le terme " vie quotidienne " risque de demeurer hypothétique pour beaucoup de gens. En effet, depuis que ce groupe de recherche s'est constitué, le trait le plus frappant n'est évidemment pas qu'il n'ait encore rien trouvé, c'est que la contestation de l'existence même de la vie quotidienne s'y soit fait entendre dès le premier moment ; et n'ait cessé de s'y renforcer de séance en séance. La majorité des interventions que l'on a pu écouter jusqu'ici dans cette discussion émanait de personnes qui ne sont aucunement convaincues que la vie quotidienne existe, car elles ne l'ont rencontrés nulle part. Un groupe de recherche sur la vie quotidienne, animé de cet esprit, est en tous points comparable à un groupe parti à la recherche du Yéti, et dont l'enquête pourrait aussi bien aboutir à la conclusion qu'il s'agissait d'une plaisanterie folklorique.

Tout le monde convient pourtant que certains gestes répétés chaque jour, comme ouvrir des portes ou remplir des verres, sont tout à fait réels ; mais ces gestes se trouvent à un niveau si trivial de la réalité que l'on conteste, à juste titre, qu'ils puissent être assez intéressants pour justifier une nouvelle spécialisation de la recherche sociologique. Et un certain nombre de sociologues semble peu enclin à imaginer d'autres aspects de la vie quotidienne, à partir de la définition qu'en a proposée Henri

Lefebvre, c'est-à-dire " ce qui reste quand on a extrait du vécu toutes les activités spécialisées ". Ici, on découvre que la plupart des sociologues - et on sait combien ils se trouvent à leur affaire dans les activités spécialisées, justement, et comme ils leur vouent d'habitude une aveugle croyance que la plupart des sociologues, donc, reconnaît des activités spécialisées partout, et la vie quotidienne nulle part. La vie quotidienne est toujours ailleurs. Chez les autres. En tout cas dans les classes non-sociologistes de la population. Quelqu'un a dit ici que les ouvriers seraient intéressants à étudier, comme cobayes probablement inoculés de ce virus de la vie quotidienne, parce que les ouvriers, n'ayant pas accès aux activités spécialisées, n'ont *que* la vie quotidienne à vivre. Cette façon de se pencher sur le peuple, à la recherche d'un lointain primitivisme du quotidien ; et surtout ce contentement avoué sans détour, cette fierté naïve de participer à une culture dont personne ne peut songer à dissimuler l'éclatante faillite, la radicale incapacité de comprendre le monde qui la produit, tout ceci ne laisse pas d'être étonnant.

Il y a là une volonté manifeste de s'abriter derrière une formation de la pensée qui s'est fondée sur la séparation de domaines parcellaires artificiels, afin de rejeter le concept inutile, vulgaire et gênant, de " vie quotidienne ". Un tel concept recouvre un résidu de la réalité cataloguée et classée, résidu auquel certains répugnent d'être confrontés, car c'est en même temps le point de vue de la totalité ; il impliquerait la nécessité d'un jugement global, d'une politique. On dirait que certains intellectuels se flattent ainsi d'une participation personnelle illusoire au secteur dominant de la société, à travers leur possession d'une ou plusieurs spécialisations culturelles ; ce qui pourtant les place au premier rang pour s'aviser que l'ensemble de cette culture dominante est notoirement mangée aux mites. Mais quel que soit le jugement que l'on porte sur la cohérence de cette culture, ou sur son intérêt dans le détail, l'aliénation qu'elle a imposé aux intellectuels en question, c'est de les faire juger, depuis le ciel des sociologues, qu'ils sont tout à fait extérieurs à cette vie quotidienne des populations quelconques, ou placés trop haut dans l'échelle des pouvoirs humains, comme s'ils n'étaient pas, eux aussi, plutôt *des pauvres*.

Il est sûr que les activités spécialisées ont une existence ; elles ont même, dans une époque donnée, un emploi général qu'il est toujours bon de reconnaître d'une manière démystifiée. La vie quotidienne n'est pas tout. Bien qu'elle soit en osmose avec les activités spécialisées au point que, d'une certaine façon, on n'est jamais en dehors de la vie quotidienne. Mais si l'on recourt à l'image facile d'une représentation spatiale des activités, il faut encore placer la vie quotidienne au centre de tout. Chaque projet en part et chaque réalisation revient y prendre sa véritable signification. La vie quotidienne est la mesure de tout : de l'accomplissement ou plutôt du non-accomplissement des relations humaines ; de l'emploi du temps vécu ; des recherches de l'art ; de la politique révolutionnaire.

Ce n'est pas assez de rappeler que l'espèce de vieille image d'Epinal scientifique de l'observateur désintéressé est fallacieuse en tout cas. On doit souligner le fait que l'observation désintéressée est encore moins possible ici que partout ailleurs. Ce qui fait la difficulté de la reconnaissance même d'un terrain de la vie quotidienne, ce n'est pas seulement qu'il serait déjà le terrain de rencontre d'une sociologie empirique et d'une élaboration conceptuelle, c'est aussi qu'il se trouve être en ce moment l'enjeu de tout renouvellement révolutionnaire de la culture et de la politique.

La vie quotidienne non critiquée, cela signifie maintenant la prolongation des formes actuelles, profondément dégradées, de la culture et de la politique, formes dont la crise extrêmement avancée, surtout dans les pays les plus modernes, se traduit par une dépolitisation et un néo-analphabétisme généralisés. En revanche la critique radicale, et en actes, de la vie quotidienne donnée, peut conduire à un dépassement de la culture et de la politique au sens traditionnel, c'est-à-dire à un niveau supérieur d'intervention sur la vie.

Mais, dira-t-on, cette vie quotidienne, qui d'après moi est la seule réelle, comment se fait-il que son importance soit si complètement et si immédiatement dépréciée par des gens qui n'ont, après tout, aucun intérêt direct à le faire ; et dont beaucoup sans doute sont même loin d'être ennemis d'un renouveau quelconque du mouvement révolutionnaire ?



Je pense que c'est parce que la vie quotidienne est organisée dans les limites d'une pauvreté scandaleuse. Et surtout parce que cette pauvreté de la vie quotidienne n'a rien d'accidentel : c'est une pauvreté qui lui est imposée à tout instant par la contrainte et par la violence d'une société divisée en classes ; une pauvreté organisée historiquement selon les nécessités de l'histoire de l'exploitation.

L'usage de la vie quotidienne, au sens d'une consommation du temps vécu, est commandé par le règne de la rareté : rareté du temps libre ; et rareté des emplois possibles ce temps libre.

De même que l'histoire accélérée de notre époque est l'histoire de l'accumulation, de l'industrialisation, le retard de la vie quotidienne, sa tendance à l'immobilisme, sont les produits des lois et des intérêts qui ont conduit cette industrialisation. La vie quotidienne présente effectivement, jusqu'à présent, une résistance à l'histoire. Ceci *juge d'abord l'historique*, en tant que l'héritage et le projet d'une société d'exploitation.

La pauvreté extrême de l'organisation consciente, de la créativité des gens, dans la vie quotidienne, traduit la nécessité fondamentale de l'inconscience et de la mystification dans une société exploiteuse, dans une société de l'aliénation.

Henri Lefebvre a appliqué ici une extension de l'idée d'inégal développement pour caractériser la vie quotidienne, décalée mais non coupée de l'historicité, comme un secteur attardé. Je crois que l'on peut aller jusqu'à qualifier ce niveau de la vie quotidienne de secteur colonisé. On a vu, à l'échelle de l'économie mondiale, que le sous-développement et la colonisation sont des facteurs en interaction. Tout porte à croire qu'il en va de même à l'échelle de la formation économique-sociale, de la praxis.

La vie quotidienne, mystifiée par tous les moyens et contrôlée policièrement, est une sorte de réserve pour les bons sauvages qui font marcher, sans la comprendre, la société moderne, avec le rapide accroissement de ses pouvoirs techniques et l'expansion forcée de son marché. L'histoire - c'est-à-dire la transformation du réel - n'est pas actuellement utilisable dans la vie quotidienne parce que l'homme de la vie quotidienne est le produit d'une histoire sur laquelle il n'a pas de contrôle. C'est évidemment lui-même qui fait cette histoire, mais pas librement.

La société moderne se comprend par fragments spécialisés, à peu près intransmissibles, et la vie quotidienne, où toutes les questions risquent de se poser d'une manière unitaire, est donc naturellement le domaine de l'ignorance.

Cette société, à travers sa production industrielle, a vidé de tout sens les gestes du travail. Et aucun modèle de conduite humaine n'a gardé une véritable actualité dans le quotidien.

Cette société tend à atomiser les gens en consommateurs isolés, à interdire la communication. La vie quotidienne est ainsi vie privée, domaine de la séparation et du spectacle.

De sorte que la vie quotidienne est aussi la sphère de la démission des spécialistes. C'est là que, par exemple, un des rares individus capables de comprendre la plus récente image scientifique de l'univers va devenir stupide, et peser longuement les théories artistiques d'Alain Robbe-Grillet, ou bien envoyer des pétitions au Président de la République dans le dessein d'infléchir sa politique. C'est la sphère du désarmement, de l'aveu de l'incapacité de vivre.

On ne peut donc pas caractériser seulement le sous-développement de la vie quotidienne par sa relative incapacité d'intégrer des techniques. Ce trait est un produit important, mais encore partiel, de l'ensemble de l'aliénation quotidienne, qui pourrait être définie comme l'incapacité d'inventer une technique de libération du quotidien.

Et de fait beaucoup de techniques modifient plus ou moins nettement certains aspects de la vie quotidienne : les arts ménagers, comme on l'a dit ici, mais aussi bien le téléphone, la télévision,, l'enregistrement de la musique sur disques microsillons, les voyages aériens popularisés, etc. Ces éléments interviennent anarchiquement, au hasard, sans que personne en ait prévu les connexions et les conséquences. Mais il est sûr que, dans son ensemble, ce mouvement d'introduction des techniques dans la vie quotidienne, étant finalement encadré par la rationalité du capitalisme moderne bureaucratisé, va plutôt dans le sens d'une réduction de l'indépendance et de la créativité des gens. Ainsi les villes nouvelles d'aujourd'hui figurent clairement la tendance totalitaire de l'organisation de la vie par le capitalisme moderne : les individus isolés (généralement isolés dans le cadre de la cellule familiale) y voient réduire leur vie à la pure trivialité du répétitif, combinés à l'absorption obligatoire d'un spectacle également répétitif.



Il faut donc croire que la censure que les gens exercent sur la question de leur propre vie quotidienne s'explique par la conscience de son insoutenable misère, en même temps que par la sensation, peut-être inavouée mais inévitablement éprouvée un jour ou l'autre, que toutes les vraies possibilités, tous les désirs qui ont été empêchés par le fonctionnement de la vie sociale, résidaient là, et nullement dans des activités ou distractions spécialisées. C'est-à-dire que la connaissance de la richesse profonde, de l'énergie abandonnée dans la vie quotidienne, est inséparable de la connaissance de la misère de l'organisation dominante de cette vie : seule l'existence perceptible de cette richesse inexploitée conduit à définir par contraste la vie quotidienne comme misère et comme prison ; puis, d'un même mouvement, à nier le problème.

Dans ces conditions, se masquer la question politique posée par la misère de la vie quotidienne veut dire se masquer la profondeur des revendications portant sur la richesse possible de cette vie ; revendications qui ne sauraient mener à moins qu'à une réinvention de la révolution. On admettra qu'une fuite devant la politique à ce niveau n'est aucunement contradictoire avec le fait de militer dans le Parti Socialiste Unifié, par exemple, ou de lire avec confiance *L'Humanité*.

Tout dépend effectivement du niveau où l'on ose poser ce problème : comment vit-on ? Comment en est-on satisfait ? Insatisfait ? Ceci sans se laisser un instant intimider par les diverses publicités qui visent à vous persuader que l'on peut être heureux à cause de l'existence de Dieu, ou du dentifrice Colgate, ou du C.N.R.S.

Il me semble que ce terme " critique de la vie quotidienne," pourrait, et devrait, aussi s'entendre avec ce renversement : critique que la vie quotidienne exercerait, souverainement, sur tout ce qui lui est vainement extérieur.

La question de l'emploi des moyens techniques, dans la vie quotidienne et ailleurs, n'est rien d'autre qu'une question politique (et entre tous les moyens techniques trouvables, ceux qui sont mis en œuvre sont en vérité sélectionnés conformément aux buts du maintien de la domination d'une

classe). Quand on envisage l'hypothèse d'un avenir, tel qu'il est admis par la littérature de science-fiction, ou des aventures interstellaires coexisteraient avec une vie quotidienne gardée sur cette terre dans la même indigence matérielle et le même moralisme archaïque, ceci veut dire, exactement, qu'il y aurait encore une classe de dirigeants spécialisés, qui maintiendrait à son service les foules prolétaires des usines et des bureaux ; et que les aventures interstellaires seraient uniquement l'entreprise choisie par ces dirigeants, la manière qu'ils auraient trouvée de développer leur économie irrationnelle, le comble de, l'activité spécialisée.

On s'est demandé : " La vie privée est privée de quoi ? " Tout simplement de la vie, qui en est cruellement absente. Les gens sont aussi privés qu'il est possible de communication; et de réalisation d'eux-mêmes. Il faudrait dire : de faire leur propre histoire, personnellement. Les hypothèses pour répondre positivement à cette question sur la nature de la privation ne pourront donc s'énoncer que sous forme de projets d'enrichissements ; projet d'un autre style de vie ; en fait d'un style... Ou bien, si l'on considère que la vie quotidienne est à la frontière du secteur dominé et du secteur non dominé de la vie, donc le lieu de l'aléatoire, il faudrait parvenir à substituer au présent ghetto une frontière toujours en marche; travailler en permanence à l'organisation de chances nouvelles.

La question de l'intensité du vécu est posée aujourd'hui, par exemple avec l'usage des stupéfiants, dans les termes où la société de l'aliénation est capable de poser toute question : je veux dire en termes de fausse reconnaissance d'un projet falsifié, en termes de fixation et d'attachement. Il convient de noter aussi à quel point l'image de l'amour élaborée et diffusée dans cette société s'apparente à la drogue. La passion y est d'abord reconnue en tant que refus de toutes les autres passions ; et puis elle est empêchée, et finalement ne se retrouve que dans les compensations du spectacle régnant. La Rochefoucauld a écrit : " Ce qui nous empêche souvent de nous abandonner à un seul vice est que nous en avons plusieurs ". Voilà une constatation très positive si, en rejetant les présuppositions moralistes, on la remet sur ses pieds, comme base d'un programme de réalisation des capacités humaines.

Tous ces problèmes sont à l'ordre du jour parce que, visiblement, notre temps est dominé par l'apparition du projet, porté par la classe ouvrière, d'abolir toute société de classes et de commencer l'histoire humaine ; et donc dominé, corollairement, par la résistance acharnée à ce projet, les détournements et les échecs, jusqu'ici, de ce projet.

La crise actuelle de la vie quotidienne s'inscrit dans les nouvelles formes de la crise du capitalisme, formes qui restent inaperçues de ceux qui s'obstinent à supputer l'échéance classique des prochaines crises cycliques de l'économie.

La disparition de toutes les anciennes valeurs, de toutes les références de la communication ancienne, dans le capitalisme développé ; et l'impossibilité de les remplacer par d'autres, quelles qu'elles soient, avant d'avoir dominé rationnellement, dans la vie quotidienne et partout ailleurs, les forces industrielles nouvelles qui nous échappent de plus en plus ; ces faits produisent non seulement l'insatisfaction quasi officielle de notre époque, insatisfaction particulièrement aiguë dans la jeunesse, mais encore le mouvement d'auto-négation de l'art. L'activité artistique avait toujours été seule à rendre compte des problèmes clandestins de la vie quotidienne, quoique d'une manière voilée, déformée, partiellement illusoire. Il existe, sous nos yeux, le témoignage d'une destruction de toute l'expression artistique : c'est l'art moderne.

Si l'on considère dans toute son étendue la crise de la société contemporaine, je ne crois pas qu'il soit possible de regarder encore les loisirs comme une négation du quotidien. On a admis ici qu'il fallait " étudier le temps perdu". Mais voyons le mouvement récent de cette idée de temps perdu. Pour le capitalisme classique, le temps perdu est ce qui est extérieur à la production, à l'accumulation, à l'épargne. La morale laïque, enseignée dans les écoles de la bourgeoisie, a implanté cette règle de vie. Mais il se trouve que le capitalisme moderne, par une ruse inattendue, a besoin d'augmenter la consommation, d' "élever le niveau de vie" (si l'on veut bien se rappeler que cette expression est rigoureusement dépourvue de sens). Comme, dans le même temps, les conditions de la production, parcellarisée et minutée à l'extrême, sont devenues parfaitement

indéfendables, la morale qui a déjà cours dans la publicité, la propagande, et toutes les formes du spectacle dominant, admet au contraire franchement que le temps perdu est celui du travail, qui n'est plus justifié que par les divers degrés du gain, lequel permet d'acheter du repos, de la consommation, des loisirs - c'est-à-dire une passivité quotidienne fabriquée et contrôlée par le capitalisme.



Maintenant, si l'on envisage la facticité des besoins de la consommation que crée de toutes pièces et stimule sans cesse l'industrie moderne - si l'on reconnaît le vide des loisirs et l'impossibilité du repos - on peut poser la question d'une manière plus réaliste : qu'est-ce qui ne serait pas du temps perdu ? Autrement dit : le développement d'une société de l'abondance devrait aboutir à l'abondance de quoi ?

Ceci peut évidemment servir de pierre de touche à bien des égards. Quand, par exemple, dans un des journaux où s'étale l'inconsistance de la pensée de ces gens que l'on appelle les intellectuels de gauche - je veux dire *France-Observateur* - on peut lire un titre qui annonce quelque chose comme " la petite voiture à l'assaut du socialisme ", devant un article qui explique que les Russes se mettraient ces temps-ci à poursuivre individuellement une consommation privée des biens sur le mode américain, à commencer naturellement par les voitures, on ne peut s'empêcher de penser qu'il ne serait quand même pas indispensable d'avoir assimilé, après Hegel, toute l'œuvre de Marx, pour s'aviser au moins de ce qu'un socialisme qui recule devant l'invasion du marché par des petites voitures n'est en aucune façon le socialisme pour lequel le mouvement ouvrier a lutté. De sorte que ce n'est pas à un quelconque étage de leur tactique, ou de leur dogmatisme, qu'il faut s'opposer aux dirigeants bureaucratiques de la Russie, mais à la base, sur ce fait que la vie des gens n'a pas réellement changé de sens. Et ceci n'est pas la fatalité obscure de la vie quotidienne, destinée à rester réactionnaire. C'est une fatalité imposée extérieurement à la vie quotidienne par la sphère réactionnaire des dirigeants spécialisés, quelle que soit l'étiquette sous laquelle ils planifient la misère, dans tous ses aspects.

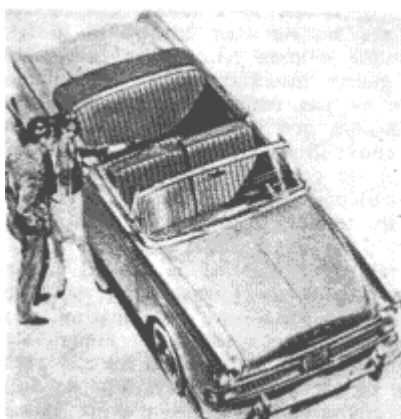
Alors, la dépolitisation actuelle de beaucoup d'anciens militants de la gauche, l'éloignement d'une certaine aliénation pour se jeter dans une autre, celle de la vie privée, n'a pas tellement le sens d'un retour à la privatisation en tant que refuge contre les " responsabilités de l'historicité ", mais bien plutôt d'un éloignement du secteur politique spécialisé, et donc toujours manipulé par d'autres ; où la seule responsabilité vraiment prise a été de laisser toutes les responsabilités à des chefs incontrôlés ; où le projet communiste a été trompé et déçu. De même que l'on ne peut opposer en bloc la vie privée à une vie publique, sans demander : quelle vie privée ? quelle vie publique ? (car la vie privée contient les facteurs de sa négation et de son dépassement comme l'action collective révolutionnaire a pu nourrir les facteurs de sa dégénérescence), de même on aurait tort de faire le bilan d'une aliénation des individus dans la politique révolutionnaire alors qu'ils s'agissait de l'aliénation de la politique révolutionnaire elle-même. Il est juste de dialectiser le problème de l'aliénation, de signaler les possibilités d'aliénation toujours renaissantes dans la lutte même menée contre l'aliénation, mais soulignons alors que tout ceci doit s'appliquer au niveau le plus haut de la recherche (par exemple, à la philosophie de l'aliénation dans son ensemble), et non au niveau du stalinisme, dont l'explication est malheureusement plus grossière.

La civilisation capitaliste n'est encore dépassée nulle part mais partout elle continue à produire elle-même ses ennemis. La prochaine montée du mouvement révolutionnaire, radicalisé par les enseignements des précédentes défaites, et dont le programme revendicatif devra s'enrichir à la

mesure des pouvoirs pratiques de la société moderne, pouvoirs qui constituent virtuellement dès à présent la base matérielle qui manquait aux courants dits utopiques du socialisme ; cette prochaine tentative de contestation totale du capitalisme saura inventer et proposer un autre emploi de la vie quotidienne, et s'appuiera immédiatement sur de nouvelles pratiques quotidiennes, sur de nouveaux types de rapports humains (n'ignorant plus que toute conservation, à l'intérieur du mouvement révolutionnaire, des relations qui dominent dans la société existante mène insensiblement à reconstituer, avec diverses variantes, cette société).

De même qu'autrefois la bourgeoisie, dans sa phase ascendante, a dû mener une liquidation impitoyable de tout ce qui surpassait la vie terrestre (le ciel, l'éternité) ; de même le prolétariat révolutionnaire - qui ne peut jamais, sans cesser d'exister comme tel, se reconnaître un passé ou des modèles - devra renoncer à tout ce qui dépasse la vie quotidienne. Ou plutôt prétend la surpasser : le spectacle, le geste ou le mot " historiques ", la " grandeur " des dirigeants, le mystère des spécialisations, l' " immortalité " de l'art et son importance extérieure à la vie. Ce qui revient à dire : renoncer à tous les sous-produits de l'éternité qui ont survécu comme armes du monde des dirigeants.

La révolution dans la vie quotidienne, brisant son actuelle résistance à l'historique (et à toute sorte de changement) créera des conditions telles que *le présent y domine le passé*, et que la part de la créativité l'emporte toujours sur la part répétitive. Il faut donc s'attendre à ce que le côté de la vie quotidienne qu'expriment les concepts de l'ambiguïté - malentendu, compromis ou mésusage - perdent beaucoup d'importance, au profit de leurs contraires, le choix conscient ou le pari.



L'actuelle mise en question artistique du langage, contemporaine de cette métalangue des machines, qui n'est autre que le langage bureaucratisé de la bureaucratie au pouvoir, sera alors dépassée par des formes supérieures de communication. La notion présente de texte social déchiffrable devra aboutir à de nouveaux procédés d'écriture de ce texte social, dans la direction de ce que recherchent à présent mes camarades situationnistes avec l'urbanisme unitaire et l'ébauche d'un comportement expérimental. La production centrale d'un travail industriel entièrement reconverti sera l'aménagement de nouvelles configurations de la vie quotidienne, la création libre d'événements.

La critique et la recreation perpétuelle de la totalité de la vie quotidienne, avant d'être faites naturellement par tous les hommes, doivent être entreprises dans les conditions de l'oppression présente, et pour ruiner ces conditions.

Ce n'est pas un mouvement culturel d'avant-garde, même ayant des sympathies révolutionnaires, qui peut accomplir cela. Ce n'est pas non plus un parti révolutionnaire sur le modèle traditionnel, même s'il accorde une grande place à la critique de la culture (en entendant par ce terme l'ensemble des instruments artistiques ou conceptuels par lesquels une société s'explique à elle-même et se montre des buts de vie). Cette culture comme cette politique sont usées, ce n'est pas sans motif que la plupart des gens s'en désintéresse. La transformation révolutionnaire de la vie quotidienne, qui n'est

pas réservée à un vague avenir mais placée immédiatement devant nous par le développement du capitalisme et ses insupportables exigences, l'autre terme de l'alternative étant le renforcement de l'esclavage moderne ; cette transformation marquera la fin de toute expression artistique unilatérale et stockée sous forme de marchandises en même temps que la fin de toute politique spécialisée.

Ceci va être la tâche d'une organisation révolutionnaire d'un type nouveau, dès sa formation.

G.-E. DEBORD.

ALL THE KING ' S MEN

Internationale Situationniste n°8, janvier 1963, page 29 à 33

Le problème du langage est au centre de toutes les luttes pour l'abolition ou le maintien de l'aliénation présente ; inséparable de l'ensemble du terrain de ces luttes. Nous vivons dans le langage comme dans l'air vicié. Contrairement à ce qu'estiment les gens d'esprit, les mots ne jouent pas. Ils ne font pas l'amour, comme le croyait Breton, sauf en rêve. Les mots *travaillent*, pour le compte de l'organisation dominante de la vie. Et cependant, ils ne sont pas robotisés ; pour le malheur des théoriciens de l'information, les mots ne sont pas eux-mêmes « informationnistes » ; des forces se manifestent en eux, qui peuvent déjouer les calculs. Les mots coexistent avec le pouvoir dans un rapport analogue à celui que les prolétaires (au sens classique aussi bien qu'au sens moderne du terme) peuvent entretenir avec le pouvoir. Employés *presque* tout le temps, utilisés à plein temps, à plein sens et à plein non-sens, ils restent par quelque côté radicalement étrangers.

Le pouvoir donne seulement la fausse carte d'identité des mots ; il leur impose un laisser-passer, détermine leur place dans la production (où certains font visiblement des heures supplémentaires) ; leur délivre en quelque sorte leur bulletin de paye. Reconnaissons le sérieux du Humpty-Dumpty de Lewis Carrol qui estime que toute la question pour décider de l'emploi des mots, c'est « savoir qui sera le maître ; un point c'est tout ». Et lui, patron social en la matière, affirme qu'il paie double ceux qu'il emploie beaucoup. Comprenons aussi le phénomène d'*insoumission des mots*, leur fuite, leur résistance ouverte, qui se manifeste dans toute l'écriture moderne (depuis Baudelaire jusqu'aux dadaïstes et à Joyce), comme le symptôme de la crise révolutionnaire d'ensemble dans la société.

Sous le contrôle du pouvoir, le langage désigne toujours autre chose que le vécu authentique. C'est précisément là que réside la possibilité d'une contestation complète. La confusion est devenue telle, dans l'organisation du langage, que la communication imposée par le pouvoir se dévoile comme une imposture et une duperie. C'est en vain qu'un embryon de pouvoir cybernétique s'efforce de placer le langage sous la dépendance des machines qu'il contrôle, de telle sorte que l'information soit désormais la seule communication possible. Même sur ce terrain, des résistances se manifestent, et l'on est en droit de considérer la musique électronique comme un essai, évidemment ambigu et limité, de renverser le rapport de domination en détournant les machines au profit du langage. Mais l'opposition est bien plus générale, bien plus radicale. Elle dénonce toute « communication » unilatérale, dans l'art ancien comme dans l'informationnisme moderne. Elle appelle à une communication qui ruine tout pouvoir séparé. Là où il y a communication, il n'y a pas d'État.

Le pouvoir vit de recel. Il ne crée rien, il récupère. S'il créait le sens des mots, il n'y aurait pas de poésie, mais uniquement de l'« information » utile. On ne pourrait jamais s'opposer dans le langage, et tout refus lui serait extérieur, serait purement lettriste. Or, qu'est-ce que la poésie, sinon le moment révolutionnaire du langage, non séparable en tant que tel des moments révolutionnaires de l'histoire, et de l'histoire de la vie personnelle ?

La mainmise du pouvoir sur le langage est assimilable à sa mainmise sur la totalité. Seul le langage qui a perdu toute référence immédiate à la totalité peut fonder l'information. L'information, c'est la poésie du pouvoir (la contre-poésie du maintien de l'ordre), c'est le truquage médiatisé de ce qui est. A l'inverse, la poésie doit être comprise en tant que communication immédiate dans le réel et modification réelle de ce réel. Elle n'est autre que le langage libéré, le langage qui regagne sa richesse et, brisant ses signes, recouvre à la fois les mots, la musique, les cris, les gestes, la peinture, les mathématiques, les faits. La poésie dépend donc du niveau de la plus grande richesse où, dans un stade donné de la formation économique- sociale, la vie peut être vécue et *changée*. Il est alors inutile de préciser que ce rapport de la poésie à sa base matérielle dans la société n'est pas une subordination unilatérale, mais une interaction.

Retrouver la poésie peut se confondre avec réinventer la révolution, comme le prouvent à l'évidence certaines phases des révolutions mexicaine, cubaine ou congolaise. Entre les périodes

révolutionnaires où les masses accèdent à la poésie en agissant, on peut penser que les cercles de l'aventure poétique restent les seuls lieux où subsiste la totalité de la révolution, comme virtualité inaccomplie mais proche, ombre d'un personnage absent. De sorte que ce qui est appelé ici aventure poétique est difficile, dangereux, et en tout cas, *jamais garanti* (en fait, il s'agit de la somme des conduites *presque impossibles* dans une époque). On peut seulement être sûrs de ce qui n'est plus l'aventure poétique d'une époque sa fausse poésie reconnue et permise. Ainsi, alors que le surréalisme, au temps de son assaut contre l'ordre oppressif de la culture et du quotidien, pouvait justement définir son armement dans une « poésie au besoin sans poèmes », il s'agit aujourd'hui pour l'I.S. d'une poésie *nécessairement* sans poèmes. Et tout ce que nous disons de la poésie ne concerne en rien les attardés réactionnaires d'une néo-versification, même alignée sur les moins anciens des modernismes formels. Le programme de la poésie réalisée n'est rien de moins que créer à la fois des événements et leur langage, inséparablement.

Tous les langages fermés - ceux des groupements informels de la jeunesse ; ceux que les avant-gardes actuelles, au moment où elles se cherchent et se définissent, élaborent pour leur usage interne ; ceux qui, autrefois, transmis en production poétique objective pour l'extérieur, ont pu s'appeler « trobar clus » ou « dolce stil nuovo », - tous ont pour but, et résultat effectif, la transparence immédiate d'une certaine communication, de la reconnaissance réciproque, de l'accord. Mais pareilles tentatives sont le fait de bandes restreintes, à divers titres isolées. Les événements qu'elles ont pu aménager, les fêtes qu'elles ont pu se donner à elles-mêmes, ont dû rester dans les plus étroites limites. Un des problèmes révolutionnaires consiste à fédérer ces sortes de soviets, de *conseils de la communication*, afin d'inaugurer partout une communication directe, qui n'ait plus à recourir au réseau de la communication de l'adversaire (c'est-à-dire au langage du pouvoir), et puisse ainsi transformer le monde selon son désir.

Il ne s'agit pas de mettre la poésie au service de la révolution, mais bien de mettre la révolution au service de la poésie. C'est seulement ainsi que la révolution ne trahit pas son propre projet. Nous ne rééditerons pas l'erreur des surréalistes se plaçant à son service quand précisément il n'y en avait plus. Lié au souvenir d'une révolution partielle vite abattue, le surréalisme est vite devenu un réformisme du spectacle, une critique d'une certaine forme du spectacle régnant, menée à l'intérieur de l'organisation dominante de ce spectacle. Les surréalistes semblent avoir négligé le fait que le pouvoir imposait, pour toute amélioration ou modernisation internes du spectacle, sa propre lecture, un décriptage dont il tient le code.

Toute révolution a pris naissance dans la poésie, s'est faite d'abord par la force de la poésie. C'est un phénomène qui a échappé et continue d'échapper aux théoriciens de la révolution - il est vrai qu'on ne peut le comprendre si on s'accroche encore à la vieille conception de la révolution ou de la poésie - mais qui a généralement été ressenti par les contre-révolutionnaires. La poésie, là où elle existe, leur fait peur ; ils s'acharnent à s'en débarrasser, par divers exorcismes, de l'autodafé à la recherche stylistique pure. Le moment de la poésie réelle, qui « a tout le temps devant elle », veut chaque fois réorienter selon ses propres fins l'ensemble du monde et tout le futur. Tant qu'il dure, ses revendications ne peuvent connaître de compromis. Il remet en jeu les dettes non réglées de l'histoire, Fourier et Pancho Villa, Lautréamont et les dinamiteros des Asturies - dont les successeurs inventent maintenant de nouvelles formes de grève - les marins de Cronstadt ou de Kiel, et tous ceux qui, dans le monde, avec et sans nous, se préparent à lutter pour la longue révolution, sont aussi bien les émissaires de la nouvelle poésie.

La poésie est de plus en plus nettement, en tant que place vide, l'anti-matière de la société de consommation, parce qu'elle n'est pas une matière consommable (selon les critères modernes de l'objet consommable : équivalent pour une masse passive de consommateurs isolés). La poésie n'est rien quand elle est citée, elle ne peut être que *détournée*, remise en jeu. La connaissance de la poésie ancienne n'est autrement qu'exercice universitaire, relevant des fonctions d'ensemble de la pensée universitaire. L'histoire de la poésie n'est alors qu'une fuite devant la poésie de l'histoire, si nous entendons par ce terme non l'histoire spectaculaire des dirigeants, mais bien celle de la vie quotidienne, de son élargissement possible ; l'histoire de chaque vie individuelle, de sa réalisation.

Il ne faut pas ici laisser d'équivoque sur les rôle des « conservateurs » de la poésie ancienne, de ceux qui en augmentent la diffusion à mesure que, pour des raisons tout autres, l'Etat fait disparaître l'analphabétisme. Ces gens ne représentent qu'un cas particulier des conservateurs de tout l'art des musées. Une masse de poésie est normalement conservée dans le monde. Mais il n'y a nulle part les endroits, les moments, les gens pour la revivre, se la communiquer, en faire usage. Étant admis que ceci ne peut jamais être que sur le mode du détournement ; parce que la compréhension de la poésie ancienne a changé par perte aussi bien que par acquisition de connaissances ; et parce que dans chaque moment où la poésie ancienne peut être effectivement retrouvée, sa mise en présence avec des événements particuliers lui confère un sens largement nouveau. Mais surtout, une situation où la poésie est possible ne saurait restaurer aucun échec poétique du passé (cet échec étant ce qui reste, inversé, dans l'histoire de la poésie, comme succès et monument poétique). Elle va naturellement vers la communication, et les chances de souveraineté, de sa *propre poésie*.

Étroitement contemporains de l'archéologie poétique qui restitue des sélections de poésie ancienne récitée sur microsillons par des spécialistes, pour le public du nouvel analphabétisme constitué par le spectacle moderne, les informationnistes ont entrepris de combattre toutes les « redondances » de la liberté pour *transmettre simplement des ordres*. Les penseurs de l'automatisation visent explicitement une pensée théorique automatique, par fixation et élimination des variables dans la vie comme dans le langage. Ils n'ont pas fini de trouver des os dans leur fromage ! Les machines à traduire, par exemple, qui commencent à assurer l'uniformisation planétaire de l'information, en même temps que la révision informationniste de l'ancienne culture, sont soumises à leurs programmes préétablis, auxquels doit échapper toute acception nouvelle d'un mot, aussi bien que ses ambivalences dialectiques passées. Ainsi, en même temps, la vie du langage - qui se relie à chaque avance de la compréhension théorique : « Les idées s'améliorent, le sens des mots y participe » - se trouve expulsée du champ machiniste de l'information officielle, mais aussi la pensée libre peut s'organiser en vue d'une clandestinité qui sera incontrôlable par les techniques de police informationniste. La recherche de signaux indiscutables et de classification binaire instantanée va si clairement dans le sens du pouvoir existant, qu'elle relèvera de la même critique. Jusque dans leurs formulations délirantes, les penseurs informationnistes se comportent en lourds précurseurs à brevets des lendemains qu'ils ont choisis, et qui sont justement ceux que modèlent les forces dominantes de la société actuelle : le renforcement de l'État cybernéticien. Ils sont les hommes liges de tous les suzerains de la féodalité technique qui s'affermirait actuellement. Il n'y a pas d'innocence dans leur bouffonnerie, ils sont les fous du roi.

L'alternative entre l'informationnisme et la poésie ne concerne plus la poésie du passé ; de même qu'aucune variante de ce qu'est devenu le mouvement révolutionnaire classique ne peut plus, nulle part, être comptée dans une alternative réelle face à l'organisation dominante de la vie. C'est d'un même jugement que nous tirons la dénonciation d'une disparition totale de la poésie dans les anciennes formes où elle a pu être produite et consommée, et l'annonce de son retour sous des formes inattendues et opérantes. Notre époque n'a plus à *écrire des consignes poétiques*, mais à les exécuter.

LE DÉCLIN ET LA CHUTE DE L'ÉCONOMIE SPECTACULAIRE-MARCHANDE (1965)

Entre le 13 et le 16 août 1965, la population noire de Los Angeles s'est soulevée. Un incident opposant policiers de la circulation et passants s'est développé en deux journées d'émeutes spontanées. Les renforts croissants des forces de l'ordre n'ont pas été capables de reprendre le contrôle de la rue. Vers le troisième jour, les Noirs ont pris les armes, pillant les armureries accessibles, de sorte qu'ils ont pu tirer même sur les hélicoptères de la police. Des milliers de soldats et de policiers — le poids militaire d'une division d'infanterie, appuyée par des tanks — ont dû être jetés dans la lutte pour cerner la révolte dans le quartier de Watts ; ensuite pour le reconquérir au prix de nombreux combats de rue, durant plusieurs jours. Les insurgés ont procédé au pillage généralisé des magasins, et ils y ont mis le feu. Selon les chiffres officiels, il y aurait eu 32 morts, dont 27 Noirs, plus de 800 blessés, 3000 emprisonnés.

Les réactions, de tous côtés, ont revêtu cette clarté que l'événement révolutionnaire, du fait qu'il est lui-même une clarification en actes des problèmes existants, a toujours le privilège de conférer aux diverses nuances de pensée de ses adversaires. Le chef de la police, William Parker, a refusé toute médiation proposée par les grandes organisations noires, affirmant justement que « ces émeutiers n'ont pas de chefs ». Et certes, puisque les Noirs n'avaient plus de chefs, c'était le moment de la vérité dans chaque camp. Qu'attendait, d'ailleurs, au même moment un de ces chefs en chômage, Roy Wilkins, secrétaire général de la *National Association for the Advancement of Colored People* ? Il déclarait que les émeutes « devaient être réprimées en faisant usage de toute la force nécessaire ». Et le cardinal de Los Angeles, McIntyre, qui protestait hautement, ne protestait pas contre la violence de la répression, comme on pourrait croire habile de le faire à l'heure de l'*aggiornamento* de l'influence romaine ; il protestait au plus urgent devant « une révolte préméditée contre les droits du voisin, contre le respect de la loi et le maintien de l'ordre », il appelait les catholiques à s'opposer au pillage, à « ces violences sans justification apparente ». Et tous ceux qui allaient jusqu'à voir les « justifications apparentes » de la colère des Noirs de Los Angeles, mais non certes la justification réelle, tous les penseurs et les « responsables » de la gauche mondiale, de son néant, ont déploré l'irresponsabilité et le désordre, le pillage, et surtout le fait que son premier moment ait été le pillage des magasins contenant l'*alcool et les armes* ; et les 2000 foyers d'incendie dénombrés, par lesquels les pétroleurs de Watts ont éclairé leur bataille et leur fête. Qui donc a pris la défense des insurgés de Los Angeles, dans les termes qu'ils méritent ? Nous allons le faire. Laissons les économistes pleurer sur les 27 millions de dollars perdus, et les urbanistes sur un de leur plus beaux *supermarkets* parti en fumée, et McIntyre sur son shérif adjoint abattu ; laissons les sociologues se lamenter sur l'absurdité et l'ivresse dans cette révolte. C'est le rôle d'une publication révolutionnaire, non seulement de donner raison aux insurgés de Los Angeles, mais de contribuer à *leur donner leurs raisons*, d'expliquer théoriquement la vérité dont l'action pratique exprime ici la recherche.

Dans l'*Adresse* publiée à Alger en juillet 1965, après le coup d'État de Boumedienne, les situationnistes, qui exposaient aux Algériens et aux révolutionnaires du monde les conditions en Algérie et dans le reste du monde *comme un tout*, montraient parmi leurs exemples le mouvement des Noirs américains qui, « s'il peut s'affirmer avec conséquence », dévoilera les contradictions du capitalisme le plus avancé. Cinq semaines plus tard, cette conséquence s'est manifestée dans la rue. La critique théorique de la société moderne, dans ce qu'elle a de plus nouveau, et la critique en actes de la même société existent déjà l'une et l'autre ; encore séparées mais aussi avancées jusqu'aux mêmes réalités, parlant de la même chose. Ces deux critiques s'expliquent l'une par l'autre ; et chacune est sans l'autre inexplicable. La théorie de la survie et du spectacle est éclairée et vérifiée par ces actes qui sont incompréhensibles à la fausse conscience américaine. Elle éclairera en retour ces actes quelque jour.

Jusqu'ici, les manifestations des Noirs pour les « droits civiques » avaient été maintenues par leurs chefs dans une légalité qui tolérait les pires violences des forces de l'ordre et des racistes, comme au mois de mars précédent en Alabama, lors de la marche sur Montgomery ; et même après ce scandale, une entente discrète du gouvernement fédéral, du gouverneur Wallace et du pasteur King

avait conduit la marche de Selma, le 10 mars, à reculer devant la première sommation, dans la dignité et la prière. L'affrontement attendu alors par la foule des manifestants n'avait été que le spectacle d'un affrontement possible. En même temps la non-violence avait atteint la limite ridicule de son courage : s'exposer aux coups de l'ennemi, et pousser ensuite la grandeur morale jusqu'à lui épargner la nécessité d'user à nouveau de sa force. Mais la donnée de base est que le mouvement de droits civiques ne posait, par des moyens légaux, que des problèmes légaux. Il est logique d'en appeler légalement à la loi. Ce qui est irrationnel, c'est de quémander légalement devant l'illégalité patente, comme si elle était un non-sens qui se dissoudra en étant montré du doigt. Il est manifeste que l'illégalité superficielle, outrageusement visible, encore appliquée aux Noirs dans beaucoup d'États américains, a ses racines dans une contradiction économico-sociale qui n'est pas du ressort des lois existantes ; et qu'aucune loi *juridique* future ne peut même défaire, contre les lois plus fondamentales de la société où les Noirs américains finalement osent demander de vivre. Les Noirs américains, en vérité, veulent la subversion totale de cette société, ou rien. Et le problème de la subversion nécessaire apparaît de lui-même dès que les Noirs en viennent aux moyens subversifs ; or le passage à de tels moyens surgit dans leur vie quotidienne comme ce qui y est à la fois le plus accidentel et le plus objectivement justifié. Ce n'est plus la crise du statut des Noirs en Amérique ; c'est la crise du statut de l'Amérique, posé d'abord parmi les Noirs. Il n'y a pas eu ici de conflit *racial* : les Noirs n'ont pas attaqué les Blancs qui étaient sur leur chemin, mais seulement les policiers blancs ; et de même la communauté noire ne s'est pas étendue aux propriétaires noirs de magasins, ni même aux automobilistes noirs. Luther King lui-même a dû admettre que les limites de sa spécialité étaient franchies, en déclarant, à Paris en octobre, que « ce n'étaient pas des émeutes de race, mais de classe ».



CRITIQUE DE L'URBANISME (Supermarket à Los Angeles, août 1965)

« L'Amérique s'est aussitôt penchée sur cette nouvelle plaie. Depuis plusieurs mois, sociologues, politiciens, psychologues, économistes, experts en tous genres en ont sondé la profondeur... Ce n'est pas un "quartier" au sens propre du terme, mais une plaine désespérément étendue et monotone... "l'Amérique à un étage", toute en largeur ; ce qu'un paysage américain peut avoir de plus morne avec ses maisons à toit plat, ses boutiques qui vendent toutes la même chose, ses débitants de "hamburgers", ses stations-service, le tout dégradé par la pauvreté et la crasse... La circulation automobile y est moins dense qu'ailleurs, mais celle des piétons l'est à peine plus, tant les habitations semblent dispersées et les distances décourageantes... Le passage des Blancs attire tous les regards, des regards dans lesquels on lit sinon la haine, du moins le sarcasme ("Encore des enquêteurs et autres sociologues qui viennent chercher des explications au lieu de nous fournir du travail", s'entend-on dire souvent...) Quant au logement, il peut sans doute être amélioré matériellement, mais on ne voit guère comment il sera possible d'empêcher les Blancs de fuir en masse un quartier dès que des Noirs commencent à s'y installer. Ces derniers continueront de se sentir laissés à eux-mêmes, surtout dans cette cité démesurée qu'est Los Angeles, dépourvue de centre, sans même la foule où se fondre, où les Blancs n'entrevoient leurs semblables qu'à travers le pare-brise de leurs voitures... Le pasteur Martin Luther King parlant à Watts quelques jours plus tard et appelant ses frères de couleur à "se donner la main", quelqu'un cria dans la foule : "Pour brûler..." C'est un spectacle réconfortant de voir à quelque distance de Watts des quartiers dits de "classe moyenne" où des Noirs de la nouvelle bourgeoisie tondent leur gazon devant des résidences de grand confort.»

La révolte de Los Angeles est une révolte contre la marchandise, contre le monde de la marchandise et du travailleur-consommateur *hiérarchiquement* soumis aux mesures de la marchandise. Les Noirs de Los Angeles, comme les bandes de jeunes délinquants de tous les pays avancés, mais plus radicalement parce qu'à l'échelle d'une classe globalement sans avenir, d'une partie du prolétariat qui ne peut croire à des chances notables de promotion et d'intégration, *prennent au mot* la propagande du capitalisme moderne, sa publicité de l'abondance. Ils veulent *tout de suite* tous les objets montrés et abstraitement disponibles, parce qu'ils veulent *en faire usage*. De ce fait ils en récusent la valeur d'échange, la *réalité marchande* qui en est le moule, la motivation et la fin dernière, et *qui a tout sélectionné*. Par le vol et le cadeau, ils retrouvent un usage qui, aussitôt, dément la rationalité oppressive de la marchandise, qui fait apparaître ses relations et sa fabrication même comme arbitraires et non- nécessaires. Le pillage du quartier de Watts manifestait la réalisation la plus sommaire du principe bâtard « À chacun selon ses faux besoins », les besoins déterminés et produits par le système économique que le pillage précisément rejette. Mais du fait que cette abondance est prise au mot, *rejointe dans l'immédiat*, et non plus indéfiniment poursuivie dans la course du travail aliéné et de l'augmentation des besoins sociaux différés, les vrais désirs s'expriment déjà dans la fête, dans l'affirmation ludique, dans le *potlatch* de destruction. L'homme qui détruit les marchandises montre sa supériorité humaine sur les marchandises. Il ne restera pas prisonnier des formes arbitraires qu'a revêtues l'image de son besoin. Le passage de la consommation à la *consummation* s'est réalisé dans les flammes de Watts. Les grands frigidaires volés par des gens qui n'avaient pas l'électricité, ou chez qui le courant était coupé, est la meilleure image du mensonge de l'abondance devenu vérité *en jeu*. La production marchande, dès qu'elle cesse d'être achetée, devient critiquable et modifiable dans toutes ses mises en forme particulières. C'est seulement quand elle est payée par l'argent, en tant que signe d'un grade dans la survie, qu'elle est respectée comme un fétiche admirable.



PLAYING WITH RIFLED CASH REGISTER

La société de l'abondance trouve sa réponse *naturelle* dans le pillage, mais elle n'était aucunement abondance naturelle et humaine, elle était abondance de marchandises. Et le pillage, qui fait instantanément s'effondrer la marchandise en tant que telle, montre aussi l'*ultima ratio* de la marchandise : la force, la police et les autres détachements spécialisés qui possèdent dans l'État le monopole de la violence armée. Qu'est-ce qu'un policier ? C'est le serviteur actif de la marchandise, c'est l'homme totalement soumis à la marchandise, par l'action duquel tel produit du travail humain reste une marchandise dont la volonté magique est d'être payée, et non vulgairement un frigidaire ou un fusil, chose aveugle, passive, insensible, qui est soumise au premier venu qui en fera usage. Derrière l'indignité qu'il y a à dépendre du policier, les Noirs rejettent l'indignité qu'il y a à dépendre

des marchandises. La jeunesse sans avenir marchand de Watts a choisi une autre *qualité* du présent, et la vérité de ce présent fut irrécusable au point d'entraîner toute la population, les femmes, les enfants et jusqu'aux sociologues présents sur ce terrain. Une jeune sociologue noire de ce quartier, Bobbi Hollon, déclarait en octobre au *Herald Tribune* : « Les gens avaient honte, avant, de dire qu'ils venaient de Watts. Ils le marmonnaient. Maintenant ils le disent avec orgueil. Des garçons qui portaient toujours leurs chemises ouvertes jusqu'à la taille et vous auraient découpé en rondelles en une demi-seconde ont rappliqué ici chaque matin à sept heures. Ils organisaient la distribution de la nourriture. Bien sûr, il ne faut pas se faire d'illusion, ils l'avaient pillée... Tout ce bla-bla chrétien a été utilisé contre les Noirs pendant trop longtemps. Ces gens pourraient piller pendant dix ans et ne pas récupérer la moitié de l'argent qu'on leur a volé dans ces magasins pendant toutes ces années... Moi, je suis seulement une petite fille noire. » Bobbi Hollon, qui a décidé de ne jamais laver le sang qui a taché ses espadrilles pendant les émeutes, dit que « maintenant le monde entier regarde le quartier de Watts ».

Comment les hommes font-ils l'histoire, à partir des conditions préétablies pour les dissuader d'y intervenir ? Les Noirs de Los Angeles sont mieux payés que partout ailleurs aux États-Unis, mais ils sont là encore plus *séparés* qu'ailleurs de la richesse maximum qui s'étale précisément en Californie. Hollywood, le pôle du spectacle mondial, est dans leur voisinage immédiat. On leur promet qu'ils accéderont, avec de la patience, à la prospérité américaine, mais ils voient que cette prospérité n'est pas une sphère stable, mais une échelle sans fin. Plus ils montent, plus ils s'éloignent du sommet, parce qu'ils sont défavorisés au départ, parce qu'ils sont moins qualifiés, donc plus nombreux parmi les chômeurs, et finalement parce que la hiérarchie qui les écrase n'est pas seulement celle du pouvoir d'achat comme fait économique pur : elle est une infériorité essentielle que leur imposent dans tous les aspects de la vie quotidienne les mœurs et les préjugés d'une société où tout pouvoir humain est aligné sur le pouvoir d'achat. De même que la richesse humaine des Noirs américains est haïssable et considérée comme criminelle, la richesse en argent ne peut pas les rendre complètement acceptables dans l'aliénation américaine : la richesse individuelle ne fera qu'un riche nègre parce que les Noirs dans leur ensemble doivent *représenter la pauvreté* d'une société de richesse hiérarchisée. Tous les observateurs ont entendu ce cri qui en appelait à la reconnaissance universelle du sens du soulèvement : « C'est la révolution des Noirs, et nous voulons que le monde le sache ! » *Freedom now* est le mot de passe de toutes les révolutions de l'histoire ; mais pour la première fois, ce n'est pas la misère, c'est au contraire l'abondance matérielle qu'il s'agit de dominer selon de nouvelles lois. Dominer l'abondance n'est donc pas seulement en modifier la distribution, c'est en *redéfinir toutes les orientations* superficielles et profondes. C'est le premier pas d'une lutte immense, d'une portée infinie.

Les Noirs ne sont pas isolés dans leur lutte parce qu'une *nouvelle conscience prolétarienne* (la conscience de n'être en rien le maître de son activité, de sa vie) commence en Amérique dans des couches qui refusent le capitalisme moderne, et de ce fait, leur ressemblent. La première phase de la lutte des Noirs, justement, a été le signal d'une contestation qui s'étend. En décembre 1964, les étudiants de Berkeley, brimés dans leur participation au mouvement des droits civiques, en sont venus à faire une grève qui mettait en cause le fonctionnement de cette « multiversité » de Californie et, à travers ceci, toute l'organisation de la société américaine, le rôle passif qu'on leur y destine. Aussitôt on découvre dans la jeunesse étudiante les orgies de boisson ou de drogue et la dissolution de la morale sexuelle que l'on reprochait aux Noirs. Cette génération d'étudiants a depuis inventé une première forme de lutte contre le spectacle dominant, le *teach in*, et cette forme a été reprise le 20 octobre en Grande-Bretagne, à l'université d'Édimbourg, à propos de la crise de Rhodésie. Cette forme, évidemment primitive et impure, c'est *le moment de la discussion des problèmes*, qui refuse de se limiter dans le temps (académiquement) ; qui ainsi cherche à être poussé jusqu'au bout, et ce bout est naturellement l'activité pratique. En octobre des dizaines de milliers de manifestants paraissent dans la rue, à New York et à Berkeley, contre la guerre au Vietnam, et ils rejoignent les cris des émeutiers de Watts : « Sortez de notre quartier et du Vietnam ! » Chez les Blancs qui se radicalisent, la fameuse frontière de la légalité est franchie : on donne des « cours » pour apprendre à frauder aux Conseils de Révision (*Le Monde*, 19 octobre 1965), on brûle devant la T.V. des papiers militaires. Dans la société de l'abondance s'exprime le dégoût de cette abondance et *de son prix*. Le spectacle est éclaboussé par l'activité autonome d'une couche avancée qui nie ses valeurs. Le

prolétariat classique, dans la mesure même où l'on avait pu provisoirement l'intégrer au système capitaliste, n'avait pas intégré les Noirs (plusieurs syndicats de Los Angeles refusèrent les Noirs jusqu'en 1959) ; et maintenant les Noirs sont le pôle d'unification pour tout ce qui refuse la logique de cette intégration au capitalisme, *nec plus ultra* de toute intégration promise. Et le confort ne sera jamais assez confortable pour satisfaire ceux qui cherchent ce qui n'est pas sur le marché, ce que le marché précisément élimine. Le niveau atteint par la technologie des plus privilégiés devient une offense, plus facile à exprimer que l'offense essentielle de la réification. La révolte de Los Angeles est la première de l'histoire qui ait pu souvent se justifier elle-même en arguant du manque d'air conditionné pendant une vague de chaleur.



L'INTÉGRATION, À QUOI ?

Les Noirs ont en Amérique leur propre spectacle, leur presse, leurs revues et leurs vedettes de couleur, et ainsi ils le reconnaissent et le vomissent comme spectacle fallacieux, comme expression de leur indignité, parce qu'ils le voient *minoritaire*, simple appendice d'un spectacle général. Ils reconnaissent que ce spectacle de leur consommation souhaitable est une colonie de celui des Blancs, et ils voient donc plus vite le mensonge de tout le spectacle économico-culturel. Ils demandent, en voulant effectivement et tout de suite participer à l'abondance, qui est la valeur officielle de tout Américain, la *réalisation* égalitaire du spectacle de la vie quotidienne en Amérique, la mise à l'épreuve des valeurs mi-célestes mi-terrestres de ce spectacle. Mais il est dans l'essence du spectacle de n'être pas réalisable immédiatement ni également *même pour les Blancs* (les Noirs font justement fonction de caution spectaculaire parfaite de cette inégalité stimulante dans la course à l'abondance). Quand les Noirs exigent de prendre à la lettre le spectacle capitaliste, ils rejettent déjà le spectacle même. Le spectacle est une drogue pour esclave. Il n'entend pas être pris au mot, mais suivi à un infime degré de retard (s'il n'y a plus de retard, la mystification apparaît). En fait, aux États-Unis, les Blancs sont aujourd'hui les esclaves de la marchandise, et les Noirs ses négateurs. Les Noirs veulent *plus que les Blancs* : voilà le cœur d'un problème insoluble, ou soluble seulement avec la dissolution de cette société blanche. Aussi les Blancs qui veulent sortir de leur propre esclavage doivent rallier d'abord la révolte noire, non comme affirmation de couleur évidemment, mais comme refus universel de la marchandise, et finalement de l'État. Le décalage économique et psychologique des Noirs par rapport aux Blancs leur permet de voir ce qu'est le consommateur blanc, et le juste mépris qu'ils ont du blanc devient mépris de tout consommateur passif. Les Blancs qui, eux aussi, rejettent ce rôle n'ont de chance qu'en unifiant toujours plus leur lutte à celle des Noirs, en en trouvant eux-mêmes et en en soutenant jusqu'au bout les raisons cohérentes. Si leur confluence se séparait devant la radicalisation de la lutte, un nationalisme noir se développerait, qui condamnerait chaque côté à l'affrontement selon les plus vieux modèles de la société dominante. Une série

d'exterminations réciproques est l'autre terme de l'alternative présente, quand la résignation ne peut plus durer.

Les essais de nationalisme noir, séparatiste ou pro-africain, sont des rêves qui ne peuvent répondre à l'oppression réelle. Les Noirs américains n'ont pas de patrie. Ils sont en Amérique *chez eux et aliénés*, comme les autres Américains, mais eux savent qu'ils le sont. Ainsi, ils ne sont pas le secteur arriéré de la société américaine, mais son secteur le plus avancé. Ils sont le négatif en œuvre, « le mauvais côté qui produit le mouvement qui fait l'histoire en constituant la lutte » (*Misère de la philosophie*). Il n'y a pas d'Afrique pour cela.

Les Noirs américains sont le produit de l'industrie moderne au même titre que l'électronique, la publicité et le cyclotron. Ils en portent les contradictions. Ils sont les hommes que le paradis spectaculaire doit à la fois intégrer et repousser, de sorte que l'antagonisme du spectacle et de l'activité des hommes s'avoue à leur propos complètement. Le spectacle est *universel* comme la marchandise. Mais le monde de la marchandise étant fondé sur une opposition de classes, la marchandise est elle-même hiérarchique. L'obligation pour la marchandise, et donc le spectacle qui *informe* le monde de la marchandise, d'être à la fois universelle et hiérarchique aboutit à une hiérarchisation universelle. Mais du fait que cette hiérarchisation doit rester *inavouée*, elle se traduit en valorisations hiérarchiques inavouables, parce qu'*irrationnelles*, dans un monde de la *rationalisation sans raison*. C'est cette hiérarchisation qui crée partout les *racismes* : l'Angleterre travailliste en vient à restreindre l'immigration des gens de couleur, les pays industriellement avancés d'Europe redeviennent racistes en important leur sous-prolétariat de la zone méditerranéenne, en exploitant leurs colonisés à l'intérieur. Et la Russie ne cesse pas d'être antisémite parce qu'elle n'a pas cessé d'être une société hiérarchique où le travail doit être vendu comme une marchandise. Avec la marchandise, la hiérarchie se recompose toujours sous des formes nouvelles et s'étend ; que ce soit entre le dirigeant du mouvement ouvrier et les travailleurs, ou bien entre possesseurs de deux modèles de voitures artificiellement distingués. C'est la tare originelle de la rationalité marchande, la maladie de la raison bourgeoise, maladie héréditaire dans la bureaucratie. Mais l'absurdité révoltante de certaines hiérarchies, et le fait que toute la force du monde de la marchandise se porte aveuglément et automatiquement à leur défense, conduit à voir, dès que commence la pratique négative, l'absurdité de toute hiérarchie.

Le monde rationnel produit par la révolution industrielle a affranchi rationnellement les individus de leurs limites locales et nationales, les a liés à l'échelle mondiale ; mais sa déraison est de les séparer de nouveau, selon une logique cachée qui s'exprime en idées folles, en valorisations absurdes. L'étranger entoure partout l'homme devenu étranger à son monde. Le barbare n'est plus au bout de la Terre, il est là, constitué en *barbare* précisément par sa participation obligée à la même consommation hiérarchisée. L'humanisme qui couvre cela est le contraire de l'homme, la négation de son activité et de son désir ; c'est l'humanisme de la marchandise, la bienveillance de la marchandise pour l'homme qu'elle parasite. Pour ceux qui réduisent les hommes aux objets, les objets paraissent avoir toutes les qualités humaines, et les manifestations humaines réelles se changent en inconscience *animale*. « Ils se sont mis à se comporter comme une bande de singes dans un zoo », peut dire William Parker, chef de l'humanisme de Los Angeles.

Quand « l'état d'insurrection » a été proclamé par les autorités de Californie, les compagnies d'assurances ont rappelé qu'elles ne couvrent pas les risques à ce niveau : au-delà de la survie. Les Noirs américains, globalement, ne sont pas menacés dans leur survie — du moins s'ils se tiennent tranquilles — et le capitalisme est devenu assez concentré et imbriqué dans l'État pour distribuer des « secours » aux plus pauvres. Mais du seul fait qu'ils sont *en arrière* dans l'augmentation de la survie socialement organisée, les Noirs posent les problèmes de la vie, c'est la vie qu'ils revendiquent. Les Noirs n'ont rien à assurer qui soit à eux ; ils ont à détruire toutes les formes de sécurité et d'assurances privées connues jusqu'ici. Ils apparaissent comme ce qu'ils sont en effet : les ennemis irréconciliables, non certes de la grande majorité des Américains, mais du mode de vie aliéné de toute la société moderne : le pays le plus avancé industriellement ne fait que nous montrer le chemin qui sera suivi partout, si le système n'est pas renversé.



« ALL THIS WORLD IS LIKE THIS VALLEY CALLED JARAMA »

(CHANSON DU BATAILLON LINCOLN)

« Les milices populaires ont craqué devant les chars et les mitrailleuses dans les quartiers nord de Saint-Domingue. Après quatre jours et quatre nuits de violents et sanglants combats, les troupes du général Imbert ont finalement réussi à pousser leur avance jusqu'aux approches de l'avenue Duarte et du marché de Villa-Consuelo. À 6 heures du matin, mercredi, l'immeuble de Radio-Santo-Domingo était pris d'assaut. Ce bâtiment, qui abrite aussi la télévision, se trouve à 200 mètres au nord de l'avenue Francia et du corridor tenu par les "marines". Il avait été bombardé jeudi dernier par les chasseurs du général Wessin... Des combats sporadiques se sont poursuivis toute la journée de mercredi dans le nord-est de la ville mais la résistance populaire vient de subir sa première défaite... Les civils se sont battus pratiquement tout seuls, car peu de militaires ayant rallié le mouvement du colonel Camano se trouvaient au nord du corridor. Les milices, dans ce secteur, sont surtout encadrées par des ouvriers appartenant au Mouvement Populaire Dominicain, une organisation de gauche. Leur sacrifice aura déjà fait gagner cinq jours, qui peuvent être précieux pour le soulèvement du 24 avril... »

Dans la basse ville, on dresse des barrages de bidons d'huile assez dérisoires qui voudraient être des barricades, ou l'on s'embusque derrière des camions de livraison renversés. Les armes sont disparates. Les costumes aussi. On voit des civils en casque rond et bas, et des militaires en calot... Les revolvers gonflent les poches des blue-jeans des employés et des étudiants. Toutes les femmes décidées à combattre sont en pantalon... Des garçons de seize ans serrent farouchement leur fusil contre leur poitrine comme s'ils avaient attendu ce cadeau depuis le début du monde. Sans cesse, Radio-Santo-Domingo lance des appels au peuple. On lui demande de se porter en masse vers tel ou tel point de la ville où l'on redoute une attaque de Wessin... C'est là, au débouché du pont Duarte et au carrefour de l'avenue du Lieutenant-Amado-Garcia, que la foule se masse, cocktails Molotov en main. Elle vient de la basse ville et aussi des quartiers nord. Elle paraît à la fois insouciant et déterminée. Quand les chasseurs de Wessin apparaissent en rase-mottes dans l'axe du pont, des milliers de poings se lèvent avec fureur vers les appareils. Après le crépitement des rafales, des dizaines de corps restent recroquevillés sur le sol, et la foule reflue vers les maisons. Mais elle revient et chaque passage des appareils suscite la même explosion de colère impuissante et de défi insensé, et laisse une nouvelle traînée de cadavres. Mais il semble décidément qu'il faudrait tuer toute cette ville pour lui faire quitter le pont Duarte. Le lundi 26 avril au matin, l'ambassadeur Tapley Bennet Jr. est rentré de Floride. Le soir le "navire d'assaut" **SS Boxer** avec quinze cents "marines" à bord arrive devant Saint-Domingue. »

Marcel Niedergang, dans *Le Monde* du 21-5-65 et du 5-6-65.

Certains des extrémistes du nationalisme noir, pour démontrer qu'ils ne peuvent accepter moins qu'un État séparé, ont avancé l'argument que la société américaine, même leur reconnaissant un jour toute l'égalité civique et économique, n'arriverait jamais, au niveau de l'individu, jusqu'à admettre le mariage interracial. *Il faut donc que ce soit cette société américaine qui disparaisse*, en Amérique et

partout dans le monde. La fin de tout préjugé racial, comme la fin de tant d'autres préjugés liés aux inhibitions, en matière de liberté sexuelle, sera évidemment au-delà du « mariage » lui-même, au-delà de la *famille bourgeoise*, fortement ébranlée chez les Noirs américains, qui règne aussi bien en Russie qu'aux États-Unis, comme modèle de rapport hiérarchique et de stabilité d'un *pouvoir hérité* (argent ou grade socio-étatique). On dit couramment depuis quelque temps de la jeunesse américaine qui, après trente ans de silence, surgit comme force de contestation, qu'elle vient de trouver sa guerre d'Espagne dans la révolte noire. Il faut que, cette fois, ses « bataillons Lincoln » comprennent tout le sens de la lutte où il s'engagent et la soutiennent complètement dans ce qu'elle a d'universel. Les « excès » de Los Angeles ne sont pas plus une erreur politique des Noirs que la résistance armée du P.O.U.M. à Barcelone, en mai 1937, n'a été une trahison de la guerre anti-franquiste. Une révolte contre le spectacle se situe au niveau de la *totalité*, parce que — quand bien même elle ne se produirait que dans le seul district de Watts — elle est une protestation de l'homme contre la vie inhumaine ; parce qu'elle commence au niveau du *seul individu réel* et parce que la communauté, dont l'individu révolté est séparé, est la *vraie nature sociale* de l'homme, la nature humaine : le dépassement positif du spectacle.

Internationale situationniste. Numéro 10 -- Mars 1966.

Adresse à tous les travailleurs

Comité Enragés-Internationale situationniste

Conseil pour le maintien des occupations

Paris 30 mai 1968

Camarades,

Ce que nous avons déjà fait en France hante l'Europe et va bientôt menacer toutes les classes dominantes du monde, des bureaucrates de Moscou et Pékin aux milliardaires de Washington et Tokyo. *Comme nous avons fait danser Paris*, le prolétariat international va revenir à l'assaut des capitales de tous les États, de toutes les citadelles de l'aliénation. L'occupation des usines et des édifices publics dans tout le pays a non seulement bloqué le fonctionnement de l'économie, mais surtout entraîné une remise en question générale de la société. Un mouvement profond porte presque tous les secteurs de la population à vouloir un changement de la vie. C'est désormais un mouvement révolutionnaire, auquel ne manque plus que *la conscience de ce qu'il a déjà fait*, pour posséder réellement cette révolution.

Quelles forces vont essayer de sauver le capitalisme ? Le régime doit tomber s'il ne tente pas de se maintenir par la menace d'un recours aux armes (assortie d'un hypothétique renvoi à des élections qui ne pourraient avoir lieu qu'après la capitulation du mouvement) et même par la répression armée immédiate. Quant à l'éventuel pouvoir de la gauche, il essaiera lui aussi de défendre le vieux monde par des concessions, et par la force. Le parti dit communiste, le parti des bureaucrates staliniens, qui a combattu le mouvement dès le début et qui n'a commencé à envisager la chute du gaullisme qu'à partir du moment où il s'est vu incapable d'être plus longtemps sa protection principale, serait dans ce cas le meilleur gardien de ce «gouvernement populaire». Un tel gouvernement de transition ne serait réellement un «kerenskysme» que si les staliniens étaient battus. Ceci dépendra essentiellement de la conscience et des capacités d'organisation autonome des ouvriers : ceux qui déjà ont repoussé les accords dérisoires qui comblaient les directions syndicales ont à découvrir qu'ils ne peuvent pas «obtenir» beaucoup plus dans le cadre de l'économie existante, mais qu'ils peuvent *tout prendre* en en transformant toutes les bases pour leur propre compte. Les patrons ne peuvent guère payer plus ; mais ils peuvent disparaître.

Le mouvement actuel ne s'est pas «politisé» en allant au-delà des misérables revendications syndicales sur les salaires et les retraites abusivement représentées comme «questions sociales». Il est au-delà de *la politique* : il pose *la question sociale* dans sa simple vérité. La révolution qui se prépare depuis plus d'un siècle nous revient. Elle ne peut s'affirmer que dans ses propres formes. Il est déjà trop tard pour un replâtrage bureaucratique-révolutionnaire. Quand un André Barjonet, déstalinisé de fraîche date, appelle à la formation d'une organisation commune qui rassemblerait «toutes les forces authentiques de la révolution... qui se réclament de Trotsky, de Mao, de l'anarchie, du situationnisme», nous avons seulement à rappeler que ceux qui se réclament aujourd'hui de Trotsky ou de Mao, pour ne rien dire de la pitoyable «Fédération anarchiste», n'ont rien à voir avec la révolution présente. Les bureaucrates peuvent maintenant changer d'avis sur ce qu'ils appellent «authentiquement révolutionnaire» ; la révolution authentique n'a pas à changer le jugement qu'elle a prononcé contre la bureaucratie.

Dans le moment actuel, avec le pouvoir qu'ils tiennent, et avec les partis et syndicats que l'on sait, les travailleurs n'ont pas d'autres voies que la prise en main directe de l'économie et de tous les aspects de la reconstruction de la vie sociale par des comités unitaires de base, affirmant leur autonomie vis-à-vis de toute direction politico-syndicale, assurant leur auto-défense et se fédérant à l'échelle régionale et nationale. En suivant cette voie ils doivent devenir le seul pouvoir réel dans le pays, le

pouvoir des *Conseils de travailleurs*. À défaut, parce qu'il «est révolutionnaire ou n'est rien», le prolétariat redeviendrait un objet passif. Il retournerait devant ses récepteurs de télévision.

Qu'est-ce qui définit le pouvoir des Conseils ? La dissolution de tout pouvoir extérieur ; la démocratie directe et totale ; l'unification pratique de la décision et de l'exécution ; le délégué révocable à tout instant par ses mandants ; l'abolition de la hiérarchie et des spécialisations indépendantes ; la gestion et la transformation conscientes de toutes les conditions de la vie libérée ; la participation créative permanente des masses ; l'extension et la coordination internationalistes. Les exigences actuelles ne sont pas moindres. L'autogestion n'est rien de moins. *Gare aux récupérateurs* de toutes les nuances modernistes — et jusqu'aux curés — qui commencent à parler d'autogestion, voire de conseils ouvriers, sans admettre ce *minimum*, et parce qu'ils veulent en fait sauver leurs fonctions bureaucratiques, les privilèges de leurs spécialisations intellectuelles, ou leur avenir de chefaillons !

En réalité, ce qui est nécessaire maintenant l'était déjà depuis le début du projet révolutionnaire prolétarien. Ils s'agissait de l'autonomie de la classe ouvrière. On a lutté pour l'abolition du salariat, de la production marchande, de l'État. Il s'agissait d'accéder à l'histoire consciente, de supprimer toutes les séparations et «tout ce qui existe indépendamment des individus». La révolution prolétarienne a spontanément esquissé ses formes adéquates dans les Conseils, à Saint-Petersbourg en 1905 comme à Turin en 1920, dans la Catalogne de 1936 comme à Budapest en 1956. Le maintien de la vieille société, ou la formation de nouvelles classes exploiteuses, ont passé chaque fois par la suppression des Conseils. La classe ouvrière connaît maintenant ses ennemis et les méthodes d'action qui lui sont propres. «L'organisation révolutionnaire a dû apprendre qu'elle ne peut plus *combattre l'aliénation sous des formes aliénées*» (*La Société du spectacle*). Les Conseils ouvriers sont manifestement la seule solution, puisque toutes les autres formes de lutte révolutionnaire ont abouti au contraire de ce qu'elles voulaient.

“Le commencement d’une époque”.

Internationale situationniste. Numéro 12.— Septembre 1969.

« Nous vivrons assez pour voir une révolution politique ? *Nous*, les contemporains de ces Allemands ? Mon ami, vous croyez ce que vous désirez », écrivait Arnold Ruge à Marx, en mars 1843 ; et cinq ans plus tard cette révolution était là. Comme exemple amusant d’une inconscience historique qui, entretenue toujours plus richement par des causes similaires, produit intemporellement les mêmes effets, la malheureuse phrase de Ruge fut citée en épigraphe dans *La Société du Spectacle*, qui parut en décembre 1967 ; et six mois après survint le mouvement des occupations, le plus grand moment révolutionnaire qu’ait connu la France depuis la Commune de Paris.

La plus grande grève générale qui ait jamais arrêté l’économie d’un pays industriel avancé, et la première *grève générale sauvage* de l’histoire ; les occupations révolutionnaires et les ébauches de démocratie directe ; l’effacement de plus en plus complet du pouvoir étatique pendant près de deux semaines ; la vérification de toute la théorie révolutionnaire de notre temps, et même ça et là le début de sa réalisation partielle ; la plus importante expérience du mouvement prolétarien moderne qui est en voie de se constituer dans tous les pays sous sa forme *achevée*, et le modèle qu’il a désormais à dépasser — voilà ce que fut essentiellement le mouvement français de mai 1968, voilà *déjà* sa victoire.

Nous dirons plus loin les faiblesses et les manques du mouvement, les conséquences naturelles de l’ignorance et de l’improvisation, comme du poids mort du passé, là même où ce mouvement a pu le mieux s’affirmer ; conséquences surtout des *séparations* que réussirent de justesse à défendre toutes les forces associées du maintien de l’ordre capitaliste, les encadrements bureaucratiques politico-syndicaux s’y étant employés, au moment où c’était pour le système une question de vie ou de mort, plus et mieux que la police. Mais énumérons d’abord les caractères manifestes du mouvement des occupations là où était son *centre*, là où il fut le plus libre de traduire, en paroles et en actes, son contenu. Il y proclama ses buts *bien plus explicitement* que tout autre mouvement révolutionnaire spontané de l’histoire ; et des buts beaucoup plus radicaux et actuels que ne surent jamais énoncer, dans leurs programmes, les organisations révolutionnaires du passé, même aux meilleurs jours qu’elles connurent.

Le mouvement des occupations, c’était le retour soudain du prolétariat comme classe historique, *élargi* à une majorité des salariés de la société moderne, et tendant toujours à l’abolition effective des classes et du salariat. Ce mouvement était la redécouverte de l’histoire, à la fois collective et individuelle, le sens de l’intervention possible sur l’histoire et le sens de l’événement irréversible, avec le sentiment du fait que « rien ne serait plus comme avant » ; et les gens regardaient avec amusement l’existence *étrange* qu’ils avaient menée huit jours plus tôt, leur survie dépassée. Il était la *critique généralisée* de toutes les aliénations, de toutes les idéologies et de l’ensemble de l’organisation ancienne de la vie réelle, la passion de la généralisation, de l’unification. Dans un tel processus, la propriété était niée, chacun se voyant partout chez soi. Le *désir reconnu* du dialogue, de la parole intégralement libre, le goût de la communauté véritable, avaient trouvé leur terrain dans les bâtiments ouverts aux rencontres et dans la lutte commune : les téléphones, qui figuraient parmi les très rares moyens techniques encore en fonctionnement, et l’errance de tant d’émissaires et de voyageurs, à Paris et dans tout le pays, entre les locaux occupés, les usines et les assemblées,

portaient cet usage réel de la communication. Le mouvement des occupations était évidemment le refus du travail aliéné ; et donc la fête, le jeu, la présence réelle des hommes et du temps. Il était aussi bien le refus de toute autorité, de toute spécialisation, de toute dépossession hiérarchique ; le refus de l'État et, donc, des partis et des syndicats aussi bien que des sociologues et des professeurs, de la morale répressive et de la médecine. Tous ceux que le mouvement, dans un enchaînement foudroyant — « Vite », disait seulement celui des slogans écrits sur les murs qui fut peut-être le plus beau — avait réveillés, méprisaient radicalement leurs anciennes conditions d'existence, et donc ceux qui avaient travaillé à les y maintenir, des vedettes de la télévision aux urbanistes. Aussi bien que les illusions stalinienne de beaucoup se déchiraient, sous leurs formes diversement édulcorées, depuis Castro jusqu'à Sartre, tous les mensonges rivaux et solidaires d'une époque tombaient en ruines. La solidarité internationale reparut spontanément, les travailleurs étrangers se jetant en nombre dans la lutte, et quantité de révolutionnaires d'Europe accourant en France. L'importance de la participation des femmes à toutes les formes de lutte est un signe essentiel de sa profondeur révolutionnaire. La libération des mœurs fit un grand pas. Le mouvement était également la critique, encore partiellement illusoire, de la marchandise (sous son inepte travestissement sociologique de « société de consommation »), et déjà un *refus* de l'art qui ne se connaissait pas encore comme sa *négation* historique (sous la pauvre formule abstraite « d'imagination au pouvoir », qui ne savait pas les moyens de mettre en pratique ce pouvoir, de tout réinventer ; et qui, manquant de pouvoir, manqua d'imagination). La haine partout affirmée des *récupérateurs* n'atteignait pas encore au savoir théorico-pratique des manières de les éliminer : néo-artistes et néo-directeurs politiques, néo-spectateurs du mouvement même qui les démentait. Si la critique en actes du spectacle de la non-vie n'était pas encore leur dépassement révolutionnaire, c'est que la tendance « spontanément conseilliste » du soulèvement de mai a été en avance sur presque tous les moyens concrets, parmi lesquels sa conscience théorique et organisationnelle, qui lui permettront de se traduire en pouvoir, en étant le seul pouvoir.



LA SORBONNE OCCUPÉE

« Des assemblées populaires absolument libres dans les murs des universités, alors que, dans la rue, c'est le règne illimité de Trépov, voilà un des paradoxes les plus étonnants du développement politique et révolutionnaire pendant l'automne de 1905. (...) « Le peuple » emplissait les corridors, les amphithéâtres et les salles. Les ouvriers venaient directement de la fabrique à l'université. Les autorités avaient perdu la tête. (...) Non, cette foule inspirée n'absorbait pas en elle toute doctrine. Nous aurions voulu voir prendre la parole devant elle ces gaillards de la réaction qui prétendent qu'entre les partis extrémistes et la masse, il n'y a point de solidarité. Ils n'osèrent point. Ils restèrent confinés dans leurs tanières, attendant un répit pour calomnier le passé. » Trotsky, **1905**

Crachons en passant sur les commentaires applatissants et les faux-témoignages des sociologues, des retraités du marxisme, de tous les doctrinaires du vieil ultra-gauchisme en conserve ou de l'ultra-modernisme rampant de la société spectaculaire ; personne, parmi ceux qui ont *vécu* ce mouvement, ne pourra dire qu'il ne contenait pas tout cela.

Nous écrivions, en mars 1966, dans le n°10 d'*Internationale Situationniste* (p. 77) : « Ce qu'il y a d'apparemment osé dans plusieurs de nos assertions, nous l'avancions avec l'assurance d'en voir suivre une démonstration historique d'une irrécusable lourdeur. » On ne pouvait mieux dire.

Naturellement, nous n'avions rien prophétisé. Nous avons dit ce qui *était là* : les conditions matérielles d'une nouvelle société avaient été produites depuis longtemps, la vieille société de classes s'était maintenue *partout* en modernisant considérablement son oppression, et en développant avec toujours plus d'*abondance* ses contradictions, le mouvement prolétarien vaincu revenait pour un second assaut plus conscient et plus total. Tout ceci, certes, que l'histoire et le présent montraient à l'évidence, beaucoup le pensaient et certains même le disaient, mais abstraitement, donc dans le vide : sans écho, sans possibilité d'intervention. Le mérite des situationnistes fut simplement de reconnaître et de désigner les nouveaux points d'application de la révolte dans la société moderne (qui n'excluent aucunement mais, au contraire, ramènent tous les anciens) : urbanisme, spectacle, idéologie, etc. Parce que cette tâche fut accomplie radicalement, elle fut en mesure de susciter parfois, en tout cas de renforcer grandement, certains cas de révolte pratique. Celle-ci ne resta pas sans écho : la critique *sans concessions* avait eu bien peu de porteurs dans les gauchismes de l'époque précédente. Si beaucoup de gens ont *fait* ce que nous avons *écrit*, c'est parce que nous avons écrit essentiellement le négatif qui avait été vécu, par tant d'autres avant nous, et aussi par nous-mêmes. Ce qui est ainsi venu au jour de la conscience dans ce printemps de 1968, n'était rien d'autre que ce qui dormait dans cette nuit de la « société spectaculaire », dont les *Sons et Lumières* ne montraient qu'un éternel décor positif. Et nous, nous avons « cohabité avec le négatif », selon le programme que nous formulions en 1962 (cf. *I.S.* 7, p. 10). Nous ne précisons pas nos « mérites » pour être applaudis ; mais pour éclairer autant que possible d'autres, qui vont agir de même.

Tous ceux qui se bouchaient les yeux sur cette « critique dans la mêlée » ne contemplaient, dans la force inébranlable de la domination moderne, que leur propre renoncement. Leur « réalisme » anti-utopique n'était pas davantage le réel qu'un commissariat de police ou la Sorbonne ne sont des bâtiments plus réels que ce qu'en font des incendiaires ou des « Katangais ». Quand les fantômes souterrains de la révolution totale se levèrent et étendirent leur puissance sur tout le pays, ce furent toutes les puissances du vieux monde qui parurent des illusions fantomatiques qui se dissipaient au grand jour. Tout simplement, après trente années de misère qui, dans l'histoire des révolutions, n'ont pas plus compté qu'un mois, est venu ce mois de mai qui résume en lui trente années.

Faire de nos désirs la réalité est un travail historique précis, exactement contraire à celui de la prostitution intellectuelle qui greffe, sur n'importe quelle réalité existante, ses illusions de permanence. Ce Lefebvre, par exemple, déjà cité dans le précédent numéro de cette revue (octobre 1967), parce qu'il s'aventurait dans son livre *Positions contre les technocrates* (éditions Gonthier), à une conclusion catégorique dont la prétention scientifique a révélé, elle aussi, sa valeur en guère plus de six mois : « Les situationnistes... ne proposent pas une utopie concrète, mais une utopie abstraite. Se figurent-ils vraiment qu'un beau matin ou un soir décisif, les gens vont se regarder en se disant : « Assez ! Assez de labeur et d'ennui ! Finissons-en ! » et qu'ils entreront dans la Fête immortelle, dans la création des situations ? Si c'est arrivé une fois, le 18 mars 1871 à l'aube, cette conjoncture ne se reproduira plus. » Ainsi Lefebvre se voyait attribuer quelque influence intellectuelle là où il copiait subrepticement certaines thèses radicales de l'I.S. (voir dans ce numéro la réédition de notre tract de 1963 : *Aux poubelles de l'histoire*), mais il réservait au passé la vérité de cette critique qui, pourtant, venait du *présent* plus que de la réflexion historicienne de Lefebvre. Il mettait en garde contre l'illusion qu'une lutte présente pût retrouver ces résultats. N'allez pas croire que Henri Lefebvre soit le seul ci-devant penseur que l'événement a définitivement ridiculisé : ceux qui se gardaient d'expressions aussi comiques que les siennes n'en pensaient pas moins. Sous le coup de leur émotion en mai, tous les *chercheurs du néant historique* ont admis que personne n'avait en rien prévu ce qui était arrivé. Il faut cependant faire une place à part pour toutes les sectes de « bolcheviks ressuscités », dont il est juste de dire que, pendant les trente dernières années, elles n'avaient pas cessé un instant de signaler l'imminence de la révolution *de 1917*. Mais ceux-là aussi se sont bien trompés : ce n'était vraiment pas 1917, et ils n'étaient même pas tout à fait Lénine. Quant aux débris du vieil ultra-gauchisme non-trotskiste, il leur fallait au moins une crise économique

majeure. Ils subordonnaient tout moment révolutionnaire à son retour, et ne voyaient rien venir. Maintenant qu'ils ont reconnu une crise révolutionnaire en mai, il leur faut prouver qu'il y avait donc là, au printemps de 1968, cette crise économique *invisible*. Ils s'y emploient sans crainte du ridicule, en produisant des schémas sur la montée du chômage et des prix. Ainsi, pour eux, la crise économique n'est plus cette réalité objective, terriblement voyante, qui fut tant vécue et décrite jusqu'en 1929, mais une sorte de présence eucharistique qui soutient leur religion.

De même qu'il faudrait rééditer toute la collection d'I.S. pour montrer combien tous ces gens ont pu se tromper *avant*, de même il faudrait écrire un fort volume pour faire le tour des stupidités et des demi-aveux qu'ils ont produits depuis mai. Bornons-nous à citer le pittoresque journaliste Gaussen, qui croyait pouvoir rassurer les lecteurs du *Monde*, le 9 décembre 1966, en écrivant des quelques fous situationnistes, auteurs du scandale de Strasbourg, qu'ils avaient « une confiance messianique dans la capacité révolutionnaire des masses et dans leur aptitude à la liberté ». Aujourd'hui, certes, l'aptitude à la liberté de Frédéric Gaussen n'a pas progressé d'un millimètre, mais le voilà, dans le même journal en date du 29 janvier 1969, s'affolant de trouver partout « le sentiment que le souffle révolutionnaire est universel ». « Lycéens de Rome, étudiants de Berlin, « enragés » de Madrid, « orphelins » de Lénine à Prague, contestataires à Belgrade, tous s'attaquent à un même monde, le Vieux Monde... » Et Gaussen, utilisant presque les mêmes mots, attribue maintenant à toutes ces foules révolutionnaires la même « croyance quasi-mystique en la spontanéité créatrice des masses ».

Nous ne voulons pas nous étendre triomphalement sur la déconfiture de tous nos adversaires intellectuels, non que ce « triomphe », qui est en fait simplement celui du mouvement révolutionnaire moderne, n'ait pas une importante signification ; mais à cause de la monotonie du sujet, et de l'éclatante évidence du jugement qu'a prononcé, sur toute la période qui a fini en mai, la réapparition de la lutte des classes directe, reconnaissant des buts révolutionnaires *actuels*, la réapparition de l'histoire (avant, c'était la subversion de la société existante qui paraissait invraisemblable ; maintenant, c'est son maintien). Au lieu de souligner ce qui est déjà vérifié, il est plus important désormais de poser les nouveaux problèmes ; de *critiquer le mouvement de mai* et d'inaugurer la pratique de la nouvelle époque.

Dans tous les autres pays, la récente recherche, d'ailleurs restée jusqu'ici confuse, d'une critique radicale du capitalisme moderne (privé ou bureaucratique) n'était pas encore sortie de la base étroite qu'elle avait acquise dans un secteur du milieu étudiant. Tout au contraire, et quoi qu'affectent d'en croire le gouvernement et les journaux aussi bien que les idéologues de la sociologie moderniste, *le mouvement de mai ne fut pas un mouvement d'étudiants*. Ce fut un mouvement révolutionnaire prolétarien, resurgissant d'un demi-siècle d'écrasement et, normalement, *dépossédé* de tout : son paradoxe malheureux fut de ne pouvoir prendre la parole et prendre figure concrètement que sur le *terrain* éminemment défavorable d'une révolte d'étudiants : les rues tenues par les émeutiers autour du Quartier Latin et les bâtiments occupés dans cette zone, qui avaient généralement dépendu de l'Éducation Nationale. Au lieu de s'attarder sur la parodie historique, effectivement risible, des étudiants léninistes, ou staliniens chinois, qui se déguisaient en prolétaires, et du coup en avant-garde dirigeante du prolétariat, il faut voir que c'est au contraire la fraction la plus avancée des travailleurs, inorganisés, et séparés par toutes les formes de répression, qui s'est vue *déguisée en étudiants*, dans l'imagerie rassurante des syndicats et de l'information spectaculaire. Le mouvement de mai ne fut pas une quelconque théorie politique qui cherchait ses exécutants ouvriers : ce fut le prolétariat agissant qui cherchait sa conscience théorique.

Que le *sabotage* de l'Université, par quelques groupes de jeunes révolutionnaires qui étaient en fait notoirement des *anti-étudiants*, à Nantes et à Nanterre (en ce qui concerne les « Enragés », et non certes la majorité du « 22 mars » qui prit tardivement la relève de leur activité), ait donné *l'occasion* de développer des formes de lutte directe que le mécontentement des ouvriers, principalement les jeunes, avait déjà choisies dans les premiers mois de 1968, par exemple à Caen et à Redon, voilà une circonstance qui n'est aucunement fondamentale, et qui ne pouvait en rien nuire au mouvement. Ce qui fut nuisible, c'est que la grève lancée en tant que *grève sauvage*, contre toutes les volontés et les manœuvres des syndicats, ait pu être ensuite contrôlée par les syndicats. Ils acceptèrent la grève qu'ils n'avaient pu empêcher, ce qui a toujours été la conduite d'un syndicat devant une grève

sauvage ; mais cette fois ils durent l'accepter à l'échelle nationale. Et en acceptant cette grève générale « non-officielle », ils restèrent acceptés par elle. Ils restèrent en possession des portes des usines, et *isolèrent du mouvement réel* à la fois l'immense majorité des ouvriers en bloc, et chaque entreprise relativement à toutes les autres. De sorte que l'action la plus unitaire et la plus *radicale* dans sa critique qu'on ait jamais vue fut en même temps une somme d'isolements, et un festival de platitudes dans les revendications officiellement soutenues. De même qu'ils avaient dû laisser la grève générale s'affirmer *par fragments*, qui aboutirent à une quasi-unanimité, les syndicats s'employèrent à liquider la grève par fragments, en faisant accepter dans chaque branche, par le terrorisme du truquage et des liaisons monopolisées, les miettes qui avaient été encore rejetées *par tous* le 27 mai. La grève révolutionnaire fut ainsi ramenée à un équilibre de *guerre froide* entre les bureaucraties syndicales et les travailleurs. Les syndicats *reconnurent* la grève à condition que la grève reconnût tacitement, par sa passivité dans la pratique, *qu'elle ne servirait à rien*. Les syndicats n'ont pas « manqué une occasion » d'être révolutionnaires parce que, des staliniens aux réformistes embourgeoisés, ils ne le sont absolument pas. Et ils n'ont pas manqué une occasion d'être *réformistes avec de grands résultats*, parce que la situation était trop dangereusement révolutionnaire pour qu'ils prennent le risque de jouer avec ; pour qu'ils s'attachent même à en tirer parti. Ils voulaient, très manifestement, que cela finisse d'urgence, à n'importe quel prix. Ici, l'hypocrisie stalinienne, rejointe d'admirable façon par les sociologues semi-gauchistes (cf. Coudray, dans *La Brèche*, Éditions du Seuil, 1968) feint, seulement à l'usage de moments si exceptionnels, un extraordinaire respect de la compétence des ouvriers, de leur « décision » expérimentée que l'on suppose, avec le plus fantastique cynisme, clairement débattue, adoptée en connaissance de cause, reconnaissable d'une façon absolument univoque : les ouvriers, pour une fois, sauraient bien ce qu'ils veulent, parce « qu'ils ne voulaient pas la révolution » ! Mais les obstacles et les baillons que les bureaucrates ont accumulés, en suant l'angoisse et le mensonge, devant cette *non-volonté* supposée des ouvriers, constituent la meilleure preuve de leur volonté réelle, désarmée et redoutable. C'est seulement en oubliant la totalité historique du mouvement de la société moderne que l'on peut se gargariser de ce positivisme circulaire, qui croit retrouver partout comme rationnel l'ordre existant, parce qu'il élève sa « science » jusqu'à considérer cet ordre successivement du côté de la demande et du côté de la réponse. Ainsi, le même Coudray note que « si l'on a ces syndicats, on ne peut avoir que 5 % et si c'est 5 % que l'on veut, ces syndicats y suffisent ». En laissant de côté la question de leurs intentions en relation avec leur vie réelle et ses intérêts, ce qui pour le moins manque à tous ces messieurs, c'est la dialectique.

Les ouvriers, qui avaient naturellement — comme toujours et comme partout — d'excellents motifs de mécontentement, ont commencé la grève sauvage parce qu'ils ont senti *la situation révolutionnaire* créée par les nouvelles formes de sabotage dans l'Université, et les erreurs successives du gouvernement dans ses réactions. Ils étaient évidemment aussi indifférents que nous aux formes ou réformes de l'institution universitaire ; mais certainement pas à la critique de la culture, du paysage et de la vie quotidienne du capitalisme avancé, critique qui s'étendit si vite à partir de la première déchirure de ce voile universitaire.

Les ouvriers, en faisant la grève sauvage, ont *démenti les menteurs* qui parlaient en leur nom. Dans la masse des entreprises, ils n'ont pas su aller jusqu'à prendre véridiquement la parole pour leur compte, et *dire ce qu'ils voulaient*. Mais pour dire ce qu'ils veulent, il faut déjà que les travailleurs créent, par leur action autonome, les conditions concrètes, *partout inexistantes*, qui leur permettent de parler et d'agir. Le manque, presque partout, de ce dialogue, de cette liaison, aussi bien que de la connaissance théorique des buts autonomes de la lutte de classe prolétarienne (ces deux catégories de facteurs ne pouvant se développer qu'ensemble), a empêché les travailleurs *d'exproprier les expropriateurs de leur vie réelle*. Ainsi, le noyau avancé des travailleurs, autour duquel prendra forme la prochaine organisation révolutionnaire prolétarienne, vint au Quartier Latin en *parent pauvre* du « réformisme étudiant », lui-même produit largement artificiel de la pseudo-information ; ou de l'illusionnisme groupusculaire. C'étaient de jeunes ouvriers ; des employés ; des travailleurs de bureaux occupés ; des blousons noirs et chômeurs ; des lycéens révoltés, qui étaient souvent ces fils d'ouvriers que le capitalisme moderne recrute pour cette instruction au rabais destinée à préparer le fonctionnement de l'industrie développée (« *Staliniens, vos fils sont avec nous !* ») ; des « intellectuels perdus » et des « Katangais ».



LA FIN DE LA TRANQUILLITÉ

« — Pourquoi étiez-vous mêlés aux étudiants ? demande le président. Il y avait aussi des mouvements ouvriers qui occupaient la faculté. Nous y étions à ce titre ». Tel n'est pas l'avis du président qui pense qu'il s'agit plutôt d'agissements de malfaiteurs de droit commun qui ont profité des événements pour commettre des vols. »

Le Monde (14-9-68).

« Le Général de Gaulle a pris le parti de transformer les structures, pour le moins fatiguées, de notre pays... C'est la voie des réformes. C'est la tâche d'une génération, c'est la seule qui puisse éviter les révolutions dont mai 1968 était les prémices. »

Alain Griotteray (déclaration citée dans **Le Monde** du 12-4-69).

Qu'une proportion non négligeable des étudiants français, et surtout parisiens, ait participé au mouvement, voilà un fait évident, mais qui ne peut servir à le caractériser fondamentalement, ni même être accepté comme un de ses points principaux. Sur 150 000 *étudiants* parisiens, 10 à 20 000 tout au plus furent présents dans les heures les moins dures des manifestations, et quelques milliers seulement dans les violents affrontements de rue. L'unique moment de la crise qui a dépendu des seuls étudiants — ce fut du reste un des moments décisifs de son extension — a été l'émeute spontanée du Quartier Latin, le 3 mai, après l'arrestation des responsables gauchistes dans la Sorbonne. Au lendemain de l'occupation de la Sorbonne, près de la moitié des participants de ses assemblées générales, alors qu'elles avaient visiblement pris une fonction insurrectionnelle, étaient encore des étudiants inquiets des modalités de leurs examens, et souhaitant quelque réforme de l'Université qui leur fût favorable. Sans doute un nombre un peu supérieur des participants *étudiants* admettait que la question du pouvoir était posée ; mais ceux-ci l'admettaient le plus souvent en tant que naïve clientèle des petits partis gauchistes ; en spectateurs des vieux schémas léninistes, ou même de l'exotisme extrême-oriental du stalinisme maoïste. Ces groupuscules, en effet, avaient leur base quasi-exclusive dans le milieu étudiant ; et la *misère* qui s'était conservée là était clairement lisible dans la quasi-totalité des tracts émanant de ce milieu : néant des Kravetz, bêtise des Péninou. Les meilleures interventions des ouvriers accourus, dans les premières journées de la Sorbonne, furent souvent accueillies par la pédante et hautaine sottise de ces étudiants qui se rêvaient docteurs ès-révolutions, quoique les mêmes fussent prêts à saliver et applaudir au stimulus du plus maladroit manipulateur avançant quelque ineptie tout en citant « la classe ouvrière ». Cependant le fait même que les groupements recrutent une certaine quantité d'étudiants est déjà un signe du malaise dans la société actuelle : les groupuscules sont l'expression théâtrale d'une révolte réelle et vague, qui cherche ses raisons au rabais. Enfin, le fait qu'une petite fraction des étudiants a vraiment adhéré à toutes les exigences radicales de mai témoigne encore de la profondeur de ce mouvement ; et reste à leur honneur.

Bien que plusieurs milliers d'étudiants aient pu, en tant qu'individus, à travers leur expérience de 1968, se détacher plus ou moins complètement de la place qui leur est assignée dans la société, la masse des étudiants n'en a pas été transformée. Ceci, non en vertu de la platitude pseudo-marxiste qui considère comme déterminante l'*origine* sociale des étudiants, très majoritairement bourgeoise ou petite-bourgeoise, mais bien plutôt à cause du destin social qui définit l'étudiant : le *devenir* de l'étudiant est la vérité de son être. Et il est massivement fabriqué et conditionné pour le haut, le moyen ou le petit encadrement de la production industrielle moderne. L'étudiant est du reste malhonnête quand il se scandalise de « découvrir » cette logique de sa formation — qui a toujours été franchement déclarée. Que les incertitudes économiques de son emploi optimum, et surtout la mise en question du caractère véritablement désirable des « privilèges » que la société présente peut lui offrir, aient eu un rôle dans son désarroi et sa révolte, c'est certain. Mais c'est justement en ceci que l'étudiant fournit le bétail avide de trouver sa marque de qualité dans l'idéologie de l'un ou l'autre des groupuscules bureaucratiques. L'étudiant qui se rêve bolchevik ou stalinien-conquérant (c'est-à-dire : le maoïste) joue sur les deux tableaux : il escompte bien gérer quelque fragment de la société en tant que cadre du capitalisme, par le simple résultat de ses études, si le changement du pouvoir ne vient pas répondre à ses vœux. Et dans le cas où son rêve se réaliserait, il se voit la gérant plus glorieusement, avec un plus beau grade, en tant que cadre politique « scientifiquement » garanti. Les rêves de domination des groupuscules se traduisent souvent avec maladresse dans l'expression de mépris que leurs fanatiques croient pouvoir se permettre, vis-à-vis de quelques aspects des revendications ouvrières, qu'ils ont souvent qualifiées de simplement « alimentaires ». On voit déjà poindre là, dans l'impuissance qui ferait mieux de se taire, le dédain que ces gauchistes seraient heureux de pouvoir opposer au mécontentement futur de ces mêmes travailleurs le jour où eux, spécialistes auto-patentés des intérêts généraux du prolétariat, pourraient tenir « dans leurs mains fragiles » ainsi opportunément renforcées, le pouvoir étatique et la police, comme à Cronstadt, comme à Pékin. Une fois mise à part cette perspective de ceux qui sont les porteurs de germes de bureaucraties souveraines, on ne peut rien reconnaître de sérieux aux oppositions sociologico-journalistiques entre les étudiants rebelles, qui seraient censés refuser « la société de consommation », et les ouvriers, qui seraient encore avides d'y accéder. La consommation en question n'est que celle des marchandises. C'est une consommation hiérarchique, et qui croît pour tous, mais en se hiérarchisant davantage. La baisse et la falsification de la valeur d'usage sont présentes pour tous, quoique inégalement, dans la marchandise moderne. Tout le monde vit cette consommation des marchandises spectaculaires et réelles dans une pauvreté fondamentale, « parce qu'elle n'est pas elle-même au-delà de la privation, mais qu'elle est la privation devenue plus riche » (*La Société du Spectacle*). Les ouvriers aussi passent leur vie à consommer le spectacle, la passivité, le mensonge idéologique et marchand. Mais en outre ils ont moins d'illusions que personne sur les conditions concrètes que leur impose, sur ce que leur coûte, dans tous les moments de leur vie, la *production* de tout ceci.

Pour cet ensemble de raisons, les étudiants, comme couche sociale elle aussi en crise, n'ont rien été d'autre, en mai 1968, que l'*arrière-garde* de tout le mouvement.

La déficience presque générale de la fraction des étudiants qui affirmait des intentions révolutionnaires a été certainement, par rapport au temps libre que ceux-ci *auraient pu* consacrer à l'élucidation des problèmes de la révolution, lamentable, mais très secondaire. La déficience de la grande masse des travailleurs, tenue en laisse et bâillonnée, a été, au contraire, bien excusable, mais décisive. La définition et l'analyse des situationnistes quant aux *moments principaux* de la crise ont été exposées dans le livre de René Viénet, *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations* (Gallimard, 1968). Il nous suffira ici de résumer les points retenus par ce livre, rédigé à Bruxelles dans les trois dernières semaines de juillet, avec les documents déjà disponibles, mais dont aucune conclusion ne nous semble devoir être modifiée. De janvier à mars, le groupe des Enragés de Nanterre (relayé tardivement en avril par le « mouvement du 22 mars ») entreprit avec succès le sabotage des cours et des locaux. La répression, trop tardive et fort maladroite, par le Conseil de l'Université, assortie de deux fermetures successives de la Faculté de Nanterre, entraîna l'émeute spontanée des étudiants, le 3 mai au Quartier Latin. L'Université fut paralysée par la police et par la grève. Une semaine de lutte dans la rue donna l'occasion aux jeunes ouvriers de passer à l'émeute ; aux staliniens de se discréditer chaque jour par d'incroyables calomnies ; aux dirigeants gauchistes

du S.N.E. Sup. et des groupuscules, d'étaler leur manque d'imagination et de rigueur ; au gouvernement, d'user toujours à contre-temps de la force et des concessions malheureuses. Dans la nuit du 10 au 11 mai, le soulèvement qui s'empara du quartier environnant la rue Gay-Lussac et put le tenir plus de huit heures, en résistant sur soixante barricades, réveilla tout le pays, et amena le gouvernement à une capitulation majeure : il retira du Quartier Latin les forces du maintien de l'ordre, et rouvrit la Sorbonne qu'il ne pouvait plus faire fonctionner. La période du 13 au 17 mai fut celle de l'ascension irrésistible du mouvement, devenu une crise révolutionnaire générale, le 16 étant sans doute la journée décisive dans laquelle les usines commencèrent à se déclarer pour la grève sauvage. Le 13, la simple journée de grève générale décrétée par les grandes organisations bureaucratiques pour achever vite et bien le mouvement, en en tirant si possible quelque avantage, ne fut en réalité qu'un début : les ouvriers et les étudiants de Nantes attaquèrent la préfecture, et ceux qui rentrèrent dans la Sorbonne comme occupants l'ouvrirent aux travailleurs. La Sorbonne devint à l'instant un « club populaire » en regard duquel le langage et les revendications des clubs de 1848 paraissent timides. Le 14, les ouvriers nantais de Sud-Aviation occupèrent leur usine, tout en séquestrant les managers. Leur exemple fut suivi le 15 par deux ou trois entreprises, et par davantage à partir du 16, jour où la base imposa la grève chez Renault à Billancourt. La quasi-totalité des entreprises allaient suivre ; et la quasi-totalité des institutions, des idées et des habitudes allaient être contestées dans les jours suivants. Le gouvernement et les staliniens s'employèrent fébrilement à arrêter la crise par la dissolution de sa force principale : ils s'accordèrent sur des concessions de salaire susceptibles de faire reprendre tout de suite le travail. Le 27, la base rejeta partout « les accords de Grenelle ». Le régime, qu'un mois de dévouement stalinien n'avait pu sauver, se vit perdu. Les staliniens eux-mêmes envisagèrent, le 29, l'effondrement du gaullisme, et s'apprêtèrent à contre-cœur à ramasser, avec le reste de la gauche, son dangereux héritage : la révolution sociale à désarmer ou à écraser. Si, devant la panique de la bourgeoisie et l'usure rapide du frein stalinien, de Gaulle s'était retiré, le nouveau pouvoir n'eût été que l'alliance précédente affaiblie, mais *officialisée* : les staliniens auraient défendu un gouvernement, par exemple Mendès-Waldeck, avec des milices bourgeoises, des activistes du parti et des fragments de l'armée. Ils auraient essayé de faire non du Kerensky, mais du Noske. De Gaulle, plus ferme que les cadres de son administration, soulagea les staliniens en annonçant, le 30, qu'il essaierait de se maintenir par tous les moyens : c'est-à-dire en engageant l'armée pour ouvrir la guerre civile, pour tenir ou reconquérir Paris. « Les staliniens, enchantés, se gardèrent bien d'appeler à maintenir la grève jusqu'à la chute du régime. Ils s'empressèrent de se rallier aux élections gaullistes, quel qu'en dût être pour eux le prix. Dans de telles conditions, l'alternative était immédiatement entre l'affirmation autonome du prolétariat ou la défaite complète du mouvement ; entre la révolution des Conseils et les accords de Grenelle. Le mouvement révolutionnaire ne pouvait en finir avec le P.C.F. sans avoir d'abord chassé de Gaulle. La forme du pouvoir des travailleurs qui aurait pu se développer dans la phase après-gaulliste de la crise, se trouvant bloquée à la fois par le vieil État réaffirmé et le P.C.F., n'eut plus aucune chance de prendre de vitesse sa défaite en marche. » (Viénet, *op. cit.*). Le reflux commença, quoique les travailleurs aient poursuivi obstinément, pendant une ou plusieurs semaines, la grève que tous leurs syndicats les pressaient d'arrêter. Naturellement, la bourgeoisie n'avait pas disparu en France ; elle était seulement muette de terreur. Au 30 mai, elle resurgit, avec la petite bourgeoisie conformiste, pour appuyer l'État. Mais cet État, déjà si bien défendu par la gauche bureaucratique, aussi longtemps que les travailleurs n'avaient pas éliminé la base du pouvoir de ces bureaucrates en imposant la forme de leur propre pouvoir autonome, ne pouvait tomber que s'il le voulait bien. Les travailleurs lui laissèrent cette liberté, et en subirent les conséquences normales. Ils n'avaient pas, en majorité, reconnu le sens total de leur propre mouvement ; et personne ne pouvait le faire à leur place.

Si, dans une seule grande usine, entre le 16 et le 30 mai, une assemblée générale s'était constituée en *Conseil* détenant tous les pouvoirs de décision et d'exécution, chassant les bureaucrates, organisant son auto-défense et appelant les grévistes de toutes les entreprises à se mettre en liaison avec elle, ce dernier pas qualitatif franchi eût pu porter le mouvement tout de suite à la *lutte finale* dont il a tracé historiquement toutes les directives. Un très grand nombre d'entreprises aurait suivi la voie ainsi découverte. Immédiatement, cette usine eût pu se substituer à l'incertaine et, à tous égards, excentrique Sorbonne des premiers jours, pour devenir le centre réel du mouvement des occupations : de véritables *délégués* des nombreux conseils existant déjà virtuellement dans certains bâtiments occupés, et de tous ceux qui auraient pu s'imposer dans toutes les branches de l'industrie,

se seraient ralliés autour de cette base. Une telle assemblée eût pu alors proclamer l'expropriation de tout le capital, *y compris étatique* ; annoncer que tous les moyens de production du pays étaient désormais la propriété collective du prolétariat organisé en démocratie directe ; et en appeler directement — par exemple, en saisissant enfin quelques-uns des moyens techniques des télécommunications — aux travailleurs du monde entier pour soutenir cette révolution. Certains diront qu'une telle hypothèse est utopique. Nous répondrons : c'est justement parce que le mouvement des occupations a été objectivement, à plusieurs instants, à *une heure* d'un tel résultat, qu'il a répandu une telle épouvante, lisible par tous sur le moment dans l'impuissance de l'État et l'affolement du parti dit communiste, et depuis dans la conspiration du silence qui est faite sur sa gravité. Au point que des millions de témoins, repris par « l'organisation sociale de l'apparence » qui leur présente cette époque comme une folie passagère de la jeunesse — peut-être même uniquement universitaire — doivent se demander à quel point n'est pas elle-même folle une société qui a pu ainsi *laisser passer* une si stupéfiante aberration.

Naturellement, dans cette perspective, la guerre civile était inévitable. Si l'affrontement armé n'avait plus dépendu de ce que le gouvernement craignait ou feignait de craindre quant aux mauvaises intentions éventuelles du parti dit communiste mais, tout objectivement, de la consolidation d'un pouvoir prolétarien direct dans une base industrielle (pouvoir évidemment total, et non quelque « pouvoir ouvrier » limité à on ne sait quel pseudo-contrôle de la production de sa propre aliénation), la contre-révolution armée eût été déclenchée sûrement aussitôt. Mais elle n'était pas sûre de gagner. Une partie des troupes se serait évidemment mutinée ; les ouvriers auraient su trouver des armes, et n'auraient certainement plus construit de barricades — bonnes sans doute comme forme d'expression *politique* au début du mouvement, mais évidemment dérisoires *stratégiquement* (et tous les Malraux qui disent *a posteriori* que les tanks eussent emporté la rue Gay-Lussac bien plus vite que la gendarmerie mobile ont certes raison sur ce point, mais pouvaient-ils alors couvrir *politiquement* les dépenses d'une telle victoire ? Ils ne s'y sont pas risqués, en tout cas, ils ont préféré faire les morts ; et ce n'est certainement pas par humanisme qu'ils ont digéré cette humiliation). L'invasion étrangère eût suivi fatalement, quoi qu'en pensent certains idéologues (on peut avoir lu Hegel et Clausewitz, et n'être que Glucksmann), sans doute à partir des forces de l'O.T.A.N., mais avec l'appui indirect ou direct du « Pacte de Varsovie ». Mais alors, tout aurait été sur-le-champ joué à quitte ou double devant le prolétariat d'Europe.

Depuis la défaite du mouvement des occupations, ceux qui y ont participé aussi bien que ceux qui ont dû le subir, ont souvent posé la question : « Était-ce une révolution ? ». L'emploi répandu, dans la presse et la vie quotidienne, d'un terme lâchement neutre — « les événements » —, signale précisément le recul devant une réponse ; devant même la formulation de la question. Il faut placer une telle question dans sa vraie lumière historique. La « réussite » ou l'« échec » d'une révolution, référence triviale des journalistes et des gouvernements, ne signifient rien dans l'affaire, pour la simple raison que, depuis les révolutions bourgeoises, *aucune révolution n'a encore réussi* : aucune n'a aboli les classes. La révolution prolétarienne n'a vaincu nulle part jusqu'ici, mais le processus pratique à travers lequel son projet se manifeste a déjà créé une dizaine, au moins, de moments révolutionnaires d'une extrême importance historique, auxquels il est convenu d'accorder le nom de révolutions. Jamais le *contenu total* de la révolution prolétarienne ne s'y est déployé ; mais chaque fois il s'agit d'une interruption essentielle de l'ordre socio-économique dominant, et de l'apparition de nouvelles formes et de nouvelles conceptions de la vie réelle, phénomènes variés qui ne peuvent être compris et jugés que dans leur signification d'ensemble, qui n'est pas elle-même séparable de l'avenir historique qu'elle peut avoir. De tous les critères partiels utilisés pour accorder ou non le titre de révolution à telle période de trouble dans le pouvoir étatique, le plus mauvais est assurément celui qui considère si le régime politique alors en place est tombé ou a surnagé. Ce critère, abondamment invoqué après mai par les penseurs du gaullisme, est le même qui permet à l'information au jour le jour de qualifier de révolution n'importe quel *putsch* militaire qui aura changé dans l'année le régime du Brésil, du Ghana, de l'Irak, et on en passe. Mais la révolution de 1905 n'a pas abattu le pouvoir tsariste, qui a seulement fait quelques concessions provisoires. La révolution espagnole de 1936 ne supprima pas formellement le pouvoir politique existant : elle surgissait au demeurant d'un soulèvement prolétarien commencé pour maintenir cette République contre Franco. Et la révolution hongroise de 1956 n'a pas aboli le gouvernement bureaucratique-libéral de Nagy. À considérer en

outre d'autres limitations regrettables, le mouvement hongrois eut beaucoup d'aspects d'un soulèvement national contre une domination étrangère ; et ce caractère de résistance nationale, quoique moins important dans la Commune, avait cependant un rôle dans ses origines. Celle-ci ne supplanta le pouvoir de Thiers que dans les limites de Paris. Et le soviet de Saint-Pétersbourg en 1905 n'en vint même jamais à prendre le contrôle de la capitale. Toutes les crises citées ici comme exemples, inachevées dans leurs réalisations pratiques et même dans leurs contenus, apportèrent cependant assez de nouveautés radicales, et mirent assez gravement en échec les sociétés qu'elles affectaient, pour être légitimement qualifiées de révolution. Quant à vouloir juger des révolutions par l'ampleur de la tuerie qu'elles entraînent, cette vision romantique ne mérite pas d'être discutée. D'incontestables révolutions se sont affirmées par des heurts fort peu sanglants, même la Commune de Paris, qui allait finir en massacre ; et quantité d'affrontements civils ont accumulé les morts par milliers sans être en rien des révolutions. Généralement, ce ne sont pas les révolutions qui sont sanglantes, mais la réaction et la répression qu'on y oppose dans un deuxième temps. On sait que la question du nombre des morts dans le mouvement de mai a donné lieu à une polémique sur laquelle les tenants de l'ordre, provisoirement rassurés, ne cessent de revenir. La vérité officielle est qu'il n'y eut que cinq morts, tués sur le coup, dont un seul policier. Tous ceux qui l'affirment ajoutent eux-mêmes que c'est un bonheur invraisemblable. Ce qui ajoute beaucoup à l'invraisemblance scientifique, c'est que l'on n'a jamais admis qu'un seul des très nombreux blessés graves ait pu mourir dans les jours suivants : cette chance singulière n'est pourtant pas due à des secours chirurgicaux rapides, surtout lors de la nuit de Gay-Lussac. Par ailleurs, si un facile truquage pour sous-estimer le nombre des morts était fort utile *sur le moment* pour le gouvernement aux abois, il est resté fort utile *après*, pour des raisons différentes. Mais enfin, dans l'ensemble, les preuves rétrospectives du caractère révolutionnaire du mouvement des occupations sont aussi éclatantes que celles qu'il a jetées à la face du monde *en existant* : la preuve qu'il avait ébauché une légitimité nouvelle, c'est que le régime rétabli en juin n'a même jamais cru pouvoir poursuivre, pour atteinte à la sûreté intérieure de l'État, les responsables d'actions manifestement illégales qui l'avaient partiellement dépouillé de son autorité, voire de ses bâtiments. Mais le plus évident, pour ceux qui connaissent l'histoire de notre siècle, est encore ceci : tout ce que les staliniens ont fait, sans répit, à tous les stades, pour combattre le mouvement, prouve que la révolution était là.



UN SLOGAN DE MAI

Cette inscription, tracée sur un mur du boulevard de Port-Royal, reproduit exactement celle dont le n° 8 de cette revue (p. 42) avait publié la photographie. Elle gagnait certainement en force à accompagner, cette fois, une grève sauvage étendue à tout le pays.

Tandis que les staliniens représentèrent, comme toujours, en quelque sorte l'idéal de la bureaucratie anti-ouvrière comme forme pure, les embryons bureaucratiques des gauchismes étaient en porte-à-faux. Tous ménageaient ostensiblement les bureaucraties effectives, tant par calcul que par idéologie (à l'exception du « 22 mars », qui se contentait de ménager ses propres noyauteurs, J.C.R., maoïstes, etc.). De sorte qu'il ne leur restait plus qu'à vouloir « pousser à gauche » — mais seulement en fonction de leurs propres calculs défectueux — à la fois un mouvement spontané qui était bien plus extrémiste qu'eux, et des appareils qui ne pouvaient en aucun cas faire des concessions au gauchisme dans une situation si manifestement révolutionnaire. Aussi les illusions pseudo-stratégiques fleurirent-elles abondamment : certains gauchistes croient que l'occupation d'un quelconque ministère dans la nuit du 24 mai, aurait assuré la victoire du mouvement (mais d'autres gauchistes manœuvrèrent alors pour empêcher un « excès » qui n'entraînait pas dans leur propre planification de la victoire). D'autres, en attendant le rêve plus modeste d'en conserver la gestion « responsable » et dératée pour y tenir une « université d'été », crurent que les facultés deviendraient des bases de la guérilla urbaine (toutes tombèrent après la grève ouvrière sans s'être défendues, et déjà la Sorbonne, alors même qu'elle était le centre momentané du mouvement en expansion, toutes portes ouvertes et presque dépeuplée vers la fin de la nuit critique du 16 au 17 mai, eût pu être reprise en moins d'une heure par un raid de C.R.S.). Ne voulant pas voir que le mouvement allait déjà au-delà d'un changement politique dans l'État, et en quels termes était posé l'enjeu réel (une prise de conscience *cohérente*, totale, dans les entreprises), les groupuscules travaillèrent assurément contre cette perspective, en répandant à foison les illusions mangées aux mites et en donnant partout le mauvais exemple de cette conduite bureaucratique vomie par tous les travailleurs révolutionnaires ; enfin, en parodiant de la manière la plus malheureuse toutes les formes de révolutions du passé, le parlementarisme comme la guérilla dans le style zapatiste, sans que ce pauvre cinéma recoupât jamais la moindre réalité. Les idéologues attardés des petits partis gauchistes, adorateurs des erreurs d'un passé révolutionnaire disparu, étaient normalement fort désarmés pour comprendre un mouvement *moderne*. Et leur somme éclectique, enrichie d'incohérence moderniste cousue de bouts de ficelle, le « mouvement du 22 mars », combina presque toutes les tares idéologiques du passé avec les défauts du confusionnisme naïf. Les récupérateurs étaient installés à la direction de ceux-là mêmes qui manifestaient leur crainte de « la récupération », considérée d'ailleurs vaguement comme un péril d'une nature quelque peu mystique, faute de la moindre connaissance des vérités élémentaires sur la récupération et sur l'organisation ; sur ce qu'est un délégué et sur ce qu'est un « porte-parole » irresponsable, tenant de ce fait la direction, puisque le principal pouvoir effectif du « 22 mars » fut de parler aux journalistes. Leurs vedettes dérisoires venaient sous tous les *sunlights* pour déclarer à la presse qu'elles prenaient garde de ne pas devenir vedettes.

Les « Comités d'action », qui s'étaient formés spontanément un peu partout, se trouvèrent sur la frontière ambiguë entre la démocratie directe et l'incohérence noyautée et récupérée. Cette contradiction divisait intérieurement presque tous ces comités. Mais la division était encore plus claire entre les deux types principaux d'organisation que la même étiquette recouvrit. D'un côté, il y eut des comités formés sur une base *locale* (C.A. de quartiers ou d'entreprises, comités d'occupation de certains bâtiments tombés aux mains du mouvement révolutionnaire), ou bien constitués pour accomplir certaines tâches spécialisées dont la nécessité pratique était évidente, notamment l'extension internationaliste du mouvement (C.A. italien, maghrébin, etc.). De l'autre côté, on vit se multiplier des comités *professionnels*, tentative de restauration du vieux syndicalisme, mais le plus souvent à l'usage de semi-privilegiés, donc avec un caractère nettement corporatiste, comme tribune des spécialistes séparés qui voulaient, en tant que tels, se rallier au mouvement, y survivre, et même y pêcher quelque avantage en notoriété (« États Généraux du Cinéma », Union des Écrivains, C.A. de l'Institut d'Anglais, et la suite). L'opposition des méthodes était encore plus nette que l'opposition des buts. Là, les décisions étaient exécutoires ; ici, elles étaient des vœux abstraits. Là, elles préfiguraient le pouvoir révolutionnaire des Conseils ; ici, elles parodiaient les groupes de pression du pouvoir étatique.

Les bâtiments occupés, quand ils ne furent pas sous l'autorité des « loyaux gérants » syndicalistes, et dans la mesure où ils ne restèrent pas isolés comme possession pseudo-féodale de la seule assemblée de leurs habituels usagers universitaires (par exemple la Sorbonne des premiers jours, les

bâtiments ouverts aux travailleurs et zonards par les « étudiants » de Nantes, l'I.N.S.A. où s'installèrent des ouvriers révolutionnaires de Lyon, l'Institut Pédagogique National), constituaient un des points les plus forts du mouvement. La logique propre de ces occupations pouvait conduire aux meilleurs développements : on doit noter, du reste, combien un mouvement qui resta paradoxalement timide devant la perspective de la *réquisition* des marchandises, ne s'inquiétait aucunement de s'être déjà approprié une part du capital immobilier de l'État.

Si la reprise de cet exemple dans les usines fut finalement empêchée, il faut dire aussi que le style créé par beaucoup de ces occupations laissait grandement à désirer. Presque partout les routines conservées empêchèrent de voir la portée de la situation, les instruments qu'elle offrait pour l'action en cours. Par exemple, le numéro 77 d'*Informations Correspondance Ouvrières* (janvier 1969) objecte au livre de Viénet — qui avait cité leur présence à Censier — que les travailleurs depuis longtemps en contact autour de ce bulletin « n'ont pas “siégé” : ni à la Sorbonne, ni à Censier, ni ailleurs ; tous étaient engagés dans la grève sur leur lieu de travail » et « dans les assemblées, dans la rue ». « Ils n'ont jamais pensé tenir, sous une forme ou sous une autre une “permanence” dans les facultés, encore moins se constituer en “liaison ouvrière” ou en “conseil”, fût-ce pour le “maintien des occupations” » ; ce qu'ils disent considérer comme « une participation à des organismes parallèles dont la finalité aurait été de se substituer au travailleur ». Plus loin, *I.C.O.* ajoute qu'ils avaient tout de même tenu là « deux réunions par semaine » de leur groupe parce que « les facultés et notamment Censier, plus calme, offraient des salles gratuites et disponibles ». Ainsi, les scrupules des travailleurs d'*I.C.O.* (que l'on veut bien supposer des travailleurs aussi efficaces que modestes là où ils s'engagent dans la grève, sur les lieux précis de leur travail et dans les rues avoisinantes) les ont menés à ne voir dans un des aspects les plus originaux de la crise que la possibilité de remplacer leur café habituel en empruntant des salles gratuites dans une faculté calme. Ils conviennent aussi, mais d'un air toujours aussi satisfait, que nombre de leurs camarades ont « rapidement cessé d'assister aux réunions d'*I.C.O.* parce qu'ils n'y trouvaient pas une réponse à leur désir de “faire quelque chose” ». Ainsi, « faire quelque chose » est devenu automatiquement, pour ces travailleurs, la honteuse tendance à se substituer « au travailleur », en quelque sorte à l'être du travailleur en soi qui n'existerait, par définition, que dans son usine, là où par exemple les staliniens l'obligeront à se taire, et où *I.C.O.* devrait normalement attendre que tous les travailleurs se soient purement libérés *sur place* (sinon, ne risque-t-on pas de se substituer à ce vrai travailleur encore muet ?). Un tel choix idéologique de la dispersion est un défi au besoin essentiel dont tant de travailleurs ont ressenti en mai l'urgence vitale : la coordination et la communication des luttes et des idées à partir de bases de rencontres libres, extérieurement à leurs usines soumises à la police syndicale. Pourtant *I.C.O.* n'a pas été, ni avant ni depuis mai, jusqu'au bout de son raisonnement métaphysique. Il existe, en tant que publication ronéotypée à travers laquelle quelques dizaines de travailleurs se résignent à « substituer » leurs analyses à celles que peuvent faire spontanément quelques centaines d'autres travailleurs qui ne l'ont pas rédigé. Le numéro 78, de février, nous apprend même qu'« en un an, le tirage d'*I.C.O.* est passé de 600 exemplaires à 1 000 ». Mais ce *Conseil pour le maintien des occupations*, par exemple, qui semble choquer la vertu d'*I.C.O.*, rien qu'en occupant l'Institut Pédagogique National, et sans préjudice de ses autres activités ou publications du moment, a pu faire tirer gratuitement à 100 000 exemplaires, par une entente immédiatement obtenue avec les grévistes de l'imprimerie de l'I.P.N. à Montrouge, des textes dont le tirage fut répandu, dans sa très grande majorité, parmi d'autres travailleurs en grève ; et dont personne n'a jusqu'à présent essayé de montrer que le contenu pouvait viser le moins du monde à se substituer aux décisions de quelque travailleur que ce soit. Et la participation aux liaisons assurées par le C.M.D.O., à Paris et en province, n'a jamais été contradictoire avec la présence de grévistes sur leurs lieux de travail (ni, certes, dans les rues). De plus, quelques typographes grévistes du C.M.D.O. trouvaient fort bon de travailler n'importe où ailleurs sur les machines disponibles, plutôt que de rester passifs dans « leur » entreprise.

Si les puristes de l'inaction ouvrière ont certainement manqué là des occasions de prendre la parole, en réponse à toutes les fois où ils furent contraints à un silence qui est devenu chez eux une sorte de fière habitude, la présence d'une foule de noyauteurs néo-bolcheviks fut beaucoup plus nuisible. Mais le pire fut encore l'extrême *manque d'homogénéité* de l'assemblée qui, dans les premiers jours de l'occupation de la Sorbonne, se retrouva, sans l'avoir voulu ni même clairement compris, le centre

exemplaire d'un mouvement qui entraîna les usines. Ce manque d'homogénéité sociale découlait d'abord du poids numérique écrasant des étudiants, malgré la bonne volonté de beaucoup d'entre eux, aggravé même par une assez forte proportion de visiteurs obéissant à des motivations simplement touristiques : c'est une telle base objective qui permit le déploiement des plus grossières manœuvres des Péninou ou des Krivine. L'ambiguïté des participants s'ajoutait à l'ambiguïté essentielle des actes d'une assemblée improvisée qui, par la force des choses, en était venue à *représenter* (à tous les sens du mot, et donc aussi au plus mauvais sens) la perspective conseilliste pour tout le pays. Cette assemblée prenait à la fois des décisions pour la Sorbonne — d'ailleurs mal, d'une manière mystifiée : elle ne put même jamais devenir maîtresse de son propre fonctionnement — et pour la société en crise : elle voulait et proclamait, en termes maladroits mais sincères, l'union avec les travailleurs, la négation du vieux monde. En disant ses fautes, n'oublions pas combien elle a été *écoutée*. Le même numéro 77 d'I.C.O. reproche aux situationnistes d'avoir cherché alors dans cette assemblée l'acte exemplaire à faire « entrer dans la légende » ; d'y avoir placé quelques têtes « sur le podium de l'histoire ». Nous croyons, nous, n'avoir mis personne en vedette sur une tribune historique, mais nous pensons aussi que l'affectation d'ironie supérieure de ces « belles âmes » ouvrières tombe fort mal. *C'était* une tribune historique.

La révolution ayant été perdante, les mécanismes socio-techniques de la fausse conscience devaient naturellement se rétablir, intacts pour l'essentiel : le spectacle se heurte à sa négation pure, et nul réformisme ne peut ensuite venir majorer, ne serait-ce que de 7 %, les concessions qu'il accorde à la réalité. Voilà ce que suffirait à montrer aux moins avertis l'examen des *trois cents livres* environ qui ont paru, à ne considérer que l'édition en France même, dans l'année qui a suivi le mouvement des occupations. Ce n'est pas ce nombre de livres qui pourrait être raillé ou blâmé, comme ont cru devoir le déclarer certains obsédés du péril de la récupération ; qui pourtant ont d'autant moins de raisons d'être inquiets qu'il n'y a généralement pas grand chose chez eux qui puisse attirer la cupidité des récupérateurs. Le fait que tant de livres aient été publiés signifie principalement que l'importance historique du mouvement a été profondément ressentie, malgré les incompréhensions et les dénégations intéressées. Ce qui est critiquable, beaucoup plus simplement, c'est que, sur trois cents livres, il n'y en ait guère que dix qui méritent d'être lus, qu'il s'agisse de récits et d'analyses échappant à des idéologies risibles, ou de recueils de documents non-truqués. La sous-information ou la falsification, qui dominent sur toute la ligne, ont trouvé une application privilégiée dans la manière dont on a, presque toujours, rendu compte de l'activité des situationnistes. Sans parler même des livres qui se bornent à garder le silence sur ce point, ou à quelques imputations absurdes, trois styles de contre-vérité ont été choisis par autant de séries de ces ouvrages. Le premier modèle consiste à limiter l'action de l'I.S. à Strasbourg, dix-huit mois auparavant, comme premier déclenchement lointain d'une crise dont elle aurait ensuite disparu (c'est également la position du livre des Cohn-Bendit, qui a même réussi à ne pas dire un mot sur l'existence du groupe des « Enragés » à Nanterre). Le deuxième modèle, mensonge cette fois positif et non plus par omission, affirme contre toute évidence que les situationnistes auraient accepté d'avoir un contact quelconque avec le « mouvement du 22 mars » ; et beaucoup vont jusqu'à nous y fondre complètement. Enfin, le troisième modèle nous présente comme un groupe autonome d'irresponsables et de furieux, surgissant par surprise, voire à main armée, à la Sorbonne ou ailleurs, pour semer un monstrueux désordre ; et proférant les plus extravagantes exigences.

Pourtant, il est difficile de nier une certaine continuité dans l'action des situationnistes en 1967-1968. Il semble même que cette continuité ait été précisément ressentie comme un désagrément par ceux qui prétendent, à grands coups d'*interviews* ou de recrutements, se faire attribuer un rôle de *leader* du mouvement, rôle que l'I.S., pour sa part, a toujours repoussé : leur stupide ambition porte certains de ces gens à cacher ce que, justement, ils connaissent un peu mieux que d'autres. La théorie situationniste s'était trouvée pour beaucoup dans l'origine de cette critique généralisée qui produisit les premiers incidents de la crise de mai, et qui se déploya avec elle. Ceci n'était pas seulement le fait de notre intervention contre l'Université de Strasbourg. Les livres de Vaneigem et Debord, par exemple, dans les quelques mois précédant mai, avaient été répandus déjà à 2 ou 3 000 exemplaires chaque, surtout à Paris, et une proportion inhabituelle en avait été lue par des travailleurs révolutionnaires (d'après certains indices, il paraît que ces deux livres ont été, du moins relativement à leur tirage, *les plus volés* en librairie de l'année 1968). À travers le groupe des Enragés, l'I.S. peut

se flatter de n'avoir pas été sans importance dans l'origine précise de l'agitation de Nanterre, qui mena si loin. Enfin, nous croyons n'être pas trop restés en deçà du grand mouvement spontané des masses qui domina le pays en mai 1968, tant par ce que nous avons fait à la Sorbonne que par les diverses formes d'action que put ensuite mener le « Conseil pour le maintien des occupations ». En plus de l'I.S. proprement dite, ou d'un bon nombre d'individus qui en admettaient les thèses et agirent en conséquence, bien d'autres encore défendirent des perspectives situationnistes, soit par une influence directe, soit inconsciemment, parce qu'elles étaient en grande partie celles que cette époque de crise révolutionnaire portait objectivement. Ceux qui en doutent n'ont qu'à *lire les murs* (pour qui n'a pas eu cette expérience directe, citons le recueil de photographies publié par Walter Lewino, *L'imagination au pouvoir*, Losfeld, 1968).

On peut donc avancer que la minimisation systématique de l'I.S. n'est qu'un détail homologue à la minimisation actuelle, et normale dans l'optique dominante, de l'ensemble du mouvement des occupations. L'espèce de jalousie éprouvée par certains gauchistes, et qui contribue fortement à cette besogne, est du reste complètement hors de propos. Les groupuscules les plus gauchistes n'ont aucun motif de se poser en rivaux de l'I.S., parce que l'I.S. n'est pas un groupe dans leur genre, les concurrençant sur le terrain de leur militantisme ou prétendant comme eux diriger le mouvement révolutionnaire, au nom de l'interprétation prétendue « correcte » de telle vérité pétrifiée extraite du marxisme ou de l'anarchisme. Voir ainsi la question, c'est oublier que, contrairement à ces redites abstraites où d'anciennes conclusions toujours actuelles dans les luttes de classes se trouvent inextricablement mêlées à une foule d'erreurs ou d'impostures qui s'entredéchirent, l'I.S. avait principalement apporté un *esprit nouveau* dans les débats théoriques sur la société, la culture, la vie. Cet esprit était, assurément, révolutionnaire. Il a pu se lier, dans une certaine mesure, au mouvement révolutionnaire réel qui recommençait. Et c'est dans la mesure même où ce mouvement avait lui aussi un caractère nouveau qu'il s'est trouvé *ressembler* à l'I.S., qu'il en a partiellement repris à son compte les thèses ; et nullement par un processus politique traditionnel d'adhésion ou de suivisme. Le caractère largement nouveau de ce mouvement pratique est précisément lisible dans cette *influence* même, tout à fait étrangère à un rôle directif, que l'I.S. s'est trouvée exercer. Toutes les tendances gauchistes — y compris le « 22 mars » qui tenait dans son bric-à-brac du léninisme, du stalinisme chinois, de l'anarchisme, et même un zeste de « situationnisme » incompris — s'appuyaient très explicitement sur un long passé de luttes, d'exemples, de doctrines cent fois publiées et discutées. Sans doute, ces luttes et ces publications avaient été étouffées par la réaction stalinienne, négligées par les intellectuels bourgeois. Mais elles étaient cependant infiniment plus accessibles que les positions nouvelles de l'I.S., qui n'avaient jamais pu se faire connaître que par nos propres publications et activités récentes. Si les rares documents connus de l'I.S. ont rencontré une telle audience, c'est évidemment qu'une partie de la critique pratique avancée se reconnaissait d'elle-même dans ce langage. Ainsi, nous nous trouvons maintenant en assez bonne position pour dire ce que mai fut essentiellement, même dans sa part demeurée latente : pour rendre conscientes les tendances inconscientes du mouvement des occupations. D'autres, qui mentent, disent qu'il n'y avait rien à comprendre dans ce déchaînement absurde ; ou bien ne décrivent comme le tout, à travers l'écran de leur idéologie, que des aspects réels plus anciens et moins importants ; ou bien continuent l'« argumentisme » à travers maintenant de nouveaux sujets de « questionnement » nourri de lui-même. Ils ont pour eux les grands journaux et les petites amitiés, la sociologie et les gros tirages. Nous n'avons rien de tout cela, et nous ne tenons notre droit à la parole que de nous-mêmes. Et pourtant, ce qu'ils disent de mai devra s'éloigner dans l'indifférence et être oublié ; et c'est ce que nous en disons, nous, qui devra rester, qui finalement sera cru et sera repris.

L'influence de la théorie situationniste se lit, aussi bien que sur les murs, dans les actions des révolutionnaires de Nantes et dans celles, différemment exemplaires, des Enragés à Nanterre. On voit, dans la presse du début de 1968, quelle indignation répondit aux nouvelles formes d'action inaugurées ou systématisées par les Enragés. Nanterre-dans-la-boue y devenait « Nanterre-la-Folie » parce que quelques « voyous de campus » s'étaient mis un jour d'accord sur le fait que « tout ce qui est discutable est à discuter », et parce qu'ils voulaient « qu'on se le dise ».

De fait, ceux qui se rencontrèrent alors et formèrent le *Groupe des Enragés* n'avaient pas d'idée d'agitation préconçue. Ces « étudiants » n'étaient là que pour la forme, et les bourses. Il arriva

seulement que les ornières et les bidonvilles leur furent moins odieux que les bâtiments de béton, la balourde fatuité étudiante, et les arrières-pensées des professeurs modernistes. Ils voyaient là un reste d'humanité, quand ils ne trouvaient que misère, ennui, ou mensonge, dans le bouillon de culture où pataugeaient de concert Lefebvre et son honnêteté, Touraine et la fin de la lutte des classes, Bouricaud et ses gros bras, Lourau et son avenir. De plus, ils connaissaient les thèses situationnistes, savaient que les têtes pensantes du ghetto les connaissaient, y pensaient souvent, et y puisaient leur modernisme. Ils décidèrent que tout le monde le saurait, et s'employèrent à démasquer le mensonge, se réservant de trouver plus tard d'autres terrains de jeux : ils comptaient bien que, les menteurs et les étudiants chassés, la Faculté détruite, la chance leur nouerait d'autres rencontres, à une autre échelle, et qu'alors « bonheur et malheur prendraient forme ».



DÉTAIL D'UNE BANDE DESSINÉE DES ENRAGÉS (publiée le 14-2-68)

Leur passé, qu'ils ne cachaient pas (origine majoritairement anarchiste mais aussi surréaliste, dans certain cas trotskiste) eut tôt fait d'inquiéter ceux auxquels ils se heurtèrent d'abord : les vieux groupuscules gauchistes, trotskistes du C.L.E.R. ou étudiants anarchistes englobant Daniel Cohn-Bendit, se disputant tous sur le manque d'avenir de l'U.N.E.F. et la fonction de psychologue. Le choix qu'ils firent d'exclusions nombreuses et sans indulgence inutile les garantit contre le succès qu'ils connurent rapidement auprès d'une vingtaine d'étudiants ; il les garantissait aussi des adhérents débiles, de tous ceux qui guettaient un situationnisme sans situationniste où ils pourraient porter leurs obsessions et leurs misères. Dans ces conditions, le groupe, qui atteignit parfois la quinzaine, fut le plus souvent formé d'une demi-douzaine d'agitateurs. On a vu que c'était suffisant.

Les méthodes qu'employèrent les Enragés, sabotages de cours en particulier, si elles sont aujourd'hui banales dans les Facultés comme dans les lycées, scandalisèrent profondément aussi bien les gauchistes que les bons étudiants, les premiers organisant même parfois des services d'ordre pour protéger les professeurs d'une pluie d'injures et d'oranges pourries. La généralisation de l'usage de l'insulte méritée, du graffiti, le mot d'ordre de boycott inconditionnel des examens, la distribution de tracts dans les locaux universitaires, le scandale quotidien de leur existence enfin, attirèrent sur les Enragés la première tentative de répression : convocation de Riesel et Bigorgne devant le doyen, le 25 janvier ; expulsion de Cheval hors de la résidence au début de février ; interdiction de séjour (fin février), puis cinq ans d'exclusion de l'Université française (début avril) pour

Bigorgne. Entretien par les groupuscules, une agitation plus étroitement politique commença à se développer parallèlement.

Cependant, les vieux singes de la Réserve, perdus dans l'imbroglia de la mise en scène de leur « pensée », ne s'inquiétèrent que tardivement. Il fallut donc les forcer à faire la grimace, tel Morin s'écriant, vert de dépit, sous les applaudissements des étudiants : « L'autre jour vous m'avez rejeté aux poubelles de l'Histoire... » — Interruption : « Comment se fait-il que tu en sois ressorti ? » — « Je préfère être du côté des poubelles que du côté de ceux qui les manient, et en tout cas, je préfère être du côté des poubelles que du côté des crématoires ! » Tel encore Touraine, bavant de rage et hurlant : « J'en ai assez des anarchistes, et encore plus des situationnistes ! Pour le moment, c'est moi qui commande ici, et si un jour c'était vous, je m'en irais dans les endroits où l'on sait ce que c'est que le travail. » Ce n'est qu'un an plus tard que les découvertes de ces précurseurs trouvèrent leur usage, dans les articles de Raymond Aron et d'Étienne, protestant contre l'impossibilité de travailler, et la montée du totalitarisme gauchiste et du fascisme rouge. À partir du 26 janvier, les interruptions violentes des cours ne cessèrent presque pas, jusqu'au 22 mars. Elles entretenaient une agitation permanente en vue de la réalisation de plusieurs projets qui avortèrent : publication d'une brochure au début de mai, et aussi envahissement et pillage du bâtiment administratif de la Faculté, avec l'aide des révolutionnaires nantais, au début de mars. Avant d'en voir tant, le Doyen Grappin dénonçait dans sa conférence de presse du 28 mars « un groupe d'étudiants irresponsables, qui depuis quelques mois perturbent les cours et les examens, et pratiquent des méthodes de partisans dans la Faculté... Ces étudiants ne se rattachent à aucune organisation politique connue. Ils constituent un élément explosif dans un milieu très sensible. » Quant à la brochure, l'imprimeur des Enragés avançait moins vite que la révolution. Après la crise, il fallut renoncer à publier un texte qui eût paru prétendre au prophétisme après l'événement.

Tout ceci explique l'intérêt que les Enragés prirent à la soirée du 22 mars, quelque pût être leur méfiance *a priori* pour l'ensemble des autres protestataires. Tandis que Cohn-Bendit, déjà star au firmament nanterrois, parlait avec les moins décidés, dix Enragés seuls s'installèrent dans la salle du Conseil de Faculté, où ils ne furent rejoints que 22 minutes plus tard par le futur « Mouvement du 22 Mars ». On sait (cf. Viénet) comment et pourquoi ils se retirèrent de cette farce. Ils voyaient, de plus, que la police n'arrivait pas et qu'ils ne pourraient avec de tels gens réaliser le seul objectif qu'ils s'étaient fixé pour la nuit : détruire complètement les dossiers d'examens. Aux premières heures du 23, ils décidaient d'exclure cinq d'entre eux qui avaient refusé de quitter la salle, par crainte de « se couper des masses » étudiantes !

Il est certes piquant de constater qu'aux origines du mouvement de mai on trouve un règlement de comptes avec les penseurs doubles du gang argumentiste. Mais, en s'attaquant à la laide cohorte des penseurs subversifs appointés par l'État, les Enragés faisaient autre chose que vider une querelle ancienne : ils parlaient déjà en tant que *mouvement des occupations* luttant pour l'occupation réelle, par tous les hommes, de tous les secteurs de la vie sociale régis par le mensonge. Et de même, en écrivant sur des murs en béton « prenez vos désirs pour la réalité », ils détruisaient déjà l'idéologie récupératrice de « l'imagination au pouvoir », prétentieusement lancée par le « 22 mars ». C'est qu'ils avaient des désirs, et les autres pas d'imagination.

Les Enragés ne revinrent presque plus à Nanterre en avril. Les velléités de démocratie directe affichées par le « mouvement du 22 mars » étaient évidemment irréalisables en si mauvaise compagnie, et ils refusaient d'avance la petite place qu'on était tout prêt à leur faire comme amuseurs extrémistes, à gauche de la dérision « Commission culture et créativité ». À l'opposé la reprise par les étudiants nanterrois, quoique dans un but trouble d'anti-impérialisme, de certaines de leurs techniques d'agitation, signifiait que le débat commençait à être placé sur le terrain qu'ils avaient voulu définir. Les étudiants de Paris qui avaient attaqué la police le 3 mai, en réponse à la dernière des maladroites de l'administration universitaire, le prouvèrent aussi : le violent tract de mise en garde des Enragés *La rage au ventre*, distribué le 6 mai, ne put indigner que les léninistes qu'il dénonçait, tant il était à la mesure exacte du mouvement réel ; en deux journées de combat de rue, les émeutiers avaient trouvé son mode d'emploi. L'activité autonome des Enragés s'acheva d'une manière aussi conséquente qu'elle avait commencé. Ils furent traités *en situationnistes* avant même

d'être dans l'I.S., puisque les récupérateurs gauchistes s'inspirèrent d'eux en croyant pouvoir les cacher, par leur propre étalage devant ces journalistes que les Enragés avaient évidemment repoussés. Le terme même d'« Enragés », par lequel Riesel a donné une marque inoubliable au mouvement des occupations, prit tardivement et pour quelque temps une signification publicitaire « cohn-bendiste ».

La succession rapide des luttes dans la rue, dans la première décade de mai, avait tout de suite rassemblé les membres de l'I.S., les Enragés, et quelques autres camarades. Cet accord fut formalisé au lendemain de l'occupation de la Sorbonne, le 14 mai, quand ils se fédérèrent dans un « Comité Enragés-I.S. », qui commença le même jour à publier quelques documents portant cette signature. Une plus large expression autonome des thèses situationnistes à l'intérieur du mouvement s'en suivit, mais il ne s'agissait pas de poser des principes particuliers d'après lesquels nous aurions prétendu modeler le mouvement réel : en disant ce que nous pensions, nous disions *qui* nous étions, alors que tant d'autres se déguisaient pour expliquer qu'il fallait suivre la politique correcte de leur comité central. Ce soir-là, l'assemblée générale de la Sorbonne, effectivement ouverte aux travailleurs, entreprit d'organiser son pouvoir sur place, et René Riesel, qui y avait affirmé les positions les plus radicales sur l'organisation même de la Sorbonne et sur l'extension totale de la lutte commencée, fut élu au premier Comité d'Occupation. Le 15, les situationnistes présents à Paris adressèrent en province et à l'étranger une circulaire : Aux membres de l'I.S., aux camarades qui se sont déclarés en accord avec nos thèses. Ce texte analysait brièvement le processus en cours et ses développements possibles, par ordre de probabilité décroissante — épuisement du mouvement au cas où il resterait limité « chez les étudiants avant que l'agitation anti-bureaucratique n'ait gagné plus le milieu ouvrier » ; répression ; ou enfin « révolution sociale ? » Il comportait aussi un compte-rendu de notre activité jusque-là, et appelait à agir tout de suite au maximum « pour faire connaître, soutenir, étendre l'agitation ». Nous proposons comme thèmes immédiats en France : « l'occupation des usines » (on venait d'apprendre l'occupation de Sud-Aviation, survenue la veille au soir) ; « constitution de Conseils Ouvriers ; la fermeture définitive de l'Université, critique complète de toutes les aliénations ». Il faut noter que c'était la première fois, depuis que l'I.S. existe, que nous demandions à qui que ce fût, même parmi les plus proches de nos positions, de faire quelque chose. Aussi notre circulaire ne resta-t-elle pas sans écho, et notamment dans quelques-unes des villes où le mouvement de mai s'imposait le plus fortement. Le 16 au soir, l'I.S. lança une deuxième circulaire, exposant les développements de la journée et prévoyant « une épreuve de force majeure ». La grève générale interrompit là cette série, qui fut reprise sous une autre forme, après le 20 mai, par les émissaires que le C.M.D.O. envoyait en province et à l'étranger.



DERNIER RAPPORT DU COMITÉ D'OCCUPATION

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SORBONNE, LE 17 MAI

« Que nous importe le jugement qui pourra être ultérieurement porté sur nos obscures personnalités. Si nous avons constaté les différences politiques qui existent entre la majorité de la Commune et nous, ce n'est pas pour attirer le blâme sur les uns et l'éloge sur les autres. C'est pour que plus tard, si la Commune était vaincue, on sache qu'elle était autre que ce qu'elle a paru être jusqu'ici. »

Gustave Lefrançais,

Discours à ses mandants du 4^e arrondissement, le 20 mai 1871.

Le livre de Viénet a décrit en détails comment le Comité d'occupation de la Sorbonne, réélu en bloc par l'assemblée générale du 15 au soir, vit disparaître sur la pointe des pieds la majorité des ses membres, qui pliaient devant les manœuvres et les tentatives d'intimidation d'une bureaucratie informelle s'employant à ressaisir souterrainement la Sorbonne (U.N.E.F., M.A.U., J.C.R., etc.). Les Enragés et les situationnistes se trouvèrent donc avoir la responsabilité du Comité d'occupation les 16 et 17 mai. L'assemblée générale du 17 n'ayant finalement pas approuvé les actes par lesquels ce Comité avait exercé son mandat, et ne les ayant du reste pas davantage désapprouvés (les manipulateurs empêchèrent tout vote de l'assemblée), nous avons aussitôt déclaré que nous quittions la Sorbonne défaillante, et tous ceux qui s'étaient groupés autour de ce Comité d'occupation s'en allèrent avec nous : ils allaient constituer le noyau du Conseil pour le maintien des occupations. Il convient de faire remarquer que le deuxième Comité d'occupation, élu après notre départ, resta en fonction, identique à lui-même et de la glorieuse manière que l'on sait, jusqu'au retour de la police en juin. *Jamais plus il ne fut question de faire réélire chaque jour par l'assemblée ses délégués révocables.* Ce Comité de professionnels en vint même vite par la suite à supprimer les assemblées générales, qui n'étaient à ses yeux qu'une cause de trouble et une perte de temps. Au contraire, les situationnistes peuvent résumer leur action dans la Sorbonne par cette seule formule : « tout le pouvoir à l'assemblée générale ». Aussi est-il plaisant d'entendre maintenant parler du *pouvoir situationniste* dans la Sorbonne, alors que la réalité de ce « pouvoir » fut de rappeler constamment le principe de la démocratie directe ici même et partout, de dénoncer d'une façon ininterrompue récupérateurs et bureaucrates, d'exiger de l'assemblée générale qu'elle prenne ses responsabilités *en décidant*, et en rendant toutes ses décisions exécutoires.

Notre Comité d'occupation, par son attitude conséquente, avait soulevé l'indignation générale des manipulateurs et bureaucrates gauchistes. Si nous avions défendu dans la Sorbonne les principes et les méthodes de la démocratie directe, nous étions pourtant assez dépourvus d'illusions sur la composition sociale et le niveau général de conscience de cette assemblée : nous mesurions bien le paradoxe d'une délégation plus ferme que ses mandants dans cette volonté de démocratie directe, et nous voyions qu'il ne pouvait durer. Mais nous nous étions surtout employés à mettre au service de la grève sauvage qui commençait les moyens, non négligeables, que nous offraient la possession de la Sorbonne. C'est ainsi que le Comité d'occupation lança le 16, à 15 heures, une brève déclaration par laquelle il appelait « à l'occupation immédiate de toutes les usines en France et à la formation de Conseils Ouvriers ». Le reste de ce qui nous fut reproché n'était presque rien en regard du scandale que causa partout — sauf chez les « occupants de base » — ce « téméraire » engagement de la Sorbonne. Pourtant, à cet instant, deux ou trois usines étaient occupées, une partie des transporteurs des N.M.P.P. essayaient de bloquer la distribution des journaux, et plusieurs ateliers de Renault, comme on allait l'apprendre deux heures après, commençaient avec succès à faire interrompre le travail. On se demande au nom de quoi des individus sans titre pouvaient prétendre gérer la Sorbonne s'ils n'étaient pas partisans de la saisie par les travailleurs de toutes les propriétés dans le pays ? Il nous semble qu'en se prononçant de la sorte, la Sorbonne apporta une dernière réponse restant encore au niveau du mouvement dont les usines prenaient heureusement la suite, c'est-à-dire au niveau de la réponse qu'elles apportaient elles-mêmes aux premières luttes limitées du Quartier Latin. Certainement, cet appel n'allait pas contre les intentions de la majorité des gens qui étaient alors dans la Sorbonne, et qui firent tant pour le répandre. D'ailleurs, les occupations d'usines s'étendant, même les bureaucrates gauchistes devinrent partisans d'un fait sur lequel ils n'avaient pas osé se compromettre la veille, quoique sans renier leur hostilité aux Conseils. Le mouvement des occupations n'avait vraiment pas besoin d'une approbation de la Sorbonne pour s'étendre à d'autres entreprises. Mais, outre le fait qu'à ce moment chaque heure comptait pour relier toutes les usines à l'action commencée par quelques-unes, tandis que les syndicats essayaient partout de gagner du

temps pour empêcher l'arrêt général du travail, et qu'un tel appel à cet endroit connu sur le champ une grande diffusion, y compris radiophonique, il nous paraissait surtout important de montrer, avec la lutte qui commençait, le *maximum* auquel elle devait tendre tout de suite. Les usines n'allèrent pas jusqu'à former des Conseils, et les grévistes qui commençaient à accourir à la Sorbonne n'y découvrirent certes pas le modèle.

Il est permis de penser que cet appel contribua à ouvrir ça et là quelques perspectives de lutte radicale. En tout cas, il figure certainement parmi les faits de cette journée qui inspirèrent le plus de craintes. On sait que le Premier ministre, à 19 heures, faisait diffuser un communiqué affirmant que le gouvernement « en présence de diverses tentatives annoncées ou amorcées par des groupes d'extrémistes pour provoquer une agitation généralisée », ferait tout pour maintenir « la paix publique » et l'ordre républicain, « dès lors que la réforme universitaire ne serait plus qu'un prétexte pour plonger le pays dans le désordre ». On rappelait en même temps 10 000 réservistes de la gendarmerie. La « réforme universitaire » n'était effectivement qu'un prétexte, même pour le gouvernement, qui masquait sous cette honorable nécessité, si brusquement découverte par lui, son recul devant l'émeute au Quartier Latin.

Le Conseil pour le maintien des occupations, occupant d'abord l'I.P.N. rue d'Ulm, fit de son mieux pendant la suite d'une crise à laquelle, dès que la grève fut générale et s'immobilisa dans la défensive, aucun groupe révolutionnaire organisé existant alors n'avait d'ailleurs plus les moyens d'apporter une contribution notable. Réunissant les situationnistes, les Enragés, et de trente à soixante autres révolutionnaires conseillistes (dont moins d'un dixième peuvent être comptés comme étudiants), le C.M.D.O. assura un grand nombre de liaisons en France et au-dehors, s'employant particulièrement, vers la fin du mouvement, à en faire connaître la signification aux révolutionnaires d'autres pays, qui ne pouvaient manquer de s'en inspirer. Il publia, à près de 200 000 exemplaires pour chacun des plus importants, un certain nombre d'affiches et de documents, dont les principaux furent le *Rapport sur l'occupation de la Sorbonne*, du 19 mai ; *Pour le pouvoir des Conseils Ouvriers*, du 22 ; et l'*Adresse à tous les travailleurs*, du 30. Le C.M.D.O., qui n'avait été dirigé ni embrigadé pour le futur par personne, « convint de se dissoudre le 15 juin (...) Le C.M.D.O. n'avait rien cherché à obtenir *pour lui*, pas même à mener un quelconque recrutement en vue d'une existence permanente. Ses participants ne séparaient pas leurs buts personnels des buts généraux du mouvement. C'étaient des individus indépendants, qui s'étaient groupés pour une lutte, sur des bases déterminées, dans un moment précis ; et qui redevinrent indépendants après elle. » (Viénet, *op. cit.*). Le Conseil pour le maintien des occupations avait été « un lien, pas un pouvoir ».

Certains nous ont reproché, en mai et depuis, d'avoir critiqué tout le monde, et ainsi de n'avoir présenté comme acceptable que la seule activité des situationnistes. C'est inexact. Nous avons approuvé le mouvement des masses, dans toute sa profondeur, et les initiatives remarquables de dizaines de milliers d'individus. Nous avons approuvé la conduite de quelques groupes révolutionnaires que nous avons pu connaître, à Nantes et à Lyon ; ainsi que les actes de tous ceux qui ont été en contact avec le C.M.D.O. Les documents cités par Viénet montrent à l'évidence qu'en outre nous approuvons *partiellement* nombre de déclarations émanant de Comités d'action. Il est certain que beaucoup de groupes ou comités qui sont restés inconnus de nous pendant la crise auraient eu notre approbation si nous avions eu l'occasion d'en être informés — et il est encore plus patent que, les ignorant, nous n'avons pu d'aucune manière les critiquer. Ceci dit, quand il s'agit des petits partis gauchistes et du « 22 mars », de Barjonet ou de Lapassade, il serait tout de même surprenant que l'on attendît de nous quelque approbation polie, quand on connaît nos positions préalables, et quand on peut constater quelle a été dans cette période l'activité des gens en question.

Pas davantage nous n'avons prétendu que certaines formes d'action qu'a revêtu le mouvement des occupations — à l'exception peut-être de l'emploi des bandes dessinées critiques — aient eu une origine directement situationniste. Nous voyons, au contraire, l'origine de toutes dans *des luttes ouvrières* « sauvages » ; et depuis plusieurs années certains numéros de notre revue les avaient citées à mesure, en spécifiant bien d'où elles venaient. Ce sont les ouvriers qui, les premiers, ont attaqué le siège d'un journal pour protester contre la falsification des informations les concernant (à Liège en 1961) ; qui ont brûlé les voitures (à Merlebach en 1962) ; qui ont commencé à écrire sur les

murs les formules de la nouvelle révolution (« Ici finit la liberté », sur un mur de l'usine Rhodiaceta en 1967). En revanche, on peut signaler, évident prélude à l'activité des Enragés à Nanterre, qu'à Strasbourg, le 26 octobre 1966, pour la première fois un professeur d'Université fut pris à partie et chassé de sa chaire : c'est le sort que les situationnistes firent subir au cybernéticien Abraham Moles lors de son cours inaugural.

Tous nos textes publiés pendant le mouvement des occupations montrent que les situationnistes n'ont jamais répandu d'illusions, à ce moment, sur les chances d'un succès complet du mouvement. Nous savions que ce mouvement révolutionnaire, objectivement possible et nécessaire, était parti subjectivement de très bas : spontané et émiétté, ignorant son propre passé et la totalité de ses buts, il revenait d'un demi-siècle d'écrasement, et trouvait devant lui tous ses vainqueurs encore bien en place, bureaucrates et bourgeois. Une victoire durable de la révolution n'était à nos yeux qu'une très faible possibilité, entre le 17 et le 30 mai. Mais, du moment que cette chance existait, nous l'avons montrée comme le *maximum* en jeu à partir d'un certain point atteint par la crise, et qui valait certainement d'être risqué. Déjà, à nos yeux, le mouvement était alors, quoi qu'il pût advenir, une grande victoire historique, et nous pensions que *la moitié seulement* de ce qui s'était déjà produit eût été un résultat très significatif.

Personne ne peut nier que l'I.S., opposée également en ceci à tous les groupuscules, s'est refusée à toute propagande en sa faveur. Ni le C.M.D.O. n'a arboré le « drapeau situationniste », ni aucun de nos textes de cette époque n'a parlé de l'I.S., excepté pour répondre à l'impudente invite de front commun lancée par Barjonet au lendemain du meeting de Charléty. Et parmi les multiples sigles publicitaires des groupes à vocation dirigeante, on n'a pas pu voir une seule inscription évoquant l'I.S. tracée sur les murs de Paris ; dont cependant nos partisans étaient sans doute les principaux maîtres.

Il nous semble, et nous présentons cette conclusion d'abord aux camarades d'autres pays qui connaîtront une crise de cette nature, que ces exemples montrent ce que peuvent faire, dans le premier stade de réapparition du mouvement révolutionnaire prolétarien, quelques individus, cohérents pour l'essentiel. En mai, il n'y avait à Paris qu'une dizaine de situationnistes et d'Enragés, et aucun en province. Mais l'heureuse conjonction de l'improvisation révolutionnaire spontanée et d'une sorte d'aura de sympathie qui existait autour de l'I.S. permirent de coordonner une action assez vaste, non seulement à Paris, mais dans plusieurs grandes villes, comme s'il s'était agi d'une organisation préexistante à l'échelle nationale. Plus largement même que cette organisation spontanée, une sorte de vague et mystérieuse menace situationniste fut ressentie et dénoncée en beaucoup d'endroits : en étaient les porteurs quelques centaines, voire quelques milliers, d'individus que les bureaucrates et les modérés qualifiaient de situationnistes ou, plus souvent, selon l'abréviation populaire qui apparut à cette époque, de *situs*. Nous nous considérons comme honorés par le fait que ce terme de « situ », qui paraît avoir trouvé son origine péjorative dans le langage de certains milieux étudiants de province, non seulement a servi à désigner les plus extrémistes participants du mouvement des occupations, mais encore comportait certaines connotations évoquant le vandale, le voleur, le voyou.

Nous ne pensons pas avoir évité de commettre des fautes. C'est encore pour l'instruction de camarades qui peuvent se trouver ultérieurement dans des circonstances similaires, que nous les énumérons ici.



BARRICADE SPARTAKISTE

« Noske tire avec l'artillerie — Spartakus n'a que l'infanterie — Les grenades frappent dans nos rangs — Les chiens de Noske donnent l'assaut à Büxenstein. »

Chanson des ouvriers, soldats et matelots de Berlin, 1919

citée in Georges Glaser,

Secret et Violence.

« Rue Gay-Lussac, les rebelles — n'ont que les voitures à brûler...

Ils nous lancent comme grêle — grenades et gaz chlorés — Nous ne trouvons que des pelles — et couteaux pour nous armer. »

Chanson du C.M.D.O.

Dans la rue Gay-Lussac, où nous nous retrouvions par petits groupes rassemblés spontanément, chacun de ces groupes rencontra plusieurs dizaines de personnes connues, ou qui seulement nous connaissaient de vue et venaient nous parler. Puis chacun, dans l'admirable désordre que présentait ce « quartier libéré », même longtemps avant l'inévitable attaque des policiers, s'éloignait vers telle « frontière » ou tel préparatif de défense. De sorte que, non seulement tous ceux-là restèrent plus ou moins isolés, mais nos groupes mêmes, le plus souvent, ne purent se joindre. Ce fut une lourde erreur de notre part de n'avoir pas tout de suite demandé à tous de rester groupés. En moins d'une heure, un groupe agissant ainsi eût inévitablement fait boule de neige, en rassemblant tout ce que nous pouvions connaître parmi ces barricadiers — où chacun de nous retrouvait plus d'amis qu'on en rencontre au hasard en une année dans Paris. On pouvait ainsi former une bande de deux à trois cents personnes, se connaissant et agissant ensemble, ce qui justement a le plus manqué dans cette lutte dispersée. Sans doute, le rapport numérique avec les forces qui cernaient le quartier, environ trois fois plus nombreuses que les émeutiers, sans parler même de la supériorité de leur armement, condamnait de toute façon cette lutte à l'échec. Mais un tel groupe pouvait permettre une certaine liberté de manœuvre, soit par quelque contre-charge sur un point du périmètre attaqué, soit en poussant les barricades à l'est de la rue Mouffetard, zone assez mal tenue par la police jusqu'à une heure très tardive, pour ouvrir une voie de retraite à tous ceux qui furent pris dans le filet (quelques centaines n'échappant que par chance, grâce au précaire refuge de l'École Normale Supérieure).

Au Comité d'occupation de la Sorbonne, nous avons fait, vu les conditions et la précipitation du moment, à peu près tout ce que nous pouvions faire. On ne peut nous reprocher de n'avoir pas fait davantage pour modifier l'architecture de ce triste édifice, dont nous n'eûmes même pas le temps de faire le tour. Il est vrai qu'une chapelle y subsistait, fermée, mais nous avons appelé par affiche les occupants — et Riesel également dans son intervention à l'assemblée générale du 14 mai — à la détruire au plus vite. D'autre part, « Radio-Sorbonne » n'existe nullement en tant qu'appareil

émetteur, et on ne doit donc pas nous blâmer de ne pas l'avoir employé. Il va de soi que nous n'avons pas envisagé ni préparé l'incendie du bâtiment, le 17 mai, comme le bruit en a couru alors à la suite de quelques calomnies obscures des groupuscules : cette date suffit à montrer combien le projet eût été impolitique. Nous ne nous sommes pas davantage dispersés sur les détails, quelque utilité qu'on puisse leur reconnaître. Ainsi, c'est pure fantaisie quand Jean Maitron avance que « le restaurant et la cuisine de la Sorbonne... sont restés jusqu'en juin contrôlés par les "situationnistes". Très peu d'étudiants parmi eux. Beaucoup de jeunes sans travail. » (*La Sorbonne par elle-même*, p. 114, Éditions Ouvrières, 1968). Nous devons toutefois nous reprocher cette erreur : les camarades chargés d'envoyer au tirage les tracts et déclarations émanant du Comité d'occupation, à partir de 17 heures le 16 mai, remplacèrent la signature « Comité d'occupation de la Sorbonne » par « Comité d'occupation de l'Université autonome et populaire de la Sorbonne », et personne ne s'en avisa. Il est sûr que c'était une régression d'une certaine portée, car la Sorbonne n'avait d'intérêt à nos yeux qu'en tant que *bâtiment saisi par le mouvement révolutionnaire*, et cette signature donnait à croire que nous pouvions reconnaître le lieu comme prétendant encore être une *Université*, fut-elle « autonome et populaire » ; chose que nous méprisons en tout cas, et qu'il était d'autant plus fâcheux de paraître accepter en un tel moment. Une faute d'inattention, moins importante, fut commise le 17 mai quand un tract, émanant d'ouvriers de la base venus de Renault, fut diffusé sous la signature « Comité d'occupation ». Le Comité d'occupation avait certes très bien fait de fournir des moyens d'expression, sans aucune censure, à ces travailleurs, mais il fallait préciser que ce texte était rédigé par eux, et se trouvait seulement *édité* par le Comité d'occupation ; et ceci d'autant plus que ces ouvriers, appelant à continuer les « marches sur Renault », admettaient encore à cette heure l'argument mystifiant des syndicats sur la nécessité de garder fermées les portes de l'usine, pour qu'une attaque de la police ne pût pas prendre prétexte et avantage de leur ouverture.

Le C.M.D.O. oublia de faire porter sur chacune de ses publications la mention « imprimé par des ouvriers en grève », qui certainement eût été exemplaire, en parfait accord avec les théories qu'elles évoquaient, et qui eût donné une excellente réplique à l'habituelle marque syndicale des imprimeries de presse. Erreur plus grave : tandis qu'un usage excellent était fait du téléphone, nous avons complètement négligé la possibilité de nous servir des *téléscripteurs* qui permettaient de toucher quantité d'usines et de bâtiments occupés en France, et d'envoyer des informations dans toute l'Europe. Singulièrement, nous avons négligé le circuit utilisable des observatoires astronomiques, qui nous était accessible au moins à partir de l'Observatoire occupé de Meudon.

Mais ceci dit, et s'il s'agit de formuler un jugement sur l'essentiel, toutes ces entreprises de l'I.S. rassemblées et considérées, nous ne voyons point en quoi elle mériterait d'être blâmée.

Citons maintenant les principaux *résultats* du mouvement des occupations, jusqu'ici. En France, ce mouvement a été vaincu, mais d'aucune manière *écrasé*. C'est sans doute le point le plus notable, et qui présente le plus grand intérêt dans la pratique. Il semble que jamais une crise sociale d'une telle gravité n'avait fini sans qu'une répression ne vienne affaiblir, plus ou moins durablement, le courant révolutionnaire ; comme une sorte de contrepartie dont il doit s'attendre à payer l'expérience historique qui, chaque fois, a été portée à l'existence. On sait qu'aucune répression proprement politique n'a été maintenue, quoique naturellement, en plus des nombreux étrangers expulsés administrativement, plusieurs centaines d'émeutiers se soient trouvés condamnés, dans les mois suivants, pour des délits dits « de droit commun » (si plus d'un tiers de l'effectif du Conseil pour le maintien des occupations avait été arrêté dans les divers affrontements, aucun de ses membres ne tomba dans cette rubrique, le mouvement de retraite du C.M.D.O., à la fin de juin, ayant été fort bien conduit). Tous les responsables politiques qui n'avaient pas su échapper à l'arrestation à la fin de la crise ont été libérés après quelques semaines de détention, et aucun n'a été traduit devant un tribunal. Le gouvernement a dû se résoudre à ce nouveau recul rien que pour obtenir une apparence de rentrée universitaire calme, et une *apparence d'examens* à l'automne de 1968 ; la seule pression du Comité d'action des étudiants en médecine obtint cette importante concession dès la fin du mois d'août.

L'ampleur de la crise révolutionnaire a gravement déséquilibré « ce qui a été attaqué de front... l'économie capitaliste *fonctionnant bien* » (Viénet), non certes du fait de l'augmentation, tout à fait

supportable, consentie sur les salaires, ni même du fait de l'arrêt total de la production pendant quelques semaines ; mais surtout parce que la bourgeoisie française *a perdu sa confiance dans la stabilité du pays* : ce qui — rejoignant les autres aspects de l'actuelle crise monétaire des échanges internationaux — a entraîné l'évasion massive des capitaux et la crise du Franc apparue dès novembre (les réserves en devises du pays sont tombées de 30 milliards de Francs en mai 1968 à 18 milliards un an après). Après la dévaluation *retardée* du 8 août 1969, *Le Monde* du lendemain commençait à s'apercevoir que « le franc, comme le général, était "mort" en mai ».

Le régime « gaulliste » n'était qu'un bien mince détail dans cette mise en question générale du capitalisme moderne. Pourtant le pouvoir de de Gaulle a reçu, lui aussi, le coup mortel en mai. Malgré son rétablissement de juin — objectivement facile, comme nous l'avons dit, puisque la véritable lutte avait été perdue ailleurs —, de Gaulle ne pouvait effacer, comme responsable de l'État qui avait *survécu* au mouvement des occupations, la tare d'avoir été responsable de l'État qui *avait subi* le scandale de son existence. De Gaulle, qui ne faisait que couvrir, dans son style personnel, tout ce qui arrivait — et ce cours des choses n'était rien d'autre que la modernisation normale de la société capitaliste — avait prétendu régner par le prestige. Son prestige a subi en mai une humiliation définitive, subjectivement ressentie par lui-même aussi bien qu'objectivement constatée par la classe dominante et les électeurs qui la plébiscitent indéfiniment. La bourgeoisie française recherche une forme de pouvoir politique plus rationnelle, moins capricieuse et moins rêveuse ; plus intelligente pour la défendre des nouvelles menaces dont elle a constaté avec stupeur le surgissement. De Gaulle voulait effacer le mauvais rêve persistant, « les derniers fantômes de mai », en gagnant, le 27 avril, ce référendum annoncé le 24 mai, et que l'émeute avait annulé dans la même nuit. Le « pouvoir stable » qui a trébuché alors sentait bien qu'il n'avait plus retrouvé son équilibre, et il tenait imprudemment à être vite rassuré par un rite de réadhesion factice. Les slogans des manifestants du 13 mai 1968 ont été justifiés : de Gaulle n'a pas atteint son onzième anniversaire ; non certes du fait de l'opposition bureaucratique ou pseudo-réformiste, mais parce que, le lendemain, on vit que la rue Gay-Lussac débouchait directement sur toutes les usines de France.

Un désordre généralisé, qui met en cause à leur racine toutes les institutions, s'est installé dans la plupart des facultés, et surtout dans les lycées. Si, se limitant au plus urgent, l'État a sauvé à peu près le niveau de l'enseignement dans les disciplines scientifiques et les grandes écoles, ailleurs l'année universitaire 1968-69 a été bel et bien perdue, et les diplômes sont effectivement dévalués, alors même qu'ils sont encore loin d'être méprisés par la masse des étudiants. Une telle situation est, à la longue, incompatible avec le fonctionnement normal d'un pays industriel avancé, et amorce une chute dans le sous-développement, en créant un « goulot d'étranglement » qualitatif dans l'enseignement secondaire. Même si le courant extrémiste n'a gardé en réalité qu'une base étroite dans le milieu étudiant, il semble qu'il ait la force suffisante pour maintenir un processus de dégradation continue : à la fin de janvier, l'occupation et la mise à sac du rectorat à la Sorbonne, et nombre d'incidents assez graves depuis, ont montré que le simple maintien d'un pseudo-enseignement constitue un sujet d'inquiétude considérable pour les forces du maintien de l'ordre.



OCCUPATION DU RECTORAT À LA SORBONNE

« O prodige ! Combien de belles créatures vois-je ici assemblées ! Que l'humanité est admirable ! O splendide nouveau monde qui compte de pareils habitants ! »

Shakespeare, **La Tempête**.



PEINTURE MODIFIÉE EN JANVIER 1969

« Comment allons-nous mettre en faillite la culture dominante ? De deux façons, graduellement d'abord et puis brusquement. »

Internationale Situationniste 8 (**janvier 1963**).

« De nombreux passants, parmi lesquels des ouvrières d'un chantier voisin, s'appliquent à copier des citations affichées sur les murs de la faculté, située sur les bords de la Vltava (...) " Quelle époque terrible que celle où des idiots dirigent des aveugles " (Shakespeare) ».

Le Monde (20-11-68).

« Ces inscriptions, vous les avez tous lues : nées au début de janvier 1969, elles ont disparu après le premier tour des élections présidentielles. Leur existence a été éphémère, mais elles ont suscité tant de commentaires que les responsables de la publicité dans le métro, pour éviter toute " nouvelle vague ", viennent d'apposer dans chaque station une affiche où l'on rappelle aux auteurs de graffiti " qu'ils encourrent une amende de 400 à 1 000 francs, assortie d'une peine de deux jours à un mois "... Un spécialiste de la publicité résumait l'action des auteurs de graffiti par la formule : " Ils ont combattu la publicité sur son propre terrain avec ses propres armes "... Responsables : un petit groupe d'étudiants révolutionnaires. Mi-lettristes, mi-situationnistes... ».

France-Soir (6-8-69).

L'agitation sporadique des usines, qui ont appris la grève sauvage et où se sont implantés des groupes radicaux plus ou moins consciemment ennemis des syndicats, entraîne, malgré les efforts des bureaucrates, nombre de grèves partielles qui paralysent aisément des entreprises de plus en plus concentrées, pour lesquelles s'accroît toujours l'interdépendance des différentes opérations. Ces secousses ne laissent oublier à personne que le sol n'est pas redevenu solide dans les entreprises, et que les formes *modernes* d'exploitation ont révélé en mai à la fois l'ensemble de leurs moyens associés, et leur nouvelle fragilité.

Après l'érosion du vieux stalinisme orthodoxe (lisible même dans les pertes de la C.G.T. aux récentes élections professionnelles), c'est le tour des petits partis gauchistes de s'user en manœuvres malheureuses : presque tous auraient bien voulu recommencer *mécaniquement* le processus de mai, pour y recommencer leurs erreurs. Ils ont noyauté facilement ce qui restait de Comités d'action, et les Comités d'action n'ont pas manqué de disparaître. Les petits partis gauchistes eux-mêmes éclatent en de nombreuses nuances hostiles, chacun tenant ferme sur une sottise qui exclut glorieusement

toutes celles de leurs rivaux. Sans doute, les éléments radicaux, devenus nombreux depuis mai, sont encore dispersés — et d'abord dans les usines. La cohérence qu'il leur faut acquérir est encore, faute d'avoir su organiser une véritable pratique autonome, altérée par des illusions anciennes, ou du verbiage, ou même parfois par une malsaine admiration unilatérale « pro-situationniste ». Leur seule voie est pourtant tracée, qui sera évidemment difficile et longue : la formation d'organisations *conseillistes* de travailleurs révolutionnaires, se fédérant sur la seule base de la démocratie totale et de la critique totale. Leur première tâche théorique sera de combattre, et de démentir en pratique, la dernière forme d'idéologie que le vieux monde leur opposera : *l'idéologie conseilliste*, telle qu'une première forme grossière était exprimée, à la fin de la crise, par un groupe « Révolution Internationale », implanté à Toulouse, qui proposait tout simplement — on ne sait d'ailleurs à qui — *d'élire* des Conseils Ouvriers au-dessus des assemblées générales, qui ainsi n'auraient plus qu'à ratifier les actes de cette sage néo-direction révolutionnaire. Ce monstre léninisto-yougoslave, repris depuis par l'« Organisation trotskiste » de Lambert, est presque aussi étrange à présent que l'emploi du terme de « démocratie directe » par les gaullistes quand ils étaient entichés de « dialogue » référendaire. La prochaine révolution ne reconnaîtra comme Conseils que les assemblées générales souveraines de la base, dans les entreprises et les quartiers ; et leurs délégués toujours révocables dépendant d'elles seules. Une organisation conseilliste ne défendra jamais d'autre but : il lui faut traduire en actes une dialectique qui dépasse les termes figés et unilatéraux du spontanéisme et de l'organisation ouvertement ou sournoisement bureaucratisée. Elle doit être une organisation qui marche *révolutionnairement* vers la révolution des Conseils ; une organisation qui ne se disperse pas après le moment de la lutte déclarée, et qui ne s'institutionnalise pas.

Cette perspective n'est pas limitée à la France, mais internationale. C'est le sens total du mouvement des occupations qu'il faudra comprendre partout, comme déjà son exemple en 1968 a déclenché, ou porté à un degré supérieur, des troubles graves à travers l'Europe, en Amérique et au Japon. Des suites immédiates de mai, les plus remarquables furent la sanglante révolte des étudiants mexicains, qui put être brisée dans un relatif isolement, et le mouvement des étudiants yougoslaves contre la bureaucratie et pour l'autogestion prolétarienne, qui entraîna partiellement les ouvriers et mit le régime de Tito en grand péril : mais là, plus que les concessions proclamées par la classe dominante, l'intervention russe en Tchécoslovaquie vint puissamment au secours du régime ; elle lui permit de rassembler le pays en faisant redouter l'éventualité d'une invasion par une bureaucratie étrangère. La main de la nouvelle Internationale commence à être dénoncée par les polices de différents pays, qui croient découvrir les directives de révolutionnaires français à Mexico pendant l'été de 1968 comme à Prague dans la manifestation antirusse du 28 mars 1969 ; et le gouvernement franquiste au début de cette année, a explicitement justifié son recours à l'état d'exception par un risque d'évolution de l'agitation universitaire vers une crise générale du type français. Il y a longtemps que l'Angleterre connaissait des grèves sauvages, et un des buts principaux du gouvernement travailliste était évidemment d'arriver à les interdire ; mais il est hors de doute que c'est la première expérience d'une grève générale sauvage qui a mené Wilson à déployer tant de hâte et d'acharnement pour arracher cette année une législation répressive contre ce type de grève. Cet arriviste n'a pas hésité à risquer sur le « projet Castle » sa carrière, et l'unité même de la bureaucratie politico-syndicale travailliste, car si les syndicats sont les ennemis directs de la grève sauvage, ils ont peur de perdre eux-mêmes toute importance en perdant tout contrôle sur les travailleurs, dès que serait abandonné à l'État le droit d'intervenir, sans passer par leur médiation, contre les formes réelles de la lutte de classes. Et, le 1^{er} mai, la grève anti-syndicale de 100 000 dockers, typographes et métallurgistes contre la loi dont on les menaçait a montré, pour la première fois depuis 1926, une grève politique en Angleterre : comme il est juste, c'est contre un gouvernement travailliste que cette forme de lutte a pu reparaître.

Wilson a dû se déconsidérer en renonçant à son projet le plus cher, et en repassant à la police syndicale le soin de réprimer elle-même les 95 % des arrêts du travail constitués désormais en Angleterre par les grèves sauvages. En août, la grève sauvage gagnée après huit semaines par les fondeurs des aciéries de Port-Talbot « a prouvé que la direction du T.U.C. n'est pas armée pour ce rôle » (*Le Monde*, 30-8-69).



INSCRIPTION SUR LES FRESQUES
DE L'UNIVERSITÉ DE GÊNES (1969)

Nous reconnaissons bien le ton nouveau sur lequel désormais, à travers le monde, une critique radicale prononce sa déclaration de guerre à la vieille société, depuis le groupe extrémiste mexicain Caos, qui appelait pendant l'été de 1968 au sabotage des Jeux Olympiques et de « la société de consommation spectaculaire », jusqu'aux inscriptions des murs d'Angleterre et d'Italie ; depuis le cri d'une manifestation à Wall Street, rapporté par l'A.F.P. du 12 avril — « Stop the Show » —, dans cette société américaine dont nous signalions en 1965 « le déclin et la chute » et que ses responsables eux-mêmes avouent maintenant être « une société malade », jusqu'aux publications et aux actes des *Acratas* de Madrid.

En Italie, l'I.S. a pu apporter une certaine aide au courant révolutionnaire, dès la fin de 1967, moment où l'occupation de l'Université de Turin donna le départ à un vaste mouvement ; tant par quelques éditions, mauvaises mais vite épuisées, de textes de base (chez Feltrinelli et De Donato), que du fait de l'action radicale de quelques individus, quoique l'actuelle section italienne de l'I.S. n'ait été formellement constituée qu'en janvier 1969. La lente évolution depuis vingt-deux mois, de la crise italienne — ce qui a été appelé « le mai rampant » — s'était d'abord enlisée en 1968 dans la constitution d'un « Mouvement étudiant » beaucoup plus arriéré encore qu'en France, et isolé — à l'exemplaire exception près de l'occupation de l'hôtel de ville d'Orgosolo, en Sardaigne, par les étudiants, les bergers et les ouvriers unis. Mais les luttes ouvrières commençaient elles-mêmes lentement, et s'aggravaient en 1969, malgré les efforts du parti stalinien et des syndicats qui s'épuisent à fragmenter la menace en concédant des grèves d'une journée à l'échelle nationale par catégories, ou des grèves générales d'une journée par province. Au début d'avril, l'insurrection de Battipaglia, suivie de la mutinerie des prisons de Turin, Milan et Gênes, ont porté la crise à un niveau supérieur, et réduit encore la marge de manœuvre des bureaucrates. À Battipaglia, les travailleurs, après que la police ait tiré, sont restés maîtres de la ville pendant plus de vingt-quatre heures, s'emparant des armes, assiégeant les policiers réfugiés dans leurs casernes et les sommant de se rendre, barrant les routes et les voies ferrées. Alors que l'arrivée massive des renforts de carabinieri avait repris le contrôle de la ville et des voies de communication, une ébauche de Conseil existait encore à Battipaglia, prétendant remplacer la municipalité et exercer le pouvoir direct des habitants sur leurs propres affaires. Si les manifestations de soutien dans toute l'Italie, encadrées par les bureaucrates, restèrent platoniques, du moins les éléments révolutionnaires de Milan réussirent-ils à s'attaquer violemment à ces bureaucrates, et à ravager le centre de la ville, se heurtant fortement à la police. En cette occasion, les situationnistes italiens ont repris les méthodes françaises de la plus adéquate manière.

Dans les mois suivants, les mouvements « sauvages » chez Fiat et parmi les ouvriers du nord, plus que la décomposition achevée du gouvernement, ont montré à quel point l'Italie est proche d'une crise révolutionnaire *moderne*. Le tour pris en août par les grèves sauvages de la Pirelli de Milan et de Fiat à Turin signale l'imminence d'un affrontement total.



LA ZENGAKUREN EN 1968

On comprendra aisément la principale raison qui nous a fait ici traiter ensemble la question du sens général des nouveaux mouvements révolutionnaires et celle de leurs rapports avec les thèses de l'I.S. Naguère, ceux qui voulaient bien reconnaître de l'intérêt à quelques points de notre théorie regrettaient que nous en suspendions nous-mêmes toute la vérité à un retour de la révolution sociale, et jugeaient cette dernière « hypothèse » incroyable. En revanche, divers activistes tournant à vide, mais tirant vanité de rester allergiques à toute théorie actuelle, posaient, à propos de l'I.S., la stupide question : « quelle est son action pratique ? » Faute de comprendre, si peu que ce soit, le processus dialectique d'une rencontre entre le mouvement réel et « sa propre théorie inconnue », tous voulaient négliger ce qu'ils croyaient être *une critique désarmée*. Maintenant, elle s'arme. Le « lever du soleil qui, dans un éclair, dessine en une fois la forme du nouveau monde », on l'a vu dans ce mois de mai de France, avec les drapeaux rouges et les drapeaux noirs mêlés de la démocratie ouvrière. La suite viendra partout. Et si nous, dans une certaine mesure, sur le retour de ce mouvement, nous avons écrit notre nom, ce n'est pas pour en conserver quelque moment ou en tirer quelque autorité. Nous sommes désormais sûrs d'un aboutissement satisfaisant de nos activités : l'I.S. sera dépassée.

La planète malade

(1971)

La « pollution » est aujourd'hui à la mode, exactement de la même manière que la révolution : elle s'empare de toute la vie de la société, et elle est représentée illusoirement dans le spectacle. Elle est bavardage assommant dans une pléthore d'écrits et de discours erronés et mystificateurs, et elle prend tout le monde à la gorge dans les faits. Elle s'expose partout en tant qu'idéologie, et elle gagne du terrain en tant que processus réel. Ces deux mouvements antagonistes, le stade suprême de la production marchande et le projet de sa négation totale, également riches de contradictions en eux-mêmes, grandissent ensemble. Ils sont les deux côtés par lesquels se manifeste un même moment historique longtemps attendu, et souvent prévu sous des figures partielles inadéquates : l'impossibilité de la continuation du fonctionnement du capitalisme.

L'époque qui a tous les moyens techniques d'altérer absolument les conditions de vie sur toute la Terre est également l'époque qui, par le même développement technique et scientifique séparé, dispose de tous les moyens de contrôle et de prévision mathématiquement indubitable pour mesurer exactement par avance où mène - et vers quelle date - la croissance automatique des forces productives aliénées de la société de classes : c'est à dire pour mesurer la dégradation rapide des conditions mêmes de la survie, au sens le plus général et le plus trivial du terme.

Tandis que des imbéciles passésistes dissertent encore sur, et contre, une critique *esthétique* de tout cela, et croient se montrer lucides et modernes en affectant d'épouser leur siècle, en proclamant que l'autoroute ou Sarcelles ont leur beauté que l'on devrait préférer à l'inconfort des « pittoresques » quartiers anciens, ou en faisant gravement remarquer que l'ensemble de la population mange mieux, en dépit des nostalgiques de la bonne cuisine, déjà le problème de la dégradation de la totalité de l'environnement naturel et humain a complètement cessé de se poser sur le plan de la prétendue qualité ancienne, esthétique ou autre, pour devenir radicalement le problème même de *la possibilité matérielle d'existence* du monde qui poursuit un tel mouvement. L'impossibilité est en fait déjà parfaitement démontrée par toute la connaissance scientifique séparée, qui ne discute plus que de l'échéance ; et des palliatifs qui pourraient, si on les appliquait fermement, la reculer légèrement. Une telle science ne peut qu'accompagner vers la destruction le monde qui l'a produite et qui *la tient* ; mais elle est forcée de le faire avec les yeux ouverts. Elle montre ainsi, à un degré caricatural, l'inutilité de la connaissance sans emploi.

On mesure et on extrapole avec une précision excellente l'augmentation rapide de la pollution chimique de l'atmosphère respirable ; de l'eau des rivières, des lacs et déjà des océans, et l'augmentation irréversible de la radioactivité accumulée par le développement *pacifique* de l'énergie nucléaire ; des effets du bruit ; de l'envahissement de l'espace par des produits en matières plastiques qui peuvent prétendre à une éternité de dépotoir universel ; de la natalité folle ; de la falsification insensée des aliments ; de la lèpre urbanistique qui s'étale toujours plus à la place de ce que furent la ville et la campagne ; ainsi que des maladies mentales - y compris les craintes névrotiques et les hallucinations qui ne sauraient manquer de se multiplier bientôt sur le thème de la pollution elle-même, dont on affiche partout l'image alarmante - et du suicide, dont les taux d'expansion recoupent déjà exactement celui de l'édification d'un tel environnement (pour ne rien dire des effets de la guerre atomique ou bactériologique, dont les moyens sont en place comme l'épée de Damoclès, mais restent évidemment évitables).

Bref, si l'ampleur et la réalité même des « terreurs de l'An Mil » sont encore un sujet controversé parmi les historiens, la terreur de l'An Deux Mille est aussi patente que bien fondée ; elle est dès à présent certitude *scientifique*. Cependant, ce qui se passe n'est rien de foncièrement nouveau : c'est seulement la *fin forcée* du processus ancien. Une société toujours plus malade, mais toujours plus puissante, a recréé partout concrètement le monde comme environnement et décor de sa maladie, en tant que *planète malade*. Une société qui n'est pas encore devenue homogène et qui n'est pas déterminée par elle-même, mais *toujours plus* par une partie d'elle-même qui se place au-dessus d'elle, qui lui est extérieure, a développé un mouvement de domination de la nature qui ne s'est pas dominé lui-même. Le capitalisme a enfin apporté la preuve, par son propre mouvement, *qu'il ne peut plus développer les forces productives* ; et ceci non pas *quantitativement*, comme beaucoup avaient cru le comprendre, mais *qualitativement*.

Cependant, pour la pensée bourgeoise, méthodologiquement, seul le quantitatif est le sérieux, le mesurable, l'effectif ; et le qualitatif n'est que l'incertaine décoration subjective ou artistique du vrai réel estimé à son vrai poids. Pour la pensée dialectique au contraire, donc pour l'histoire et pour le prolétariat, le qualitatif est la dimension la plus décisive du développement réel. Voilà bien ce que, le capitalisme et nous, nous aurons fini par démontrer.

Les maîtres de la société sont obligés maintenant de parler de la pollution, et pour la combattre (car ils vivent, après tout, sur la même planète que nous ; voilà le seul sens auquel on peut admettre que le développement du capitalisme a réalisé effectivement une certaine fusion des classes) et pour la dissimuler : car la simple vérité des « nuisances » et des risques présents suffit pour constituer un immense facteur de révolte, une exigence *matérialiste* des exploités, tout aussi vitale que l'a été la lutte des prolétaires du XIX^e siècle pour la possibilité de manger. Après l'échec fondamental des tous les réformismes du passé - qui tous aspiraient à la solution définitive du problème des classes -, un nouveau réformisme se dessine, qui obéit aux mêmes nécessités que les précédents : huiler la machine et ouvrir de nouvelles occasions de profit aux entreprises de pointe. Le secteur le plus moderne de l'industrie se lance sur les différents palliatifs de la pollution, comme sur un nouveau débouché, d'autant plus rentable qu'une bonne part du capital monopolisé par l'État y est à employer et manœuvrer. Mais si ce nouveau réformisme a d'avance la garantie de son échec, exactement pour les mêmes raisons que les réformismes passés, il entretient vis-à-vis d'eux cette radicale différence *qu'il n'a plus le temps devant lui*.

Le développement de la production s'est entièrement vérifié jusqu'ici en tant qu'accomplissement *de l'économie politique* : développement de la misère, qui a envahi et abîmé le milieu même de la vie. La société où les producteurs se tuent au travail, et n'ont qu'à en contempler le résultat, leur donne franchement à voir, et à respirer, le résultat général du travail aliéné en tant que résultat *de mort*. Dans la société de l'économie surdéveloppée, tout est entré dans la sphère des *biens économiques*, même l'eau des sources et l'air des villes, c'est-à-dire que tout est devenu le *mal économique*, « reniement achevé de l'homme » qui atteint maintenant sa parfaite *conclusion matérielle*. Le conflit des forces productives modernes et des rapports de production, bourgeois ou bureaucratiques, de la société capitaliste est entré dans sa phase ultime. La production de la non-vie a poursuivi de plus en plus vite son processus linéaire et cumulatif ; venant de franchir un dernier seuil dans *son* progrès, elle produit maintenant directement la mort.

La fonction dernière, avouée, essentielle, de l'économie développée aujourd'hui, dans le monde entier où règne le travail-marchandise, qui assure tout le pouvoir à ses patrons, c'est *la production des emplois*. On est donc bien loin des idées « progressistes » du siècle précédent

sur la diminution possible du travail humain par la multiplication scientifique et technique de la productivité, qui était censée assurer toujours plus aisément la satisfaction des besoins *antérieurement reconnus par tous comme réels*, et sans *altération fondamentale* de la qualité même des biens qui se trouveraient disponibles. C'est à présent pour « produire des emplois », jusque dans les campagnes vidées de paysans, c'est-à-dire pour utiliser du travail humain *en tant que travail aliéné*, en tant que salariat, que l'on fait *tout le reste* ; et donc que l'on menace stupidement les bases, actuellement plus fragiles encore que la pensée d'un Kennedy ou d'un Brejnev, de la vie de l'espèce.

Le vieil océan est en lui-même indifférent à la pollution ; mais l'histoire ne l'est pas. Elle ne peut être sauvée que par l'abolition du travail-marchandise. Et jamais la conscience historique n'a eu autant besoin de dominer de toute urgence son monde, car l'ennemi qui est à sa porte n'est plus l'illusion, mais sa mort.

Quand les pauvres maîtres de la société dont nous voyons le déplorable aboutissement, bien pire que toutes les condamnations que purent fulminer autrefois les plus radicaux des utopistes, doivent présentement avouer que notre environnement est devenu social ; que la gestion de *tout* est devenue une affaire directement *politique*, jusqu'à l'herbe des champs et la possibilité de boire, jusqu'à la possibilité de dormir sans trop de somnifères ou de se laver sans souffrir d'allergies, dans un tel moment on voit bien aussi que la vieille politique spécialisée doit avouer qu'elle est complètement finie.

Elle est finie dans la forme suprême de son volontarisme : le pouvoir bureaucratique totalitaire des régimes dits socialistes, parce que les bureaucrates au pouvoir ne se sont même pas montrés capables de gérer le stade antérieur de l'économie capitaliste. S'ils polluent beaucoup moins - les États-Unis à eux seuls produisent 50 % de la pollution mondiale -, c'est parce qu'ils sont beaucoup plus pauvres. Ils ne peuvent, comme par exemple la Chine, en y bloquant une part disproportionnée de son budget de misère, que se payer la part de pollution de prestige des puissances pauvres ; quelques redécouvertes et perfectionnements dans les techniques de la guerre thermonucléaire, ou plus exactement de son spectacle menaçant. Tant de pauvreté, matérielle et mentale, soutenue par tant de terrorisme, condamne les bureaucraties au pouvoir. Et ce qui condamne le pouvoir bourgeois le plus modernisé, c'est le résultat insupportable de tant de richesse *effectivement empoisonnée*. La gestion dite démocratique du capitalisme, dans quelque pays que ce soit, n'offre que ses élections-démissions qui, on l'a toujours vu, ne changeaient jamais rien dans l'ensemble, et même fort peu dans le détail, à une société de classes qui s'imaginait qu'elle pourrait durer indéfiniment. Elles n'y changent rien de plus au moment où cette gestion elle-même s'affole et feint de souhaiter, pour trancher certains problèmes secondaires mais urgents, quelques vagues directives de l'électorat aliéné et crétinisé (U.S.A., Italie, Angleterre, France). Tous les observateurs spécialisés avaient toujours relevé - sans trop s'embarrasser à l'expliquer - ce fait que l'électeur ne change presque jamais d' « opinion » : c'est justement parce qu'il est l'électeur, celui qui assume, pour un bref instant, le rôle abstrait qui est précisément destiné à l'empêcher d'être par lui-même, et de changer (le mécanisme a été démonté cent fois, tant par l'analyse politique démystifiée que par les explications de la psychanalyse révolutionnaire). L'électeur ne change pas davantage quand le monde change toujours plus précipitamment autour de lui et, *en tant qu'électeur*, il ne changerait même pas à la veille de la fin du monde. Tout système représentatif est essentiellement *conservateur*, alors que les conditions d'existence de la société capitaliste n'ont jamais pu être conservées : elles se modifient sans interruption, et toujours plus vite, mais la décision - qui est toujours finalement décision de laisser faire le processus même de la production marchande - est entièrement laissée à des spécialistes publicistes ; qu'ils soient seuls dans la course ou bien en concurrence avec ceux qui vont faire la même chose, et d'ailleurs l'annoncent hautement. Cependant, l'homme qui vient de voter « librement » pour les gaullistes ou le P.C.F., tout autant que l'homme qui vient

de voter, contraint et forcé, pour un Gomulka, est capable de montrer ce qu'il est vraiment, la semaine d'après, en participant à une grève sauvage ou à une insurrection.

La soi-disant « lutte contre la pollution », par son côté étatique et réglementaire, va d'abord créer de nouvelles spécialisations, des services ministériels, des *jobs*, de l'avancement bureaucratique. Et son efficacité sera tout à fait à la mesure de tels moyens. Elle ne peut devenir une volonté réelle, qu'en transformant le système productif actuel dans ses racines mêmes. Et elle ne peut être appliquée fermement qu'à l'instant où toutes ses décisions, prises démocratiquement en pleine connaissance de cause, par les producteurs, seront à tout instant contrôlées et exécutées *par les producteurs eux-mêmes* (par exemple les navires déverseront inmanquablement leur pétrole en mer tant qu'ils ne seront pas sous l'autorité de réels *soviets de marins*). Pour décider et exécuter tout cela, il faut que les producteurs deviennent adultes : il faut qu'ils s'emparent tous du pouvoir.

L'optimisme scientifique du XIX^e siècle s'est écroulé sur trois points essentiels. Premièrement, la prétention de *garantir* la révolution comme résolution heureuse des conflits existants (c'était l'illusion hégélo-gauchiste et marxiste ; la moins ressentie dans l'intelligentsia bourgeoise, mais la plus riche, et finalement la moins illusoire). Deuxièmement, la vision cohérente de l'univers, et même simplement de la matière. Troisièmement, le sentiment euphorique et linéaire du développement des forces productives. Si nous dominons le premier point, nous aurons résolu le troisième ; et nous saurons bien plus tard faire du second notre affaire et notre jeu. Il ne faut pas soigner les symptômes mais la maladie même. Aujourd'hui la peur est partout, on n'en sortira qu'en se confiant à nos propres forces, à notre capacité de détruire toute aliénation existante, et toute image du pouvoir qui nous a échappé. En remettant *tout, excepté nous-mêmes*, au seul pouvoir des Conseils des Travailleurs possédant et reconstruisant à tout instant la totalité du monde, c'est-à-dire à la rationalité vraie, à une légitimité nouvelle.

En matière d'environnement « naturel » et construit, de natalité, de biologie, de production, de « folie », etc., il n'y aura pas à choisir entre la fête et le malheur mais consciemment et à chaque carrefour, entre mille possibilités heureuses ou désastreuses, relativement corrigibles et, d'autre part, le néant. Les choix *terribles* du futur proche laissent cette seule alternative : démocratie totale ou bureaucratie totale. Ceux qui doutent de la démocratie totale doivent faire des efforts pour se la prouver à eux-mêmes, en *lui donnant l'occasion de se prouver en marchant* ; ou bien il ne leur reste qu'à acheter leur tombe à tempérament, car « l'autorité, on l'a vue à l'œuvre, et ses œuvres la condamnent » (Joseph Déjacque).

« La révolution ou la mort », ce slogan n'est plus l'expression lyrique de la conscience révoltée, c'est *le dernier mot de la pensée scientifique* de notre siècle. Ceci s'applique aux périls de l'espèce comme à l'impossibilité d'adhésion pour les individus. Dans cette société où le suicide progresse comme on sait, les spécialistes ont dû reconnaître, avec un certain dépit, qu'il était retombé à presque rien en mai 1968. Ce printemps obtint aussi, sans précisément y monter à l'assaut, un beau ciel, parce que quelques voitures avaient brûlé et que toutes les autres manquaient d'essence pour polluer. Quand il pleut, quand il y a de faux nuages sur Paris, n'oubliez jamais que c'est la faute du gouvernement. La production industrielle aliénée fait la pluie. La révolution fait le beau temps.

Guy Debord (1971).

COMMENTAIRES SUR LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE

1988

À la mémoire de Gérard Lebovici,
assassiné à Paris, le 5 mars 1984,
dans un guet-apens resté mystérieux.

« Quelque critiques que puissent être la situation et les circonstances où vous vous trouvez, ne désespérez de rien ; c'est dans les occasions où tout est à craindre, qu'il ne faut rien craindre ; c'est lorsqu'on est environné de tous les dangers, qu'il n'en faut redouter aucun ; c'est lorsqu'on est sans aucune ressource, qu'il faut compter sur toutes ; c'est lorsqu'on est surpris, qu'il faut surprendre l'ennemi lui-même. »

Sun Tse (L'Art de la guerre)

I

Ces *Commentaires* sont assurés d'être promptement connus de cinquante ou soixante personnes ; autant dire beaucoup dans les jours que nous vivons, et quand on traite de questions si graves. Mais aussi c'est parce que j'ai, dans certains milieux, la réputation d'être un connaisseur. Il faut également considérer que, de cette élite qui va s'y intéresser, la moitié, ou un nombre qui s'en approche de très près, est composée de gens qui s'emploient à maintenir le système de domination spectaculaire, et l'autre moitié de gens qui s'obstineront à faire tout le contraire. Ayant ainsi à tenir compte de lecteurs très attentifs et diversement influents, je ne peux évidemment parler en toute liberté. Je dois surtout prendre garde à ne pas trop instruire n'importe qui.

Le malheur des temps m'obligera donc à écrire, encore une fois, d'une façon nouvelle. Certains éléments seront volontairement omis ; et le plan devra rester assez peu clair. On pourra y rencontrer, comme la signature même de l'époque, quelques leurres. À condition d'intercaler ça et là plusieurs autres pages, le sens total peut apparaître : ainsi, bien souvent, des articles secrets ont été ajoutés à ce que des traités stipulaient ouvertement, et de même il arrive que des agents chimiques ne révèlent une part inconnue de leurs propriétés que lorsqu'ils se trouvent associés à d'autres. Il n'y aura, d'ailleurs, dans ce bref ouvrage, que trop de choses qui seront, hélas, faciles à comprendre.

II

En 1967, j'ai montré dans un livre, *La Société du Spectacle*, ce que le spectacle moderne était déjà essentiellement : le règne autocratique de l'économie marchande ayant accédé à un statut de souveraineté irresponsable, et l'ensemble des nouvelles techniques de gouvernement qui accompagnent ce règne. Les troubles de 1968, qui se sont prolongés dans divers pays au cours des années suivantes, n'ayant en aucun lieu abattu l'organisation existante de la société, dont il sourd comme spontanément, le spectacle a donc continué partout de se renforcer, c'est-à-dire à la fois de s'étendre aux extrêmes par tous les côtés, et d'augmenter sa densité au centre. Il a même appris de nouveaux procédés défensifs, comme il arrive ordinairement aux pouvoirs attaqués. Quand j'ai commencé la critique de la société spectaculaire, on a surtout remarqué, vu le moment, le contenu révolutionnaire que l'on pouvait découvrir dans cette critique, et on l'a ressenti, naturellement, comme son élément le plus fâcheux. Quant à la chose même, on m'a parfois accusé de l'avoir inventée de toutes pièces, et toujours de m'être complu dans l'outrance en évaluant la profondeur et l'unité de ce spectacle et de son action réelle. Je dois convenir que les autres, après, faisant paraître de nouveaux livres autour du même sujet, ont parfaitement démontré que l'on pouvait éviter d'en dire tant. Ils n'ont eu qu'à remplacer l'ensemble et son mouvement par un seul détail statique de la surface du phénomène, l'originalité de chaque auteur se plaisant à le choisir différent, et par là d'autant moins inquiétant. Aucun n'a voulu altérer la modestie scientifique de son interprétation personnelle en y mêlant de téméraires jugements historiques.

Mais enfin la société du spectacle n'en a pas moins continué sa marche. Elle va vite car, en 1967, elle n'avait guère plus d'une quarantaine d'années derrière elle ; mais pleinement employées. Et de son propre mouvement, que personne ne prenait plus la peine d'étudier, elle a montré depuis, par d'étonnants exploits, que sa nature effective était bien ce que j'avais dit. Ce point établi n'a pas seulement une valeur académique ; parce qu'il est sans doute indispensable d'avoir reconnu l'unité et l'articulation de la force agissante qu'est le spectacle, pour être à partir de là capable de rechercher dans quelles directions cette force a pu se déplacer, étant ce qu'elle était. Ces questions sont d'un grand intérêt : c'est nécessairement dans de telles conditions que se jouera la suite du conflit dans la société. Puisque le spectacle, à ce jour, est assurément plus puissant qu'il l'était auparavant, que fait-il de cette puissance supplémentaire ? Jusqu'où s'est-il avancé, où il n'était pas précédemment ? Quelles sont, en somme, ses *lignes d'opérations* en ce moment ? Le sentiment vague qu'il s'agit d'une sorte d'invasion rapide, qui oblige les gens à mener une vie très différente, est désormais largement répandu ; mais on ressent cela plutôt comme une modification inexplicable du climat ou d'un autre équilibre naturel, modification devant laquelle l'ignorance sait seulement qu'elle n'a rien à dire. De plus, beaucoup admettent que c'est une invasion civilisatrice, au demeurant inévitable, et ont même envie d'y collaborer. Ceux-là aiment mieux ne pas savoir à quoi sert précisément cette conquête, et comment elle chemine.

Je vais évoquer quelques *conséquences pratiques*, encore peu connues, qui résultent de ce déploiement rapide du spectacle durant les vingt dernières années. Je ne me propose, sur aucun aspect de la question, d'en venir à des polémiques, désormais trop faciles et trop inutiles ; pas davantage de convaincre. Les présents commentaires ne se soucient pas de moraliser. Ils n'envisagent pas ce qui est souhaitable, ou seulement préférable. Ils s'en tiendront à noter ce qui est.

III

Maintenant que personne ne peut raisonnablement douter de l'existence et de la puissance du spectacle, on peut par contre douter qu'il soit raisonnable d'ajouter quelque chose sur une question que l'expérience a tranchée d'une manière aussi draconienne. *Le Monde* du 19 septembre 1987 illustre avec bonheur la formule « *Ce qui existe, on n'a donc plus besoin d'en parler* », véritable loi fondamentale de ces temps spectaculaires qui, à cet égard au moins, n'ont laissé en retard aucun pays : « Que la société contemporaine soit une société de spectacle, c'est une affaire entendue. Il faudra bientôt remarquer ceux qui ne se font pas remarquer. On ne compte plus les ouvrages décrivant un phénomène qui en vient à caractériser les nations industrielles sans épargner les pays en retard sur leur temps. Mais en notant cette cocasserie que les livres qui analysent, en général pour le déplorer, ce phénomène doivent, eux aussi, sacrifier au spectacle pour se faire connaître. » Il est vrai que cette critique spectaculaire du spectacle, venue tard et qui pour comble voudrait « se

faire connaître » sur le même terrain, s'en tiendra forcément à des généralités vaines ou à d'hypocrites regrets ; comme aussi paraît vaine cette sagesse désabusée qui bouffonne dans un journal.

La discussion creuse sur le spectacle, c'est-à-dire sur ce que font les propriétaires du monde, est ainsi organisée *par lui-même* : on insiste sur les grands moyens du spectacle, afin de ne rien dire de leur grand emploi. On préfère souvent l'appeler, plutôt que spectacle, le médiatique. Et par là, on veut désigner un simple instrument, une sorte de service public qui gèrerait avec un impartial « professionnalisme » la nouvelle richesse de la communication de tous par *mass media*, communication enfin parvenue à la pureté unilatérale, où se fait paisiblement admirer la décision déjà prise. Ce qui est communiqué, ce sont *des ordres* ; et, fort harmonieusement, ceux qui les ont donnés sont également ceux qui diront ce qu'ils en pensent.

Le pouvoir du spectacle, qui est si essentiellement unitaire, centralisateur par la force même des choses, et parfaitement despotique dans son esprit, s'indigne assez souvent de voir se constituer, sous son règne, une politique-spectacle, une justice-spectacle, une médecine-spectacle, ou tant d'autres surprenants « excès médiatiques ». Ainsi le spectacle ne serait rien d'autre que l'excès du médiatique, dont la nature, indiscutablement bonne puisqu'il sert à communiquer, est parfois portée aux excès. Assez fréquemment, les maîtres de la société se déclarent mal servis par leurs employés médiatiques ; plus souvent ils reprochent à la plèbe des spectateurs sa tendance à s'adonner sans retenue, et presque bestialement, aux plaisirs médiatiques. On dissimulera ainsi, derrière une multitude virtuellement infinie de prétendues divergences médiatiques, ce qui est tout au contraire le résultat d'une convergence spectaculaire voulue avec une remarquable ténacité. De même que la logique de la marchandise prime sur les diverses ambitions concurrentielles de tous les commerçants, ou que la logique de la guerre domine toujours les fréquentes modifications de l'armement, de même la logique sévère du spectacle commande partout la foisonnante diversité des extravagances médiatiques.

Le changement qui a le plus d'importance, dans tout ce qui s'est passé depuis vingt ans, réside dans la continuité même du spectacle. Cette importance ne tient pas au perfectionnement de son instrumentation médiatique, qui avait déjà auparavant atteint un stade de développement très avancé : c'est tout simplement que la domination spectaculaire ait pu élever une génération pliée à ses lois. Les conditions extraordinairement neuves dans lesquelles cette génération, dans l'ensemble, a effectivement vécu, constituent un résumé exact et suffisant de tout ce que désormais le spectacle empêche ; et aussi de tout ce qu'il permet.

IV

Sur le plan simplement théorique, il ne me faudra ajouter à ce que j'avais formulé antérieurement qu'un détail, mais qui va loin. En 1967, je distinguais deux formes, successives et rivales, du pouvoir spectaculaire, la concentrée et la diffuse. L'une et l'autre planaient au-dessus de la société réelle, comme son but et son mensonge. La première, mettant en avant l'idéologie résumée autour d'une personnalité dictatoriale, avait accompagné la contre-révolution totalitaire, la nazie aussi bien que la stalinienne. L'autre, incitant les salariés à opérer librement leur choix entre une grande variété de marchandises nouvelles qui s'affrontaient, avait représenté cette américanisation du monde, qui effrayait par quelques aspects, mais aussi bien séduisait les pays où avaient pu se maintenir plus longtemps les conditions des démocraties bourgeoises de type traditionnel. Une troisième forme s'est constituée depuis, par la combinaison raisonnée des deux précédentes, et sur la base générale d'une victoire de celle qui s'était montrée la plus forte, la forme diffuse. Il s'agit du *spectaculaire intégré*, qui désormais tend à s'imposer mondialement.

La place prédominante qu'ont tenue la Russie et l'Allemagne dans la formation du spectaculaire concentré, et les États-Unis dans celle du spectaculaire diffus, semble avoir appartenu à la France et à l'Italie au moment de la mise en place du spectaculaire intégré, par le jeu d'une série de facteurs historiques communs : rôle important des parti et syndicat staliniens dans la vie politique et

intellectuelle, faible tradition démocratique, longue monopolisation du pouvoir par un seul parti de gouvernement, nécessité d'en finir avec une contestation révolutionnaire apparue par surprise.

Le spectaculaire intégré se manifeste à la fois comme concentré et comme diffus, et depuis cette unification fructueuse il a su employer plus grandement l'une et l'autre qualités. Leur mode d'application antérieur a beaucoup changé. À considérer le côté concentré, le centre directeur en est maintenant devenu occulte : on n'y place jamais plus un chef connu, ni une idéologie claire. Et à considérer le côté diffus, l'influence spectaculaire n'avait jamais marqué à ce point la presque totalité des conduites et des objets qui sont produits socialement. Car le sens final du spectaculaire intégré, c'est qu'il s'est intégré dans la réalité même à mesure qu'il en parlait ; et qu'il la reconstruisait comme il en parlait. De sorte que cette réalité maintenant ne se tient plus en face de lui comme quelque chose d'étranger. Quand le spectaculaire était concentré la plus grande part de la société périphérique lui échappait ; et quand il était diffus, une faible part ; aujourd'hui rien. Le spectacle s'est mélangé à toute réalité, en l'irradiant. Comme on pouvait facilement le prévoir en théorie, l'expérience pratique de l'accomplissement sans frein des volontés de la raison marchande aura montré vite et sans exceptions que le devenir-monde de la falsification était aussi un devenir-falsification du monde. Hormis un héritage encore important, mais destiné à se réduire toujours, de livres et de bâtiments anciens, qui du reste sont de plus en plus souvent sélectionnés et mis en perspective selon les convenances du spectacle, il n'existe plus rien, dans la culture et dans la nature, qui n'ait été transformé, et pollué, selon les moyens et les intérêts de l'industrie moderne. La génétique même est devenue pleinement accessible aux forces dominantes de la société.

Le gouvernement du spectacle, qui à présent détient tous les moyens de falsifier l'ensemble de la production aussi bien que de la perception, est maître absolu des souvenirs comme il est maître incontrôlé des projets qui façonnent le plus lointain avenir. Il règne seul partout ; *il exécute ses jugements sommaires.*

C'est dans de telles conditions que l'on peut voir se déchaîner soudainement, avec une allégresse carnavalesque, une fin parodique de la division du travail ; d'autant mieux venue qu'elle coïncide avec le mouvement général de disparition de toute vraie compétence. Un financier va chanter, un avocat va se faire indicateur de police, un boulanger va exposer ses préférences littéraires, un acteur va gouverner, un cuisinier va philosopher sur les moments de cuisson comme jalons dans l'histoire universelle. Chacun peut surgir dans le spectacle afin de s'adonner publiquement, ou parfois pour s'être livré secrètement, à une activité complètement autre que la spécialité par laquelle il s'était d'abord fait connaître. Là où la possession d'un « statut médiatique » a pris une importance infiniment plus grande que la valeur de ce que l'on a été capable de faire réellement, il est normal que ce statut soit aisément transférable, et confère le droit de briller, de la même façon, n'importe où ailleurs. Le plus souvent, ces particules médiatiques accélérées poursuivent leur simple carrière dans l'admirable statutairement garanti. Mais il arrive que la transition médiatique fasse la *couverture* entre beaucoup d'entreprises, officiellement indépendantes, mais en fait secrètement reliées par différents réseaux *ad hoc*. De sorte que, parfois, la division sociale du travail, ainsi que la solidarité couramment prévisible de son emploi, reparaissent sous des formes tout à fait nouvelles : par exemple, on peut désormais publier un roman pour préparer un assassinat. Ces pittoresques exemples veulent dire aussi que l'on ne peut plus se fier à personne sur son métier.

Mais l'ambition la plus haute du spectaculaire intégré, c'est encore que les agents secrets deviennent des révolutionnaires, et que les révolutionnaires deviennent des agents secrets.

V

La société modernisée jusqu'au stade du spectaculaire intégré se caractérise par l'effet combiné de cinq traits principaux, qui sont : le renouvellement technologique incessant ; la fusion économico-étatique ; le secret généralisé ; le faux sans réplique ; un présent perpétuel.

Le mouvement d'innovation technologique dure depuis longtemps, et il est constitutif de la société capitaliste, dite parfois industrielle ou post-industrielle. Mais depuis qu'il a pris sa plus récente accélération (au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale), il renforce d'autant mieux l'autorité spectaculaire, puisque par lui chacun se découvre entièrement livré à l'ensemble des spécialistes, à leurs calculs et à leurs jugements toujours satisfaits sur ces calculs. La fusion économico-étatique est la tendance la plus manifeste de ce siècle ; et elle y est pour le moins devenue le moteur du développement économique le plus récent. L'alliance défensive et offensive conclue entre ces deux puissances, l'économie et l'État, leur a assuré les plus grands bénéfices communs, dans tous les domaines : on peut dire de chacune qu'elle possède l'autre ; il est absurde de les opposer, ou de distinguer leurs raisons et leurs déraison. Cette union s'est aussi montrée extrêmement favorable au développement de la domination spectaculaire, qui précisément, dès sa formation, n'était pas autre chose. Les trois derniers traits sont les effets directs de cette domination, à son stade intégré.

Le secret généralisé se tient derrière le spectacle, comme le complément décisif de ce qu'il montre et, si l'on descend au fond des choses, comme sa plus importante opération.

Le seul fait d'être désormais sans réplique a donné au faux une qualité toute nouvelle. C'est du même coup le vrai qui a cessé d'exister presque partout, ou dans le meilleur cas s'est vu réduit à l'état d'une hypothèse qui ne peut jamais être démontrée. Le faux sans réplique a achevé de faire disparaître l'opinion publique, qui d'abord s'était trouvée incapable de se faire entendre ; puis, très vite par la suite, de seulement se former. Cela entraîne évidemment d'importantes conséquences dans la politique, les sciences appliquées, la justice, la connaissance artistique.

La construction d'un présent où la mode elle-même, de l'habillement aux chanteurs, s'est immobilisée, qui veut oublier le passé et qui ne donne plus l'impression de croire à un avenir, est obtenue par l'incessant passage circulaire de l'information, revenant à tout instant sur une liste très succincte des mêmes vécues, annoncées passionnément comme d'importantes nouvelles ; alors que ne passent que rarement, et par brèves saccades, les nouvelles véritablement importantes, sur ce qui change effectivement. Elles concernent toujours la condamnation que ce monde semble avoir prononcée contre son existence, les étapes de son auto-destruction programmée.

VI

La première intention de la domination spectaculaire était de faire disparaître la connaissance historique en général ; et d'abord presque toutes les informations et tous les commentaires raisonnables sur le plus récent passé. Une si flagrante évidence n'a pas besoin d'être expliquée. Le spectacle organise avec maîtrise l'ignorance de ce qui advient et, tout de suite après, l'oubli de ce qui a pu quand même en être connu. Le plus important est le plus caché. Rien, depuis vingt ans, n'a été recouvert de tant de mensonges commandés que l'histoire de mai 1968. D'utiles leçons ont pourtant été tirées de quelques études démystifiées sur ces journées et leurs origines ; mais c'est le secret de l'État.

En France, il y a déjà une dizaine d'années, un président de la République, oublié depuis mais flottant alors à la surface du spectacle, exprimait naïvement la joie qu'il ressentait, « sachant que nous vivrons désormais dans un monde sans mémoire, où, comme sur la surface de l'eau, l'image chasse indéfiniment l'image ». C'est en effet commode pour qui est aux affaires ; et sait y rester. La fin de l'histoire est un plaisant repos pour tout pouvoir présent. Elle lui garantit absolument le succès de l'ensemble de ses entreprises, ou du moins le bruit du succès.

Un pouvoir absolu supprime d'autant plus radicalement l'histoire qu'il a pour ce faire des intérêts ou des obligations plus impérieux, et surtout selon qu'il a trouvé de plus ou moins grandes facilités pratiques d'exécution. Ts'in Che-houang-ti a fait brûler les livres, mais il n'a pas réussi à les faire disparaître tous. Staline avait poussé plus loin la réalisation d'un tel projet dans notre siècle mais, malgré les complicités de toutes sortes qu'il a pu trouver hors des frontières de son empire, il restait une vaste zone du monde inaccessible à sa police, où l'on riait de ses impostures. Le spectaculaire intégré a fait mieux, avec de très nouveaux procédés, et en opérant cette fois mondialement.

L'ineptie qui se fait respecter partout, il n'est plus permis d'en rire ; en tout cas il est devenu impossible de faire savoir qu'on en rit.

Le domaine de l'histoire était le mémorable, la totalité des événements dont les conséquences se manifesteraient longtemps. C'était inséparablement la connaissance qui devrait durer, et aiderait à comprendre, au moins partiellement, ce qu'il adviendrait de nouveau : « une acquisition pour toujours », dit Thucydide. Par là l'histoire était la *mesure* d'une nouveauté véritable ; et qui vend la nouveauté a tout intérêt à faire disparaître le moyen de la mesurer. Quand l'important se fait socialement reconnaître comme ce qui est instantané, et va l'être encore l'instant d'après, autre et même, et que remplacera toujours une autre importance instantanée, on peut aussi bien dire que le moyen employé garantit une sorte d'éternité de cette non-importance, qui parle si haut.

Le précieux avantage que le spectacle a retiré de cette *mise hors la loi* de l'histoire, d'avoir déjà condamné toute l'histoire récente à passer à la clandestinité, et d'avoir réussi à faire oublier très généralement l'esprit historique dans la société, c'est d'abord de couvrir sa propre histoire : le mouvement même de sa récente conquête du monde. Son pouvoir apparaît déjà familier, comme s'il avait depuis toujours été là. Tous les usurpateurs ont voulu faire oublier *qu'ils viennent d'arriver*.

VII

Avec la destruction de l'histoire, c'est l'événement contemporain lui-même qui s'éloigne aussitôt dans une distance fabuleuse, parmi ses récits invérifiables, ses statistiques incontrôlables, ses explications invraisemblables et ses raisonnements intenable. À toutes les sottises qui sont avancées spectaculairement, il n'y a jamais que des médiatiques qui pourraient répondre, par quelques respectueuses rectifications ou remontrances, et encore en sont-ils avares car, outre leur extrême ignorance, leur *solidarité, de métier et de cœur*, avec l'autorité générale du spectacle, et avec la société qu'il exprime, leur fait un devoir, et aussi un plaisir, de ne jamais s'écarter de cette autorité, dont la majesté ne doit pas être lésée. Il ne faut pas oublier que tout médiatique, et par salaire et par autres récompenses ou soultes, a toujours un maître, parfois plusieurs ; et que tout médiatique se sait remplaçable.

Tous les experts sont médiatiques-étatiques, et ne sont reconnus experts que par là. Tout expert sert son maître, car chacune des anciennes possibilités d'indépendance a été à peu près réduite à rien par les conditions d'organisation de la société présente. L'expert qui sert le mieux, c'est, bien sûr, l'expert qui ment. Ceux qui ont besoin de l'expert, ce sont, pour des motifs différents, le falsificateur et l'ignorant. Là où l'individu n'y reconnaît plus rien par lui-même, il sera formellement rassuré par l'expert. Il était auparavant normal qu'il y ait des experts de l'art des Étrusques ; et ils étaient toujours compétents, car l'art étrusque n'est pas sur le marché. Mais, par exemple, une époque qui trouve rentable de falsifier chimiquement nombre de vins célèbres, ne pourra les vendre que si elle a formé des experts en vins qui entraîneront les caves à aimer leurs nouveaux parfums, plus reconnaissables. Cervantès remarque que « sous un mauvais manteau, on trouve souvent un bon buveur ». Celui qui connaît le vin ignore souvent les règles de l'industrie nucléaire ; mais la domination spectaculaire estime que, puisqu'un expert s'est moqué de lui à propos d'industrie nucléaire, un autre expert pourra bien s'en moquer à propos du vin. Et on sait, par exemple, combien l'expert en météorologie médiatique, qui annonce les températures ou les pluies prévues pour les quarante-huit heures à venir, est tenu à beaucoup de réserves par l'obligation de maintenir des équilibres économiques, touristiques et régionaux, quand tant de gens circulent si souvent sur tant de routes, entre des lieux également désolés ; de sorte qu'il aura plutôt à réussir comme amuseur.

Un aspect de la disparition de toute connaissance historique objective se manifeste à propos de n'importe quelle réputation personnelle, qui est devenue malléable et rectifiable à volonté par ceux qui contrôlent toute l'information, celle que l'on recueille et aussi celle, bien différente, que l'on diffuse ; ils ont donc toute licence pour falsifier. Car une évidence historique dont on ne veut rien savoir dans le spectacle n'est plus une évidence. Là où personne n'a plus que la renommée qui lui a été attribuée

comme une faveur par la bienveillance d'une Cour spectaculaire, la disgrâce peut suivre instantanément. Une notoriété anti-spectaculaire est devenue quelque chose d'extrêmement rare. Je suis moi-même l'un des derniers vivants à en posséder une ; à n'en avoir jamais eu d'autre. Mais c'est aussi devenu extraordinairement suspect. La société s'est officiellement proclamée spectaculaire. Être connu en dehors des relations spectaculaires, cela équivaut déjà à être connu comme ennemi de la société.

Il est permis de changer du tout au tout le passé de quelqu'un, de le modifier radicalement, de le recréer dans le style des procès de Moscou ; et sans qu'il soit même nécessaire de recourir aux lourdeurs d'un procès. On peut tuer à moindres frais. Les faux témoins, peut-être maladroits — mais quelle capacité de sentir cette maladresse pourrait-elle rester aux spectateurs qui seront témoins des exploits de ces faux témoins ? — et les faux documents, toujours excellents, ne peuvent manquer à ceux qui gouvernent le spectaculaire intégré, ou à leurs amis. Il n'est donc plus possible de croire, sur personne, rien de ce qui n'a pas été connu par soi-même, et directement. Mais, en fait, on n'a même plus très souvent besoin d'accuser faussement quelqu'un. Dès lors que l'on détient le mécanisme commandant la seule vérification sociale qui se fait pleinement et universellement reconnaître, on dit ce qu'on veut. Le mouvement de la démonstration spectaculaire se prouve simplement en marchant en rond : en revenant, en se répétant, en continuant d'affirmer sur l'unique terrain où réside désormais ce qui peut s'affirmer publiquement, et se faire croire, puisque c'est de cela seulement que tout le monde sera témoin. L'autorité spectaculaire peut également nier n'importe quoi, une fois, trois fois, et dire qu'elle n'en parlera plus, et parler d'autre chose ; sachant bien qu'elle ne risque plus aucune autre riposte sur son propre terrain, ni sur un autre. Car il n'existe plus d'agora, de communauté générale ; ni même de communautés restreintes à des corps intermédiaires ou à des institutions autonomes, à des salons ou des cafés, aux travailleurs d'une seule entreprise ; nulle place où le débat sur les vérités qui concernent ceux qui sont là puisse s'affranchir durablement de l'écrasante présence du discours médiatique, et des différentes forces organisées pour le relayer. Il n'existe plus maintenant de jugement, garanti relativement indépendant, de ceux qui constituaient le monde savant ; de ceux par exemple qui, autrefois, plaçaient leur fierté dans une capacité de vérification, permettant d'approcher ce qu'on appelait l'histoire impartiale des faits, de croire au moins qu'elle méritait d'être connue. Il n'y a même plus de vérité bibliographique incontestable, et les résumés informatisés des fichiers des bibliothèques nationales pourront en supprimer d'autant mieux les traces. On s'égarerait en pensant à ce que furent naguère des magistrats, des médecins, des historiens, et aux obligations impératives qu'ils se reconnaissaient, souvent, dans les limites de leurs compétences : *les hommes ressemblent plus à leur temps qu'à leur père*.

Ce dont le spectacle peut cesser de parler pendant trois jours est comme ce qui n'existe pas. Car il parle alors de quelque chose d'autre, et c'est donc cela qui, dès lors, en somme, existe. Les conséquences pratiques, on le voit, en sont immenses.

On croyait savoir que l'histoire était apparue, en Grèce, avec la démocratie. On peut vérifier qu'elle disparaît du monde avec elle.

Il faut pourtant ajouter, à cette liste des triomphes du pouvoir, un résultat pour lui négatif : un État, dans la gestion duquel s'installe durablement un grand déficit de connaissances historiques, ne peut plus être conduit stratégiquement.

VIII

La société qui s'annonce démocratique, quand elle est parvenue au stade du spectaculaire intégré, semble être admise partout comme étant la réalisation d'une *perfection fragile*. De sorte qu'elle ne doit plus être exposée à des attaques, puisqu'elle est fragile ; et du reste n'est plus attaquable, puisque parfaite comme jamais société ne fut. C'est une société fragile parce qu'elle a grand mal à maîtriser sa dangereuse expansion technologique. Mais c'est une société parfaite pour être gouvernée ; et la preuve, c'est que tous ceux qui aspirent à gouverner veulent gouverner celle-là, par

les mêmes procédés, et la maintenir presque exactement comme elle est. C'est la première fois, dans l'Europe contemporaine, qu'aucun parti ou fragment de parti n'essaie plus de seulement prétendre qu'il tenterait de changer quelque chose d'important. La marchandise ne peut plus être critiquée par personne : ni en tant que système général, ni même en tant que cette pacotille déterminée qu'il aura convenu aux chefs d'entreprises de mettre pour l'instant sur le marché.

Partout où règne le spectacle, les seules forces organisées sont celles qui veulent le spectacle. Aucune ne peut donc plus être ennemie de ce qui existe, ni transgresser l'*omertà* qui concerne tout. On en a fini avec cette inquiétante conception, qui avait dominé durant plus de deux cents ans, selon laquelle une société pouvait être critiquable et transformable, réformée ou révolutionnée. Et cela n'a pas été obtenu par l'apparition d'arguments nouveaux, mais tout simplement parce que les arguments sont devenus inutiles. À ce résultat, on mesurera, plutôt que le bonheur général, la force redoutable des réseaux de la tyrannie.

Jamais censure n'a été plus parfaite. Jamais l'opinion de ceux à qui l'on fait croire encore, dans quelques pays, qu'ils sont restés des citoyens libres, n'a été moins autorisée à se faire connaître, chaque fois qu'il s'agit d'un choix qui affectera leur vie réelle. Jamais il n'a été permis de leur mentir avec une si parfaite absence de conséquence. Le spectateur est seulement censé ignorer tout, ne mériter rien. Qui regarde toujours, pour savoir la suite, n'agira jamais : et tel doit bien être le spectateur. On entend citer fréquemment l'exception des États-Unis, où Nixon avait fini par pâtir un jour d'une série de dénégations trop cyniquement maladroites ; mais cette exception toute locale, qui avait quelques vieilles causes historiques, n'est manifestement plus vraie, puisque Reagan a pu faire récemment la même chose avec impunité. Tout ce qui n'est jamais sanctionné est véritablement permis. Il est donc archaïque de parler de scandale. On prête à un homme d'État italien de premier plan, ayant siégé simultanément dans le ministère et dans le gouvernement parallèle appelé *P. 2, Potere Due*, un mot qui résume le plus profondément la période où, un peu après l'Italie et les États-Unis, est entré le monde entier : « Il y avait des scandales, mais il n'y en a plus. »

Dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Marx décrivait le rôle envahissant de l'État dans la France du second Empire, riche alors d'un demi-million de fonctionnaires : « Tout devint ainsi un objet de l'activité gouvernementale, depuis le pont, la maison d'école, la propriété communale d'un village jusqu'aux chemins de fer, aux propriétés nationales et aux universités provinciales. » La fameuse question du financement des partis politiques se posait déjà à l'époque, puisque Marx note que « les partis qui, à tour de rôle, luttent pour la suprématie, voyaient dans la prise de possession de cet édifice énorme la proie principale du vainqueur ». Voilà qui sonne tout de même un peu bucolique et, comme on dit, dépassé, puisque les spéculations de l'État d'aujourd'hui concernent plutôt les villes nouvelles et les autoroutes, la circulation souterraine et la production d'énergie électro-nucléaire, la recherche pétrolière et les ordinateurs, l'administration des banques et les centres socio-culturels, les modifications du « paysage audiovisuel » et les exportations clandestines d'armes, la promotion immobilière et l'industrie pharmaceutique, l'agro-alimentaire et la gestion des hôpitaux, les crédits militaires et les fonds secrets du département, à toute heure grandissant, qui doit gérer les nombreux services de protection de la société. Et pourtant Marx est malheureusement resté trop longtemps actuel, qui évoque dans le même livre ce gouvernement « qui ne prend pas la nuit des décisions qu'il veut exécuter dans la journée, mais décide le jour et exécute la nuit ».

IX

Cette démocratie si parfaite fabrique elle-même son inconcevable ennemi, le terrorisme. Elle veut, en effet, *être jugée sur ses ennemis plutôt que sur ses résultats*. L'histoire du terrorisme est écrite par l'État ; elle est donc éducative. Les populations spectatrices ne peuvent certes pas tout savoir du terrorisme, mais elles peuvent toujours en savoir assez pour être persuadées que, par rapport à ce terrorisme, tout le reste devra leur sembler plutôt acceptable, en tout cas plus rationnel et plus démocratique.

La modernisation de la répression a fini par mettre au point, d'abord dans l'expérience-pilote de l'Italie sous le nom de « repentis », des *accusateurs professionnels* assermentés ; ce qu'à leur première apparition au XVII^e siècle, lors des troubles de la Fronde, on avait appelé des « témoins à brevet ». Ce progrès spectaculaire de la Justice a peuplé les prisons italiennes de plusieurs milliers de condamnés qui expient une guerre civile qui n'a pas eu lieu, une sorte de vaste insurrection armée qui par hasard n'a jamais vu venir son heure, un putschisme tissé de l'étoffe dont sont faits les rêves.

On peut remarquer que l'interprétation des mystères du terrorisme paraît avoir introduit une symétrie entre des opinions contradictoires ; comme s'il s'agissait de deux écoles philosophiques professant des constructions métaphysiques absolument antagonistes. Certains ne verraient dans le terrorisme rien de plus que quelques évidentes manipulations par des services secrets ; d'autres estimerait qu'au contraire il ne faut reprocher aux terroristes que leur manque total de sens historique. L'emploi d'un peu de logique historique permettrait de conclure assez vite qu'il n'y a rien de contradictoire à considérer que des gens qui manquent de tout sens historique peuvent également être manipulés ; et même encore plus facilement que d'autres. Il est aussi plus facile d'amener à « se repentir » quelqu'un à qui l'on peut montrer que l'on savait tout, d'avance, de ce qu'il a cru faire librement. C'est un effet inévitable des formes organisationnelles clandestines de type militaire, qu'il suffit d'infiltrer peu de gens en certains points du réseau pour en faire marcher, et tomber, beaucoup. La critique, dans ces questions d'évaluation des luttes armées, doit analyser quelquefois une de ces opérations en particulier, sans se laisser égarer par la ressemblance générale que toutes auraient éventuellement revêtue. On devrait d'ailleurs s'attendre, comme logiquement probable, à ce que les services de protection de l'État pensent à utiliser tous les avantages qu'ils rencontrent sur le terrain du spectacle, lequel justement a été de longue date organisé pour cela ; c'est au contraire la difficulté de s'en aviser qui est étonnante, et ne sonne pas juste.

L'intérêt actuel de la justice répressive dans ce domaine consiste bien sûr à généraliser au plus vite. L'important dans cette sorte de marchandise, c'est l'emballage, ou l'étiquette : les barres de codage. Tout ennemi de la démocratie spectaculaire en vaut un autre, comme se valent toutes les démocraties spectaculaires. Ainsi, il ne peut plus y avoir de droit d'asile pour les terroristes, et même si l'on ne leur reproche pas de l'avoir été, ils vont certainement le devenir, et l'extradition s'impose. En novembre 1978, sur le cas de Gabor Winter, jeune ouvrier typographe accusé principalement, par le gouvernement de la République Fédérale Allemande, d'avoir rédigé quelques tracts révolutionnaires, Mlle Nicole Pradain, représentant du ministère public devant la Chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris, a vite démontré que « les motivations politiques », seule cause de refus d'extradition prévue par la convention franco-allemande du 29 novembre 1951, ne pouvaient être invoquées :

« Gabor Winter n'est pas un délinquant politique, mais social. Il refuse les contraintes sociales. Un vrai délinquant politique n'a pas de sentiment de rejet devant la société. Il s'attaque aux structures politiques et non, comme Gabor Winter, aux structures sociales. » La notion du délit politique respectable ne s'est vue reconnaître en Europe qu'à partir du moment où la bourgeoisie avait attaqué avec succès les structures sociales antérieurement établies. La qualité de délit politique ne pouvait se disjoindre des diverses intentions de la critique sociale. C'était vrai pour Blanqui, Varlin, Durruti. On affecte donc maintenant de vouloir garder, comme un luxe peu coûteux, un délit purement politique, que personne sans doute n'aura plus jamais l'occasion de commettre, puisque personne ne s'intéresse plus au sujet ; hormis les professionnels de la politique eux-mêmes, dont les délits ne sont presque jamais poursuivis, et ne s'appellent pas non plus politiques. Tous les délits et les crimes sont effectivement sociaux. Mais de tous les crimes sociaux, aucun ne devra être regardé comme pire que l'impertinente prétention de vouloir encore changer quelque chose dans cette société, qui pense qu'elle n'a été jusqu'ici que trop patiente et trop bonne ; mais qui *ne veut plus être blâmée*.

X

La dissolution de la logique a été poursuivie, selon les intérêts fondamentaux du nouveau système de domination, par différents moyens qui ont opéré en se prêtant toujours un soutien réciproque. Plusieurs de ces moyens tiennent à l'instrumentation technique qu'a expérimentée et popularisée le spectacle ; mais quelques-uns sont plutôt liés à la psychologie de masse de la soumission.

Sur le plan des techniques, quand l'image construite et choisie par *quelqu'un d'autre* est devenue le principal rapport de l'individu au monde qu'auparavant il regardait par lui-même, de chaque endroit où il pouvait aller, on n'ignore évidemment pas que l'image va supporter tout ; parce qu'à l'intérieur d'une même image on peut juxtaposer sans contradiction n'importe quoi. Le flux des images emporte tout, et c'est également *quelqu'un d'autre* qui gouverne à son gré ce résumé simplifié du monde sensible ; qui choisit où ira ce courant, et aussi le rythme de ce qui devra s'y manifester, comme perpétuelle surprise arbitraire, ne voulant laisser nul temps à la réflexion, et tout à fait indépendamment de ce que le spectateur peut en comprendre ou en penser. Dans cette expérience concrète de la soumission permanente, se trouve la racine psychologique de l'adhésion si générale à ce qui est là ; qui en vient à lui reconnaître *ipso facto* une valeur suffisante. Le discours spectaculaire tait évidemment, outre ce qui est proprement secret, tout ce qui ne lui convient pas. Il isole toujours, de ce qu'il montre, l'entourage, le passé, les intentions, les conséquences. Il est donc totalement illogique. Puisque personne ne peut plus le contredire, le spectacle a le droit de se contredire lui-même, de rectifier son passé. La hautaine attitude de ses serviteurs quand ils ont à faire savoir une version nouvelle, et peut-être plus mensongère encore, de certains faits, est de rectifier rudement l'ignorance et les mauvaises interprétations attribuées à leur public, alors qu'ils sont ceux-là mêmes qui s'empressaient la veille de répandre cette erreur, avec leur assurance coutumière. Ainsi, l'enseignement du spectacle et l'ignorance des spectateurs passent indûment pour des facteurs antagoniques alors qu'ils naissent l'un de l'autre. Le langage binaire de l'ordinateur est également une irrésistible incitation à admettre dans chaque instant, sans réserve, ce qui a été programmé comme l'a bien voulu *quelqu'un d'autre*, et qui se fait passer pour la source intemporelle d'une logique supérieure, impartiale et totale. Quel gain de vitesse, et de vocabulaire, pour juger de tout ! Politique ? Social ? Il faut choisir. Ce qui est l'un ne peut être l'autre. Mon choix s'impose. On nous siffle, et l'on sait pour qui sont ces structures. Il n'est donc pas surprenant que, dès l'enfance, les écoliers aillent facilement commencer, et avec enthousiasme, par le Savoir Absolu de l'informatique : tandis qu'ils ignorent toujours davantage la lecture, qui exige un véritable jugement à toutes les lignes ; et qui seule aussi peu donner accès à la vaste expérience humaine antéspectaculaire. Car la conversation est presque morte, et bientôt le seront beaucoup de ceux qui savaient parler.

Sur le plan des moyens de la pensée des populations contemporaines, la première cause de la décadence tient clairement au fait que tout discours montré dans le spectacle ne laisse aucune place à la réponse ; et la logique ne s'était socialement formée que dans le dialogue. Mais aussi, quand s'est répandu le respect de ce qui parle dans le spectacle, qui est censé être important, riche, prestigieux, qui *est l'autorité même*, la tendance se répand aussi parmi les spectateurs de vouloir être aussi illogiques que le spectacle, pour afficher un reflet individuel de cette autorité. Enfin, la logique n'est pas facile, et personne n'a souhaité la leur enseigner. Aucun drogué n'étudie la logique ; parce qu'il n'en a plus besoin, et parce qu'il n'en a plus la possibilité. Cette paresse du spectateur est aussi celle de n'importe quel cadre intellectuel, du spécialiste vite formé, qui essaiera dans tous les cas de cacher les étroites limites de ses connaissances par la répétition dogmatique de quelque argument d'autorité illogique.

XI

On croit généralement que ceux qui ont montré la plus grande incapacité en matière de logique sont précisément ceux qui se sont proclamés révolutionnaires. Ce reproche injustifié vient d'une époque antérieure, où presque tout le monde pensait avec un minimum de logique, à l'éclatante exception des crétins et des militants ; et chez ceux-ci la mauvaise foi souvent s'y mêlait, voulue parce que crue efficace. Mais il n'est pas possible aujourd'hui de négliger le fait que l'usage intensif du spectacle a, comme il fallait s'y attendre, rendu idéologue la majorité des contemporains, quoique seulement par saccades et par fragments. Le manque de logique, c'est-à-dire la perte de la possibilité de reconnaître instantanément ce qui est important et ce qui est mineur ou hors de la question ; ce qui

est incompatible ou inversement pourrait bien être complémentaire ; tout ce qu'implique telle conséquence et ce que, du même coup, elle interdit ; cette maladie a été volontairement injectée à haute dose dans la population par *les anesthésistes-réanimateurs* du spectacle. Les contestataires n'ont été d'aucune manière plus irrationnels que les gens soumis. C'est seulement que, chez eux, cette irrationalité générale se voit plus intensément, parce qu'en affichant leur projet, ils ont essayé de mener une opération pratique ; ne serait-ce que lire certains textes en montrant qu'ils en comprennent le sens. Ils se sont donné diverses obligations de dominer la logique, et jusqu'à la stratégie, qui est très exactement le champ complet du déploiement de la logique dialectique des conflits ; alors que, tout comme les autres, ils sont même fort dépourvus de la simple capacité de se guider sur les vieux instruments imparfaits de la logique formelle. On n'en doute pas à propos d'eux ; alors que l'on n'y pense guère à propos des autres.

L'individu que cette pensée spectaculaire appauvrie a marqué en profondeur, et *plus que tout autre élément de sa formation*, se place ainsi d'entrée de jeu au service de l'ordre établi, alors que son intention subjective a pu être complètement contraire à ce résultat. Il suivra pour l'essentiel le langage du spectacle, car c'est le seul qui lui est familier : celui dans lequel on lui a appris à parler. Il voudra sans doute se montrer ennemi de sa rhétorique ; mais il emploiera sa syntaxe. C'est un des points les plus importants de la réussite obtenue par la domination spectaculaire.

La disparition si rapide du vocabulaire préexistant n'est qu'un moment de cette opération. Elle la sert.

XII

L'effacement de la personnalité accompagne fatalement les conditions de l'existence concrètement soumise aux normes spectaculaires, et ainsi toujours plus séparée des possibilités de connaître des expériences qui soient authentiques, et par là de découvrir ses préférences individuelles. L'individu, paradoxalement, devra se renier en permanence, s'il tient à être un peu considéré dans une telle société. Cette existence postule en effet une fidélité toujours changeante, une suite d'adhésions constamment décevantes à des produits fallacieux. Il s'agit de courir vite derrière l'inflation des signes dépréciés de la vie. La drogue aide à se conformer à cette organisation des choses ; la folie aide à la fuir.

Dans toutes sortes d'affaires de cette société, où la *distribution* des biens s'est centralisée de telle manière qu'elle est devenue maîtresse, à la fois d'une façon notoire et d'une façon secrète, de la définition même de ce que pourra être le bien, il arrive que l'on attribue à certaines personnes des qualités, ou des connaissances, ou quelquefois même des vices, parfaitement imaginaires, pour expliquer par de telles causes le développement satisfaisant de certaines entreprises ; et cela à seule fin de cacher, ou du moins de dissimuler autant que possible, la fonction de diverses *ententes qui décident de tout*.

Cependant, malgré ses fréquentes intentions, et ses lourds moyens, de mettre en lumière la pleine dimension de nombreuses personnalités supposées remarquables, la société actuelle, et pas seulement par tout ce qui a remplacé aujourd'hui les arts, ou par les discours à ce propos, montre beaucoup plus souvent le contraire : l'incapacité complète se heurte à une autre incapacité comparable ; elles s'affolent, et c'est à qui se mettra en déroute avant l'autre. Il arrive qu'un avocat, oubliant qu'il ne figure dans un procès que pour y être l'homme d'une cause, se laisse sincèrement influencer par un raisonnement de l'avocat adverse ; et même alors que ce raisonnement a pu être tout aussi peu rigoureux que le sien propre. Il arrive aussi qu'un suspect, innocent, avoue momentanément ce crime qu'il n'a pas commis ; pour la seule raison qu'il avait été impressionné *par la logique* de l'hypothèse d'un délateur qui voulait le croire coupable (cas du docteur Archambeau, à Poitiers, en 1984).

McLuhan lui-même, le premier apologiste du spectacle, qui paraissait l'imbécile le plus convaincu de son siècle, a changé d'avis en découvrant enfin, en 1976, que « la pression des *mass media* pousse vers l'irrationnel », et qu'il deviendrait urgent d'en modérer l'emploi. Le penseur de Toronto avait auparavant passé plusieurs décennies à s'émerveiller des multiples libertés qu'apportait ce « village planétaire » si instantanément accessible à tous sans fatigue. Les villages, contrairement aux villes, ont toujours été dominés par le conformisme, l'isolement, la surveillance mesquine, l'ennui, les ragots toujours répétés sur quelques mêmes familles. Et c'est bien ainsi que se présente désormais la vulgarité de la planète spectaculaire, où il n'est plus possible de distinguer la dynastie des Grimaldi-Monaco, ou des Bourbons-Franco, de celle qui avait remplacé les Stuart. Pourtant d'ingrats disciples essaient aujourd'hui de faire oublier McLuhan, et de rajeunir ses premières trouvailles, visant à leur tour une carrière dans l'éloge médiatique de toutes ces nouvelles libertés qui seraient à « choisir » aléatoirement dans l'éphémère. Et probablement ils se renieront plus vite que leur inspirateur.

XIII

Le spectacle ne cache pas que quelques dangers environnent l'ordre merveilleux qu'il a établi. La pollution des océans et la destruction des forêts équatoriales menacent le renouvellement de l'oxygène de la Terre ; sa couche d'ozone résiste mal au progrès industriel ; les radiations d'origine nucléaire s'accumulent irréversiblement. Le spectacle conclut seulement que c'est sans importance. Il ne veut discuter que sur les dates et les doses. Et en ceci seulement, il parvient à rassurer ; ce qu'un esprit pré-spectaculaire aurait tenu pour impossible.

Les méthodes de la démocratie spectaculaire sont d'une grande souplesse, contrairement à la simple brutalité du *diktat* totalitaire. On peut garder le nom quand la chose a été secrètement changée (de la bière, du bœuf, un philosophe). On peut aussi bien changer le nom quand la chose a été secrètement continuée : par exemple en Angleterre l'usine de retraitement des déchets nucléaires de Windscale a été amenée à faire appeler sa localité Sellafield afin de mieux égarer les soupçons, après un désastreux incendie en 1957, mais ce retraitement toponymique n'a pas empêché l'augmentation de la mortalité par cancer et leucémie dans ses alentours. Le gouvernement anglais, on l'apprend démocratiquement trente ans plus tard, avait alors décidé de garder secret un rapport sur la catastrophe qu'il jugeait, et non sans raison, de nature à ébranler la confiance que le public accordait au nucléaire.

Les pratiques nucléaires, militaires ou civiles, nécessitent une dose de secret plus forte que partout ailleurs ; où comme on sait il en faut déjà beaucoup. Pour faciliter la vie, c'est-à-dire les mensonges, des savants élus par les maîtres de ce système, on a découvert l'utilité de changer aussi les mesures, de les varier selon un plus grand nombre de points de vue, les raffiner, afin de pouvoir jongler, selon les cas, avec plusieurs de ces chiffres difficilement convertibles. C'est ainsi que l'on peut disposer, pour évaluer la radioactivité, des unités de mesure suivantes : le curie, le becquerel, le röntgen, le rad, alias centigray, le rem, sans oublier le facile millirad et le sivert, qui n'est autre qu'une pièce de 100 rems. Cela évoque le souvenir des subdivisions de la monnaie anglaise, dont les étrangers ne maîtrisaient pas vite la complexité, au temps où Sellafield s'appelait encore Windscale.

On conçoit la rigueur et la précision qu'auraient pu atteindre, au XIXe siècle, l'histoire des guerres et, par conséquent, les théoriciens de la stratégie si, afin de ne pas donner d'informations trop confidentielles aux commentateurs neutres ou aux historiens ennemis, on s'en était habituellement tenu à rendre compte d'une campagne en ces termes : « La phase préliminaire comporte une série d'engagements où, de notre côté, une solide avant-garde, constituée par quatre généraux et les unités placées sous leur commandement, se heurte à un corps ennemi comptant 13 000 baïonnettes. Dans la phase ultérieure se développe une bataille rangée, longuement disputée, où s'est portée la totalité de notre armée, avec ses 290 canons et sa cavalerie forte de 18 000 sabres ; tandis que l'adversaire lui a opposé des troupes qui n'alignaient pas moins de 3 600 lieutenants d'infanterie,

quarante capitaines de hussards et vingt-quatre de cuirassiers. Après des alternances d'échecs et de succès de part et d'autre, la bataille peut être considérée finalement comme indécise. Nos pertes, plutôt au-dessous du chiffre moyen que l'on constate habituellement dans des combats d'une durée et d'une intensité comparables, sont sensiblement supérieures à celles des Grecs à Marathon, mais restent inférieures à celles des Prussiens à Iéna. » D'après cet exemple, il n'est pas impossible à un spécialiste de se faire une idée vague des forces engagées. Mais la conduite des opérations est assurée de rester au-dessus de tout jugement.

En juin 1987, Pierre Bacher, directeur adjoint de l'équipement à l'E.D.F., a exposé la dernière doctrine de la sécurité des centrales nucléaires. En les dotant de vannes et de filtres, il devient beaucoup plus facile d'éviter les catastrophes majeures, la fissuration ou l'explosion de l'enceinte, qui toucheraient l'ensemble d'une « région ». C'est ce que l'on obtient à trop vouloir confiner. Il vaut mieux, chaque fois que la machine fait mine de s'emballer, décompresser doucement, en arrosant un étroit voisinage de quelques kilomètres, voisinage qui sera chaque fois très différemment et aléatoirement prolongé par le caprice des vents. Il révèle que, dans les deux années précédentes, les discrets essais menés à Cadarache, dans la Drôme, « ont concrètement montré que les rejets — essentiellement des gaz — ne dépassent pas quelques pour mille, au pire un pour cent de la radioactivité régnant dans l'enceinte ». Ce pire reste donc très modéré : un pour cent. Auparavant on était sûrs qu'il n'y avait aucun risque, sauf dans le cas d'accident, logiquement impossible. Les premières années d'expérience ont changé ce raisonnement ainsi : puisque l'accident est toujours possible, ce qu'il faut éviter, c'est qu'il atteigne un seuil catastrophique, et c'est aisé. Il suffit de contaminer coup par coup avec modération. Qui ne sent qu'il est infiniment plus sain de se borner pendant quelques années à boire 140 centilitres de vodka par jour, au lieu de commencer tout de suite à s'enivrer comme des Polonais ?

Il est assurément dommage que la société humaine rencontre de si brûlants problèmes au moment où il est devenu matériellement impossible de faire entendre la moindre objection au discours marchand ; au moment où la domination, justement parce qu'elle est abritée par le spectacle de toute réponse à ses décisions et justifications fragmentaires ou délirantes, *croit qu'elle n'a plus besoin de penser* ; et véritablement ne sait plus penser. Aussi ferme que soit le démocrate, ne préférerait-il pas qu'on lui ait choisi des maîtres plus intelligents ?

À la conférence internationale d'experts tenue à Genève en décembre 1986, il était tout simplement question d'une interdiction mondiale de la production de chlorofluorocarbène, le gaz qui fait disparaître depuis peu, mais à très vive allure, la mince couche d'ozone qui protégeait cette planète — on s'en souviendra — contre les effets nocifs du rayonnement cosmique. Daniel Verilhe, représentant de la filiale de produits chimiques d'Elf-Aquitaine, et siégeant à ce titre dans une délégation française fermement opposée à cette interdiction, faisait une remarque pleine de sens : « Il faut bien trois ans pour mettre au point d'éventuels substituts et les coûts peuvent être multipliés par quatre. » On sait que cette fugitive couche d'ozone, à une telle altitude, n'appartient à personne, et n'a aucune valeur marchande. Le stratège *industriel* a donc pu faire mesurer à ses contradicteurs toute leur inexplicable insouciance économique, par ce rappel à la réalité : « Il est très hasardeux de baser une stratégie industrielle sur des impératifs en matière d'environnement. »

Ceux qui avaient, il y a déjà bien longtemps, commencé à critiquer l'économie politique en la définissant comme « le reniement achevé de l'homme », ne s'étaient pas trompés. On la reconnaîtra à ce trait.

XIV

On entend dire que la science est maintenant soumise à des impératifs de rentabilité économique ; cela a toujours été vrai. Ce qui est nouveau, c'est que l'économie en soit venue à faire ouvertement la guerre aux humains ; non plus seulement aux possibilités de leur vie, mais à celles de leur survie. C'est alors que la pensée scientifique a choisi, contre une grande part de son propre passé anti-esclavagiste, de servir la domination spectaculaire. La science possédait, avant d'en venir là, une autonomie relative. Elle savait donc penser sa parcelle de réalité ; et ainsi elle avait pu immensément

contribuer à augmenter les moyens de l'économie. Quand l'économie toute-puissante est devenue folle, *et les temps spectaculaires ne sont rien d'autre*, elle a supprimé les dernières traces de l'autonomie scientifique, inséparablement sur le plan méthodologique et sur le plan des conditions pratiques de l'activité des « chercheurs ». On ne demande plus à la science de comprendre le monde, ou d'y améliorer quelque chose. On lui demande de justifier instantanément tout ce qui se fait. Aussi stupide sur ce terrain que sur tous les autres, qu'elle exploite avec la plus ruineuse irréflexion, la domination spectaculaire a fait abattre l'arbre gigantesque de la connaissance scientifique à seule fin de s'y faire tailler une matraque. Pour obéir à cette ultime demande sociale d'une justification manifestement impossible, il vaut mieux ne plus trop savoir penser, mais être au contraire assez bien exercé aux commodités du discours spectaculaire. Et c'est en effet dans cette carrière qu'a lestement trouvé sa plus récente spécialisation, avec beaucoup de bonne volonté, la science prostituée de ces jours méprisables.

La science de la justification mensongère était naturellement apparue dès les premiers symptômes de la décadence de la société bourgeoise, avec la prolifération cancéreuse des pseudo-sciences dites « de l'homme » ; mais par exemple la médecine moderne avait pu, un temps, se faire passer pour utile, et ceux qui avaient vaincu la variole ou la lèpre étaient autres que ceux qui ont basement capitulé devant les radiations nucléaires ou la chimie agro-alimentaire. On remarque vite que la médecine aujourd'hui n'a, bien sûr, plus le droit de défendre la santé de la population contre l'environnement pathogène, car ce serait s'opposer à l'État, ou seulement à l'industrie pharmaceutique.

Mais ce n'est pas seulement par cela qu'elle est obligée de taire, que l'activité scientifique présente avoue ce qu'elle est devenue. C'est aussi par ce que, très souvent, elle a la simplicité de dire. Annonçant en novembre 1985, après une expérimentation de huit jours sur quatre malades, qu'ils avaient peut-être découvert un remède efficace contre le S.I.D.A., les professeurs Even et Andrieu, de l'hôpital Laënnec, soulevèrent deux jours après, les malades étant morts, quelques réserves de la part de plusieurs médecins, moins avancés ou peut-être jaloux, pour leur façon assez précipitée de courir faire enregistrer ce qui n'était qu'une trompeuse apparence de victoire ; quelques heures avant l'écroulement. Et ceux-là s'en défendirent sans se troubler, en affirmant qu'« après tout, mieux vaut de faux espoirs que pas d'espoir du tout ». Ils étaient même trop ignorants pour reconnaître que cet argument, à lui seul, était un complet reniement de l'esprit scientifique ; et qu'il avait historiquement toujours servi à couvrir les profitables rêveries des charlatans et des sorciers, dans les temps où on ne leur confiait pas la direction des hôpitaux.

Quand la science officielle en vient à être conduite de la sorte, comme tout le reste du spectacle social qui, sous une présentation matériellement modernisée et enrichie, n'a fait que reprendre les très anciennes techniques des tréteaux forains — *illusionnistes, aboyeurs et barons* —, on ne peut être surpris de voir quelle grande autorité reprennent parallèlement, un peu partout, les mages et les sectes, le zen emballé sous vide ou la théologie des Mormons. L'ignorance, qui a bien servi les puissances établies, a été en surplus toujours exploitée par d'ingénieuses entreprises qui se tenaient en marge des lois. Quel moment plus favorable que celui où l'analphabétisme a tant progressé ? Mais cette réalité est niée à son tour par une autre démonstration de sorcellerie. L'U.N.E.S.C.O., lors de sa fondation, avait adopté une définition scientifique, très précise, de l'analphabétisme qu'elle se donnait pour tâche de combattre dans les pays arriérés. Quand on a vu revenir inopinément le même fait, mais cette fois du côté des pays dits avancés, comme un autre, attendant Grouchy, vit surgir Blücher dans sa bataille, il a suffi de faire donner la Garde des experts ; et ils ont vite enlevé la formule d'un seul assaut irrésistible, en remplaçant *le terme* analphabétisme par celui d'illettrisme : comme un « faux patriotique » peut paraître opportunément pour soutenir une bonne cause nationale. Et pour fonder sur le roc, entre pédagogues, la pertinence du néologisme, on fait vite passer une nouvelle définition, comme si elle était admise depuis toujours, et selon laquelle, tandis que l'analphabète était, on sait, celui qui n'avait jamais appris à lire, l'illettré au sens moderne est, tout au contraire, celui qui a appris la lecture (et l'a même *mieux apprise* qu'avant, peuvent du coup témoigner froidement les plus doués des théoriciens et historiens officiels de la pédagogie), mais qui

l'a par hasard *aussitôt oubliée*. Cette surprenante explication risquerait d'être moins apaisante qu'inquiétante, si elle n'avait l'art d'éviter, en parlant à côté et comme si elle ne la voyait pas, la première conséquence qui serait venue à l'esprit de tous dans des époques plus scientifiques : à savoir que ce dernier phénomène mériterait lui-même d'être expliqué, et combattu, puisqu'il n'avait jamais pu être observé, ni même imaginé, où que ce soit, avant les récents progrès de la pensée avariée ; quand la décadence de l'explication accompagne d'un pas égal la décadence de la pratique.

XV

Il y a plus de cent ans, le *Nouveau Dictionnaire des Synonymes français* d'A.-L. Sardou définissait les nuances qu'il faut saisir entre : *fallacieux, trompeur, imposteur, séducteur, insidieux, captieux* ; et qui ensemble constituent aujourd'hui une sorte de palette des couleurs qui conviennent à un portrait de la société du spectacle. Il n'appartenait pas à son temps, ni à son expérience de spécialiste, d'exposer aussi clairement les sens voisins, mais très différents, des périls que doit normalement s'attendre à affronter tout groupe qui s'adonne à la subversion, et suivant par exemple cette gradation : *égaré, provoqué, infiltré, manipulé, usurpé, retourné*. Ces nuances considérables ne sont jamais apparues, en tout cas, aux doctrinaires de la « lutte armée ».

« *Fallacieux*, du latin *fallaciosus*, habile ou habitué à tromper, plein de fourberie : la terminaison de cet adjectif équivaut au superlatif de *trompeur*. Ce qui trompe ou induit à erreur de quelque manière que ce soit, est *trompeur* : ce qui est fait pour tromper, abuser, jeter dans l'erreur par un dessein formé de tromper avec l'artifice et l'appareil imposant le plus propre pour abuser, est *fallacieux*. *Trompeur* est un mot générique et vague ; tous les genres de signes et d'apparences incertaines sont *trompeurs* : *fallacieux* désigne la fausseté, la fourberie, l'imposture étudiée ; des discours, des protestations, des raisonnements sophistiques, sont *fallacieux*. Ce mot a des rapports avec ceux d'*imposteur*, de *séducteur*, d'*insidieux*, de *captieux*, mais sans équivalent. *Imposteur* désigne tous les genres de fausses apparences, ou de trames concertées pour abuser ou pour nuire ; l'hypocrisie, par exemple, la calomnie, etc. *Séducteur* exprime l'action propre de s'emparer de quelqu'un, de l'égarer par des moyens adroits et insinuants. *Insidieux* ne marque que l'action de tendre adroitement des pièges et d'y faire tomber. *Captieux* se borne à l'action subtile de surprendre quelqu'un et de le faire tomber dans l'erreur. *Fallacieux* rassemble la plupart de ces caractères. »

XVI

Le concept, encore jeune, de *désinformation* a été récemment importé de Russie, avec beaucoup d'autres inventions utiles à la gestion des États modernes. Il est toujours hautement employé par un pouvoir, ou corollairement par des gens qui détiennent un fragment d'autorité économique ou politique, pour maintenir ce qui est établi ; et toujours en attribuant à cet emploi une fonction *contre-offensive*. Ce qui peut s'opposer à une seule vérité officielle doit être forcément une désinformation émanant de puissances hostiles, ou au moins de rivaux, et elle aurait été intentionnellement faussée par la malveillance. La désinformation ne serait pas la simple négation d'un fait qui convient aux autorités, ou la simple affirmation d'un fait qui ne leur convient pas : on appelle cela psychose. Contrairement au pur mensonge, la désinformation, et voilà en quoi le concept est intéressant pour les défenseurs de la société dominante, doit fatalement contenir une certaine part de vérité, mais délibérément manipulée par un habile ennemi. Le pouvoir qui parle de désinformation ne croit pas être lui-même absolument sans défauts, mais il sait qu'il pourra attribuer à toute critique précise cette excessive insignifiance qui est dans la nature de la désinformation ; et que de la sorte il n'aura jamais à convenir d'un défaut particulier.

En somme, la désinformation serait le mauvais usage de la vérité. Qui la lance est coupable, et qui la croit, imbécile. Mais qui serait donc l'habile ennemi ? Ici, ce ne peut pas être le terrorisme, qui ne risque de « désinformer » personne, puisqu'il est chargé de représenter ontologiquement *l'erreur* la plus balourde et la moins admissible. Grâce à son étymologie, et aux souvenirs contemporains des affrontements limités qui, vers le milieu du siècle, opposèrent brièvement l'Est et l'Ouest, spectaculaire concentré et spectaculaire diffus, aujourd'hui encore le capitalisme du spectaculaire

intégré fait semblant de croire que le capitalisme de bureaucratie totalitaire — présenté même parfois comme la base arrière ou l'inspiration des terroristes — reste son ennemi essentiel, comme aussi bien l'autre dira la même chose du premier ; malgré les preuves innombrables de leur alliance et solidarité profondes. En fait tous les pouvoirs qui sont installés, en dépit de quelques réelles rivalités locales, et sans vouloir le dire jamais, pensent continuellement ce qu'avait su rappeler un jour, du côté de la subversion et sans grand succès sur l'instant, un des rares internationalistes allemands après qu'eut commencé la guerre de 1914 : « L'ennemi principal est dans notre pays. » La désinformation est finalement l'équivalent de ce que représentaient, dans le discours de la guerre sociale du XIXe siècle, « les mauvaises passions ». C'est tout ce qui est obscur et risquerait de vouloir s'opposer à l'extraordinaire bonheur dont cette société, on le sait bien, fait bénéficier ceux qui lui ont fait confiance ; bonheur qui ne saurait être trop payé par différents risques ou déboires insignifiants. Et tous ceux qui *voient* ce bonheur dans le spectacle admettent qu'il n'y a pas à lésiner sur son coût ; tandis que les autres désinforment.

L'autre avantage que l'on trouve à dénoncer, en l'expliquant ainsi, une désinformation bien particulière, c'est qu'en conséquence le discours global du spectacle ne saurait être soupçonné d'en contenir, puisqu'il peut désigner, avec la plus scientifique assurance, le terrain où se reconnaît la seule désinformation : c'est tout ce qu'on peut dire et qui ne lui plaira pas.

C'est sans doute par erreur — à moins plutôt que ce ne soit un leurre délibéré — qu'a été agité récemment en France le projet d'attribuer officiellement une sorte de label à du médiatique « garanti sans désinformation » : ceci blessait quelques professionnels des *media*, qui voudraient encore croire, ou plus modestement faire croire, qu'ils ne sont pas effectivement censurés dès à présent. Mais surtout le concept de désinformation n'a évidemment pas à être employé *défensivement*, et encore moins dans une défensive statique, en garnissant une Muraille de Chine, une ligne Maginot, qui devrait couvrir absolument un espace censé être interdit à la désinformation. Il faut qu'il y ait de la désinformation, et qu'elle reste fluide, pouvant passer partout. Là où le discours spectaculaire n'est pas attaqué, il serait stupide de le défendre ; et ce concept s'userait extrêmement vite à le défendre, contre l'évidence, sur des points qui doivent au contraire éviter de mobiliser l'attention. De plus, les autorités n'ont aucun besoin réel de garantir qu'une information précise ne contiendrait pas de désinformation. Et elles n'en ont pas les moyens : elles ne sont pas si respectées, et ne feraient qu'attirer la suspicion sur l'information en cause. Le concept de désinformation n'est bon que dans la contre-attaque. Il faut le maintenir en deuxième ligne, puis le jeter instantanément en avant pour repousser toute vérité qui viendrait à surgir.

Si parfois une sorte de désinformation désordonnée risque d'apparaître, au service de quelques intérêts particuliers passagèrement en conflit, et d'être crue elle aussi, devenant incontrôlable et s'opposant par là au travail d'ensemble d'une désinformation moins irresponsable, ce n'est pas qu'il y ait lieu de craindre que dans celle-là ne se trouvent engagés d'autres manipulateurs plus experts ou plus subtils : c'est simplement parce que la désinformation se déploie maintenant *dans un monde où il n'y a plus de place pour aucune vérification*.

Le concept confusionniste de désinformation est mis en vedette pour réfuter instantanément, par le seul bruit de son nom, toute critique que n'auraient pas suffi à faire disparaître les diverses agences de l'organisation du silence. Par exemple, on pourrait dire un jour, si cela paraissait souhaitable, que cet écrit est une entreprise de désinformation sur le spectacle ; ou bien, c'est la même chose, de désinformation au détriment de la démocratie.

Contrairement à ce qu'affirme son concept spectaculaire inversé, la pratique de la désinformation ne peut que servir l'État ici et maintenant, sous sa conduite directe, ou à l'initiative de ceux qui défendent les mêmes valeurs. En fait, la désinformation réside dans toute l'information existante ; et comme son caractère principal. On ne la nomme que là où il faut maintenir, par l'intimidation, la passivité. Là où la désinformation est *nommée*, elle n'existe pas. Là où elle existe, on ne la nomme pas.

Quand il y avait encore des idéologies qui s'affrontaient, qui se proclamaient pour ou contre tel aspect connu de la réalité, il y avait des fanatiques, et des menteurs, mais pas de « désinformateurs ».

Quand il n'est plus permis, par le respect du consensus spectaculaire, ou au moins par une volonté de gloriole spectaculaire, de dire vraiment ce à quoi l'on s'oppose, ou aussi bien ce que l'on approuve dans toutes ses conséquences ; mais où l'on rencontre souvent l'obligation de dissimuler un côté que l'on considère, pour quelque raison, comme dangereux dans ce que l'on est censé admettre, alors on pratique la désinformation ; comme par étourderie, ou comme par oubli, ou par *prétendu* faux raisonnement. Et par exemple, sur le terrain de la contestation après 1968, les récupérateurs incapables qui furent appelés « pro-situs » ont été *les premiers désinformateurs*, parce qu'ils dissimulaient autant que possible les manifestations pratiques à travers lesquelles s'était affirmée la critique qu'ils se flattaient d'adopter ; et, point gênés d'en affaiblir l'expression, ils ne citaient jamais rien ni personne, pour avoir l'air d'avoir eux-mêmes trouvé quelque chose.

XVII

Renversant une formule fameuse de Hegel, je notais déjà en 1967 que « dans le monde *réellement renversé*, le vrai est un moment du faux ». Les années passées depuis lors ont montré les progrès de ce principe dans chaque domaine particulier, sans exception.

Ainsi, dans une époque où ne peut plus exister d'art contemporain, il devient difficile de juger des arts classiques. Ici comme ailleurs, l'ignorance n'est produite que pour être exploitée. En même temps que se perdent ensemble le sens de l'histoire et le goût, on organise des réseaux de falsification. Il suffit de tenir les experts et les commissaires-priseurs, et c'est assez facile, pour tout faire passer puisque dans les affaires de cette nature, comme finalement dans les autres, c'est la vente qui authentifie toute valeur. Après, ce sont les collectionneurs ou les musées, notamment américains, qui, gorgés de faux, auront intérêt à en maintenir la bonne réputation, tout comme le Fonds Monétaire International maintient la fiction de la valeur positive des immenses dettes de cent nations.

Le faux forme le goût, et soutient le faux, en faisant sciemment disparaître la possibilité de référence à l'authentique. On *refait* même le vrai, dès que c'est possible, pour le faire ressembler au faux. Les Américains, étant les plus riches et les plus modernes, ont été les principales dupes de ce commerce du faux en art. Et ce sont justement les mêmes qui financent les travaux de restauration de Versailles ou de la Chapelle Sixtine. C'est pourquoi les fresques de Michel-Ange devront prendre des couleurs ravivées de bande dessinée, et les meubles authentiques de Versailles acquérir ce vif éclat de la dorure qui les fera ressembler beaucoup au faux mobilier d'époque Louis XIV importé à grands frais au Texas.

Le jugement de Feuerbach, sur le fait que son temps préférerait « l'image à la chose, la copie à l'original, la représentation à la réalité », a été entièrement confirmé par le siècle du spectacle, et cela dans plusieurs domaines où le XIXe siècle avait voulu rester à l'écart de ce qui était déjà sa nature profonde : la production industrielle capitaliste. C'est ainsi que la bourgeoisie avait beaucoup répandu l'esprit rigoureux du musée, de l'objet original, de la critique historique exacte, du document authentique. Mais aujourd'hui, c'est partout que le factice a tendance à remplacer le vrai. À ce point, c'est très opportunément que la pollution due à la circulation des automobiles oblige à remplacer par des répliques en plastique les chevaux de Marly ou les statues romanes du portail de Saint-Trophime. Tout sera en somme plus beau qu'avant, pour être photographié par des touristes.

Le point culminant est sans doute atteint par le risible faux bureaucratique chinois des grandes statues de la vaste *armée industrielle* du Premier Empereur, que tant d'hommes d'État en voyage ont été conviés à admirer *in situ*. Cela prouve donc, puisque l'on a pu se moquer d'eux si cruellement, qu'aucun ne disposait, dans la masse de tous leurs conseillers, d'un seul individu qui connaisse l'histoire de l'art, en Chine ou hors de Chine. On sait que leur instruction a été tout autre : «

L'ordinateur de Votre Excellence n'en a pas été informé. » Cette constatation que, pour la première fois, on peut gouverner sans avoir aucune connaissance artistique ni aucun sens de l'authentique ou de l'impossible, pourrait à elle seule suffire à conjecturer que tous ces naïfs jobards de l'économie et de l'administration vont probablement conduire le monde à quelque grande catastrophe ; si leur pratique effective ne l'avait pas déjà montré.

XVIII

Notre société est bâtie sur le secret, depuis les « sociétés-écrans » qui mettent à l'abri de toute lumière les biens concentrés des possédants jusqu'au « secret-défense » qui couvre aujourd'hui un immense domaine de pleine liberté extrajudiciaire de l'État ; depuis les secrets, souvent effrayants, de la *fabrication pauvre*, qui sont cachés derrière la publicité, jusqu'aux projections des variantes de l'avenir extrapolé, sur lesquelles la domination lit seule le cheminement le plus probable de ce qu'elle affirme n'avoir aucune sorte d'existence, tout en calculant les réponses qu'elle y apportera mystérieusement. On peut faire à ce propos quelques observations.

Il y a toujours un plus grand nombre de lieux, dans les grandes villes comme dans quelques espaces réservés de la campagne, qui sont inaccessibles, c'est-à-dire gardés et protégés de tout regard ; qui sont mis hors de portée de la curiosité innocente, et fortement abrités de l'espionnage. Sans être tous proprement militaires, ils sont sur ce modèle placés au-delà de tout risque de contrôle par des passants ou des habitants ; ou même par la police, qui a vu depuis longtemps ses fonctions ramenées aux seules surveillance et répression de la délinquance la plus commune. Et c'est ainsi qu'en Italie, lorsque Aldo Moro était prisonnier de *Potere Due*, il n'a pas été détenu dans un bâtiment plus ou moins introuvable, mais simplement dans un bâtiment impénétrable.

Il y a toujours un plus grand nombre d'hommes formés pour agir dans le secret ; instruits et exercés à ne faire que cela. Ce sont des détachements spéciaux d'hommes armés d'archives réservées, c'est-à-dire d'observations et d'analyses secrètes. Et d'autres sont armés de diverses techniques pour l'exploitation et la manipulation de ces affaires secrètes. Enfin, quand il s'agit de leurs branches « Action », ils peuvent également être équipés d'autres capacités de simplification des problèmes étudiés.

Tandis que les moyens attribués à ces hommes spécialisés dans la surveillance et l'influence deviennent plus grands, ils rencontrent aussi des circonstances générales qui leur sont chaque année plus favorables. Quand par exemple les nouvelles conditions de la société du spectaculaire intégré ont forcé sa critique à rester réellement clandestine, non parce qu'elle se cache mais *puisqu'elle est cachée* par la pesante mise en scène de la pensée du divertissement, ceux qui sont pourtant chargés de surveiller cette critique, et au besoin de la démentir, peuvent finalement employer contre elle les recours traditionnels dans le milieu de la clandestinité : provocation, infiltrations, et diverses formes d'élimination de la critique authentique au profit d'une fausse qui aura pu être mise en place à cet effet. L'incertitude grandit, à tout propos, quand l'imposture générale du spectacle s'enrichit d'une possibilité de recours à mille impostures particulières. Un crime inexplicable peut aussi être dit suicide, en prison comme ailleurs ; et la dissolution de la logique permet des enquêtes et des procès qui décollent verticalement dans le déraisonnable, et qui sont fréquemment faussés dès l'origine par d'extravagantes autopsies, que pratiquent de singuliers experts.

Depuis longtemps, on s'est habitué partout à voir exécuter sommairement toutes sortes de gens. Les terroristes connus, ou considérés comme tels, sont combattus ouvertement d'une manière terroriste. Le Mossad va tuer au loin Abou Jihad, ou les S.A.S. anglais des Irlandais, ou la police parallèle du « G.A.L. » des Basques. Ceux que l'on fait tuer par de supposés terroristes ne sont pas eux-mêmes choisis sans raison ; mais il est généralement impossible d'être assuré de connaître ces raisons. On peut savoir que la gare de Bologne a sauté pour que l'Italie continue d'être bien gouvernée ; et ce que sont les « Escadrons de la mort » au Brésil ; et que la Mafia peut incendier un hôtel aux États-Unis pour appuyer un *racket*. Mais comment savoir à quoi ont pu servir, au fond, les « tueurs fous du

Brabant » ? Il est difficile d'appliquer le principe *Cui prodest* ? dans un monde où tant d'intérêts agissants sont si bien cachés. De sorte que, sous le spectaculaire intégré, on vit et on meurt au point de confluence d'un très grand nombre de mystères.

Des rumeurs médiatiques-policières prennent à l'instant, ou au pire après avoir été répétées trois ou quatre fois, le poids indiscuté de preuves historiques séculaires. Selon l'autorité légendaire du spectacle du jour, d'étranges personnages éliminés dans le silence reparaissent comme survivants fictifs, dont le retour pourra toujours être évoqué ou supputé, et *prouvé* par le plus simple on-dit des spécialistes. Ils sont quelque part entre l'Achéron et le Léthé, ces morts qui n'ont pas été régulièrement enterrés par le spectacle, ils sont censés dormir en attendant qu'on veuille les réveiller, tous, le terroriste redescendu des collines et le pirate revenu de la mer ; et le voleur qui n'a plus besoin de voler.

L'incertitude est ainsi organisée partout. La protection de la domination procède très souvent par *fausses attaques*, dont le traitement médiatique fera perdre de vue la véritable opération : tel le bizarre coup de force de Tejero et de ses gardes civils aux Cortès en 1981, dont l'échec devait cacher un autre *pronunciamiento* plus moderne, c'est-à-dire masqué, qui a réussi. Également voyant, l'échec d'un sabotage par les services spéciaux français, en 1985, en Nouvelle-Zélande, a été parfois considéré comme un stratagème, peut-être destiné à détourner l'attention des nombreux nouveaux emplois de ces services, en faisant croire à leur caricaturale maladresse dans le choix des objectifs comme dans les modalités de l'exécution. Et plus assurément il a été presque partout estimé que les recherches géologiques d'un gisement pétrolier dans le sous-sol *de la ville de Paris*, qui ont été bruyamment menées à l'automne de 1986, n'avaient pas d'autre intention sérieuse que celle de mesurer le point qu'avait pu atteindre la capacité d'hébétude et de soumission des habitants ; en leur montrant une prétendue recherche si parfaitement démentielle sur le plan économique.

Le pouvoir est devenu si mystérieux qu'après l'affaire des ventes illégales d'armes à l'Iran par la présidence des États-Unis, on a pu se demander qui commandait vraiment aux États-Unis, la plus forte puissance du monde dit démocratique ? Et donc qui diable peut commander le monde démocratique ?

Plus profondément, dans ce monde officiellement si plein de respect pour toutes les nécessités économiques, personne ne sait jamais ce que coûte véritablement n'importe quelle chose produite : en effet, la part la plus importante du coût réel *n'est jamais calculée ; et le reste est tenu secret*.

XIX

Le général Noriega s'est fait un instant connaître mondialement au début de l'année 1988. Il était dictateur sans titre du Panama, pays sans armée, où il commandait la Garde Nationale. Car le Panama n'est pas vraiment un État souverain : il a été creusé pour son canal, et non l'inverse. Le dollar est sa monnaie, et la véritable armée qui y stationne est pareillement étrangère. Noriega avait donc fait toute sa carrière, ici parfaitement identique à celle de Jaruzelski en Pologne, comme général-policier, au service de l'occupant. Il était importateur de drogue aux États-Unis, car le Panama ne rapporte pas assez, et il exportait en Suisse ses capitaux « panaméens ». Il avait travaillé avec la C.I.A. contre Cuba et, pour avoir la couverture adéquate à ses activités économiques, il avait aussi dénoncé aux autorités américaines, si obsédées par ce problème, un certain nombre de ses rivaux dans l'importation. Son principal conseiller en matière de sécurité, qui donnait de la jalousie à Washington, était le meilleur sur le marché, Michael Harari, ancien officier du Mossad, le service secret d'Israël. Quand les Américains ont voulu se défaire du personnage, parce que certains de leurs tribunaux l'avaient imprudemment condamné, Noriega s'est déclaré prêt à se défendre pendant mille ans, par patriotisme panaméen, à la fois contre son peuple en révolte et contre l'étranger ; il a reçu aussitôt l'approbation publique des dictateurs bureaucratiques plus austères de Cuba et du Nicaragua, au nom de l'anti-impérialisme.

Loin d'être une étrangeté étroitement panaméenne, ce général Noriega, qui *vend tout et simule tout* dans un monde qui partout fait de même, était, de part en part, comme sorte d'homme d'une sorte d'État, comme sorte de général, comme capitaliste, parfaitement représentatif du spectaculaire intégré ; et des réussites qu'il autorise dans les directions les plus variées de sa politique intérieure et internationale. C'est un modèle du *prince de notre temps* ; et parmi ceux qui se destinent à venir et à rester au pouvoir où que ce puisse être, les plus capables lui ressemblent beaucoup. Ce n'est pas le Panama qui produit de telles merveilles, c'est cette époque.

XX

Pour tout service de renseignements, sur ce point en accord avec la juste théorie clausewitzienne de la guerre, un *savoir* doit devenir un *pouvoir*. De là ce service tire à présent son prestige, son espèce de poésie spéciale. Tandis que l'intelligence a été si absolument chassée du spectacle, qui ne permet pas d'agir et ne dit pas grand-chose de vrai sur l'action des autres, elle semble presque s'être réfugiée parmi ceux qui analysent des réalités, et agissent secrètement sur des réalités. Récemment, des révélations que Margaret Thatcher a tout fait pour étouffer, mais en vain, les authentifiant de la sorte, ont montré qu'en Angleterre ces services avaient déjà été capables d'amener la chute d'un ministère dont ils jugeaient la politique dangereuse. Le mépris général que suscite le spectacle redonne ainsi, pour de nouvelles raisons, une attirance à ce qui a pu être appelé, au temps de Kipling, « le grand jeu ».

La « conception policière de l'histoire » était au XIX^e siècle une explication réactionnaire, et ridicule, alors que tant de puissants mouvements sociaux agitaient les masses. Les pseudo-contestataires d'aujourd'hui savent bien cela, par ouï-dire ou par quelques livres, et croient que cette conclusion est restée vraie pour l'éternité ; ils ne veulent jamais voir la pratique réelle de leur temps ; parce qu'elle est trop triste pour leurs froides espérances. L'État ne l'ignore pas, et en joue.

Au moment où presque tous les aspects de la vie politique internationale, et un nombre grandissant de ceux qui comptent dans la politique intérieure, sont conduits et montrés dans le style des services secrets, avec leurres, désinformation, double explication — celle qui *peut* en cacher une autre, ou seulement en avoir l'air — le spectacle se borne à faire connaître le monde fatigant de l'incompréhensible obligatoire, une ennuyeuse série de romans policiers privés de vie et où toujours manque la conclusion. C'est là que la mise en scène réaliste d'un combat de nègres, la nuit, dans un tunnel, doit passer pour un ressort dramatique suffisant.

L'imbécillité croit que tout est clair, quand la télévision a montré une belle image, et l'a commentée d'un hardi mensonge. La demi-élite se contente de savoir que presque tout est obscur, ambivalent, « monté » en fonction de codes inconnus. Une élite plus fermée voudrait savoir le vrai, très malaisé à distinguer clairement dans chaque cas singulier, malgré toutes les données réservées et les confidences dont elle peut disposer. C'est pourquoi elle aimerait connaître la méthode de la vérité, quoique chez elle cet amour reste généralement malheureux.

XXI

Le secret domine ce monde, et d'abord comme secret de la domination. Selon le spectacle, le secret ne serait qu'une nécessaire exception à la règle de l'information abondamment offerte sur toute la surface de la société, de même que la domination, dans ce « monde libre » du spectaculaire intégré, se serait réduite à n'être qu'un Département exécutif au service de la démocratie. Mais personne ne croit vraiment le spectacle. Comment les spectateurs acceptent-ils l'existence du secret qui, à lui seul, garantit qu'ils ne pourraient gérer un monde dont ils ignorent les principales réalités, si par extraordinaire on leur demandait vraiment leur avis sur la manière de s'y prendre ? C'est un fait que le secret n'apparaît à presque personne dans sa pureté inaccessible, et dans sa généralité fonctionnelle. Tous admettent qu'il y ait inévitablement une petite zone de secret réservée à des spécialistes ; et pour la généralité des choses, beaucoup croient *être dans le secret*.

La Boétie a montré, dans le *Discours sur la servitude volontaire*, comment le pouvoir d'un tyran doit rencontrer de nombreux appuis parmi les cercles concentriques des individus qui y trouvent, ou croient y trouver, leur avantage. Et de même beaucoup de gens, parmi les politiques ou médiatiques qui sont flattés qu'on ne puisse les soupçonner d'être des *irresponsables* connaissent beaucoup de choses par relations et par confidences. Celui qui est content d'être dans la confiance n'est guère porté à la critiquer ; ni donc à remarquer que, dans toutes les confidences, la part principale de réalité lui sera toujours cachée. Il connaît, par la bienveillante protection des tricheurs, un peu plus de cartes, mais qui peuvent être fausses ; et jamais la méthode qui dirige et explique le jeu. Il s'identifie donc tout de suite aux manipulateurs, et méprise l'ignorance qu'au fond il partage. Car les bribes d'information que l'on offre à ces familiers de la tyrannie mensongère sont normalement infectées de mensonge, incontrôlables, manipulées. Elles font plaisir pourtant à ceux qui y accèdent, car ils se sentent supérieurs à tous ceux qui ne savent rien. Elles ne valent du reste que pour faire mieux approuver la domination, et jamais pour la comprendre effectivement. Elles constituent le privilège des *spectateurs de première classe* : ceux qui ont la sottise de croire qu'ils peuvent comprendre quelque chose, non en se servant de ce qu'on leur cache, mais *en croyant ce qu'on leur révèle* !

La domination est lucide au moins en ceci qu'elle attend de sa propre gestion, libre et sans entraves, un assez grand nombre de catastrophes de première grandeur pour très bientôt ; et cela tant sur les terrains écologiques, chimique par exemple, que sur les terrains économiques, bancaire par exemple. Elle s'est mise, depuis quelque temps déjà, en situation de traiter ces malheurs exceptionnels autrement que par le maniement habituel de la douce désinformation.

XXII

Quant aux assassinats, en nombre croissant depuis plus de deux décennies, qui sont restés entièrement inexpliqués — car si l'on a parfois sacrifié quelque comparse jamais il n'a été question de remonter aux commanditaires — leur caractère de production en série a sa marque : les mensonges patents, et changeants, des déclarations officielles ; Kennedy, Aldo Moro, Olaf Palme, des ministres ou financiers, un ou deux papes, d'autres qui valaient mieux qu'eux. Ce syndrome d'une maladie sociale récemment acquise s'est vite répandu un peu partout, comme si, à partir des premiers cas observés, il *descendait* des sommets des États, sphère traditionnelle de ce genre d'attentats, et comme si, en même temps, il *remontait* des bas-fonds, autre lieu traditionnel des trafics illégaux et protections, où s'est toujours déroulé ce genre de guerre, entre professionnels. Ces pratiques tendent à se rencontrer *au milieu* de toutes les affaires de la société, comme si en effet l'État ne dédaignait pas de s'y mêler, et la Mafia parvenait à s'y élever ; une sorte de jonction s'opérant par là.

On a tout entendu dire pour tenter d'expliquer accidentellement ce nouveau genre de mystères : incompétence des polices, sottise des juges d'instruction, inopportunes révélations de la presse, crise de croissance des services secrets, malveillance des témoins, grève catégorielle des délateurs. Edgar Poe pourtant avait déjà trouvé la direction certaine de la vérité, par son célèbre raisonnement du *Double assassinat dans la rue Morgue* :

« Il me semble que le mystère est considéré comme insoluble, par la raison même qui devrait le faire regarder comme facile à résoudre — je veux parler du caractère excessif sous lequel il apparaît... Dans des investigations du genre de celle qui nous occupe, il ne faut pas tant se demander comment les choses se sont passées, qu'étudier en quoi elles se distinguent de tout ce qui est arrivé jusqu'à présent. »

XXIII

En janvier 1988, la Mafia colombienne de la drogue publiait un communiqué destiné à rectifier l'opinion du public sur sa prétendue existence. La plus grande exigence d'une Mafia, où qu'elle puisse être constituée, est naturellement d'établir qu'elle n'existe pas, ou qu'elle a été victime de calomnies peu scientifiques ; et c'est son premier point de ressemblance avec le capitalisme. Mais en la circonstance, cette Mafia irritée d'être seule mise en vedette, est allée jusqu'à évoquer les autres

groupements qui voudraient se faire oublier en la prenant abusivement comme bouc émissaire. Elle déclare : « Nous n'appartenons pas, nous, à la mafia bureaucratique et politicienne, ni à celle des banquiers et des financiers, ni à celle des millionnaires, ni à la mafia des grands contrats frauduleux, à celle des monopoles ou à celle du pétrole, ni à celle des grands moyens de communication. »

On peut sans doute estimer que les auteurs de cette déclaration ont intérêt à déverser, tout comme les autres, leurs propres pratiques dans le vaste fleuve des eaux troubles de la criminalité, et des illégalités plus banales, qui arrose dans toute son étendue la société actuelle ; mais aussi il est juste de convenir que voilà des gens qui savent mieux que d'autres, par profession, de quoi ils parlent. La Mafia vient partout au mieux sur le sol de la société moderne. Elle est en croissance aussi rapide que les autres produits du travail par lequel la société du spectaculaire intégré façonne son monde. La Mafia grandit avec les immenses progrès des ordinateurs et de l'alimentation industrielle, de la complète reconstruction urbaine et du bidonville, des services spéciaux et de l'analphabétisme.

XXIV

La Mafia n'était qu'un archaïsme transplanté, quand elle commençait à se manifester au début du siècle aux États-Unis, avec l'immigration de travailleurs siciliens ; comme au même instant apparaissaient sur la côte ouest des guerres de gangs entre les sociétés secrètes chinoises. Fondée sur l'obscurantisme et la misère, la Mafia ne pouvait alors même pas s'implanter dans l'Italie du Nord. Elle semblait condamnée à s'effacer partout devant l'État moderne. C'était une forme de crime organisé qui ne pouvait prospérer que sur la « protection » de minorités attardées, en dehors du monde des villes, là où ne pouvait pas pénétrer le contrôle d'une police rationnelle et des lois de la bourgeoisie. La tactique défensive de la Mafia ne pouvait jamais être que la suppression des témoignages, pour neutraliser la police et la justice, et faire régner dans sa sphère d'activité le secret qui lui est nécessaire. Elle a par la suite trouvé un champ nouveau dans le *nouvel obscurantisme* de la société du spectaculaire diffus, puis intégré : avec la victoire totale du secret, la démission générale des citoyens, la perte complète de la logique, et les progrès de la vénalité et de la lâcheté universelles, toutes les conditions favorables furent réunies pour qu'elle devînt une puissance moderne, et offensive.

La Prohibition américaine — grand exemple des prétentions des États du siècle au contrôle autoritaire de tout, et des résultats qui en découlent — a laissé au crime organisé, pendant plus d'une décennie, la gestion du commerce de l'alcool. La Mafia, à partir de là enrichie et exercée, s'est liée à la politique électorale, aux affaires, au développement du marché des tueurs professionnels, à certains détails de la politique internationale. Ainsi, elle fut favorisée par le gouvernement de Washington pendant la Deuxième Guerre mondiale, pour aider à l'invasion de la Sicile. L'alcool redevenu légal a été remplacé par les stupéfiants, qui ont alors constitué la marchandise-vedette des consommations illégales. Puis elle a pris une importance considérable dans l'immobilier, les banques, la grande politique et les grandes affaires de l'État, puis les industries du spectacle : télévision, cinéma, édition. C'est aussi vrai déjà, aux États-Unis en tout cas, pour l'industrie même du disque, comme partout où la publicité d'un produit dépend d'un nombre assez concentré de gens. On peut donc facilement faire pression sur eux, en les achetant ou en les intimidant, puisque l'on dispose évidemment de bien assez de capitaux, ou d'hommes de main qui ne peuvent être reconnus ni punis. En corrompant les *disc jockeys*, on décide donc de ce qui devra être le succès, parmi des marchandises si également misérables.

C'est sans doute en Italie que la Mafia, au retour de ses expériences et conquêtes américaines, a acquis la plus grande force : depuis l'époque de son compromis historique avec le gouvernement parallèle, elle s'est trouvée en situation de faire tuer des juges d'instruction ou des chefs de police : pratique qu'elle avait pu inaugurer dans sa participation aux montages du « terrorisme » politique. Dans des conditions relativement indépendantes, l'évolution similaire de l'équivalent japonais de la Mafia prouve bien l'unité de l'époque.

On se trompe chaque fois que l'on veut expliquer quelque chose en opposant la Mafia à l'État : ils ne sont jamais en rivalité. La théorie vérifie avec facilité ce que toutes les rumeurs de la vie pratique

avaient trop facilement montré. La Mafia n'est pas étrangère dans ce monde ; elle y est parfaitement chez elle. Au moment du spectaculaire intégré, elle règne en fait comme le *modèle* de toutes les entreprises commerciales avancées.

XXV

Avec les nouvelles conditions qui prédominent actuellement dans la société écrasée sous *le talon de fer* du spectacle, on sait que, par exemple, un assassinat politique se trouve placé dans une autre lumière ; en quelque sorte tamisée. Il y a partout beaucoup plus de fous qu'autrefois, mais ce qui est infiniment plus commode, c'est que l'on peut en parler *follement*. Et ce n'est pas une quelconque terreur régnante qui imposerait de telles explications médiatiques. Au contraire, c'est l'existence paisible de telles explications qui doit causer de la terreur.

Quand en 1914, la guerre étant imminente, Villain assassina Jaurès, personne n'a douté que Villain, individu sans doute assez peu équilibré, avait cru devoir tuer Jaurès parce que celui-ci paraissait, aux yeux d'extrémistes de la droite patriotique qui avaient profondément influencé Villain, quelqu'un qui serait certainement nuisible pour la défense du pays. Ces extrémistes avaient seulement sous-estimé l'immense force du consentement patriotique dans le parti socialiste, qui devait le pousser instantanément à « l'union sacrée » ; que Jaurès fût assassiné ou qu'au contraire on lui laissât l'occasion de tenir ferme sur sa position internationaliste en refusant la guerre. Aujourd'hui, en présence d'un tel événement, des journalistes-policiers, experts notoires en « faits de société » et en « terrorisme », diraient tout de suite que Villain était bien connu pour avoir à plusieurs reprises esquissé des tentatives de meurtre, la pulsion visant chaque fois des hommes, qui pouvaient professer des opinions politiques très diverses, mais qui tous avaient par hasard une ressemblance physique ou vestimentaire avec Jaurès. Des psychiatres l'attesteraient, et les *media*, rien qu'en attestant qu'ils l'ont dit, attesteraient par le fait même leur compétence et leur impartialité d'experts *incomparablement* autorisés. Puis l'enquête policière officielle pourrait établir dès le lendemain que l'on vient de découvrir plusieurs personnes honorables qui sont prêtes à témoigner du fait que ce même Villain, s'estimant un jour mal servi à la « Chope du Croissant », avait, en leur présence, abondamment menacé de se venger prochainement du cafetier, en abattant devant tout le monde, et sur place, un de ses meilleurs clients.

Ce n'est pas dire que, dans le passé, la vérité s'imposait souvent et tout de suite ; puisque Villain a été finalement acquitté par la Justice française. Il n'a été fusillé qu'en 1936, quand éclata la révolution espagnole, car il avait commis l'imprudence de résider aux îles Baléares.

XXVI

C'est parce que les nouvelles conditions d'un maniement profitable des affaires économiques, au moment où l'État détient une part hégémonique dans l'orientation de la production et où la demande pour toutes les marchandises dépend étroitement de la centralisation réalisée dans l'information-incitation spectaculaire, à laquelle devront aussi s'adapter les formes de la distribution, l'exigent impérativement que l'on voit se constituer partout des réseaux d'influence ou des sociétés secrètes. Ce n'est donc qu'un produit naturel du mouvement de concentration des capitaux, de la production, de la distribution. Ce qui, en cette matière, ne s'étend pas, doit disparaître ; et aucune entreprise ne peut s'étendre qu'avec les valeurs, les techniques, les moyens, de ce que sont aujourd'hui l'industrie, le spectacle, l'État. C'est, en dernière analyse, le développement particulier qui a été choisi par l'économie de notre époque, qui en vient à imposer partout la *formation de nouveaux liens personnels de dépendance et de protection*.

C'est justement en ce point que réside la profonde vérité de cette formule, si bien comprise dans l'Italie entière, qu'emploie la Mafia sicilienne : « Quand on a de l'argent et des amis, on se rit de la Justice. » Dans le spectaculaire intégré, *les lois dorment* ; parce qu'elles n'avaient pas été faites pour les nouvelles techniques de production, et parce qu'elles sont tournées dans la distribution par des

ententes d'un type nouveau. Ce que pense, ou ce que préfère, le public, n'a plus d'importance. Voilà ce qui est caché par le spectacle de tant de sondages d'opinions, d'élections, de restructurations modernisantes. Quels que soient les gagnants, *le moins bon sera enlevé* par l'aimable clientèle : puisque ce sera exactement ce qui aura été produit pour elle.

On ne parle à tout instant d'« État de droit » que depuis le moment où l'État moderne dit démocratique a généralement cessé d'en être un : ce n'est point par hasard que l'expression n'a été popularisée que peu après 1970, et d'abord justement en Italie. En plusieurs domaines, on fait même des lois précisément *afin qu'elles soient tournées*, par ceux-là qui justement en auront tous les moyens. L'illégalité en certaines circonstances, par exemple autour du commerce mondial de toutes sortes d'armements, et plus souvent concernant des produits de la plus haute technologie, n'est qu'une sorte de force d'appoint de l'opération économique ; qui s'en trouvera d'autant plus rentable. Aujourd'hui, beaucoup d'affaires sont nécessairement *malhonnêtes comme le siècle*, et non comme l'étaient autrefois celles que pratiquaient, par séries clairement délimitées, des gens qui avaient choisi les voies de la malhonnêteté.

À mesure que croissent les réseaux de promotion-contrôle pour jalonner et tenir des secteurs exploitables du marché, s'accroît aussi le nombre de services personnels qui ne peuvent être refusés à ceux qui sont au courant, et qui n'ont pas davantage refusé leur aide ; et ce ne sont pas toujours des policiers ou des gardiens des intérêts ou de la sécurité de l'État. Les complicités fonctionnelles communiquent au loin, et très longtemps, car leurs réseaux disposent de tous les moyens d'imposer ces sentiments de reconnaissance ou de fidélité qui, malheureusement, ont toujours été si rares dans l'activité libre des temps bourgeois.

On apprend toujours quelque chose de son adversaire. Il faut croire que les gens de l'État ont été amenés, eux aussi, à lire les remarques du jeune Lukács sur les concepts de légalité et d'illégalité ; au moment où ils ont eu à traiter le passage éphémère d'une nouvelle génération du négatif — Homère a dit qu'« une génération d'hommes passe aussi vite qu'une génération de feuilles ». Les gens de l'État, dès lors, ont pu cesser comme nous de s'embarrasser de n'importe quelle sorte d'idéologie sur cette question ; et il est vrai que les pratiques de la société spectaculaire ne favorisaient plus du tout des illusions idéologiques de ce genre. À propos de nous tous finalement, on pourra conclure que ce qui nous a empêché souvent de nous enfermer dans une seule activité illégale, c'est que nous en avons eu plusieurs.

XXVII

Thucydide, au livre VIII, chapitre 66, de *La Guerre du Péloponnèse* dit, à propos des opérations d'une autre conspiration oligarchique, quelque chose qui a beaucoup de parenté avec la situation où nous nous trouvons :

« Qui plus est, ceux qui y prenaient la parole étaient du complot et les discours qu'ils prononçaient avaient été soumis au préalable à l'examen de leurs amis. Aucune opposition ne se manifestait parmi le reste des citoyens, qu'effrayait le nombre des conjurés. Lorsque quelqu'un essayait malgré tout de les contredire, on trouvait aussitôt un moyen commode de le faire mourir. Les meurtriers n'étaient pas recherchés et aucune poursuite n'était engagée contre ceux qu'on soupçonnait. Le peuple ne réagissait pas et les gens étaient tellement terrorisés qu'ils s'estimaient heureux, même en restant muets, d'échapper aux violences. Croyant les conjurés bien plus nombreux qu'ils n'étaient, ils avaient le sentiment d'une impuissance complète. La ville était trop grande et ils ne se connaissaient pas assez les uns les autres, pour qu'il leur fût possible de découvrir ce qu'il en était vraiment. Dans ces conditions, si indigné qu'on fût, on ne pouvait confier ses griefs à personne. On devait donc renoncer à engager une action contre les coupables, car il eût fallu pour cela s'adresser soit à un inconnu, soit à une personne de connaissance en qui on n'avait pas confiance. Dans le parti démocratique, les relations personnelles étaient partout empreintes de méfiance et l'on se demandait toujours si celui

auquel on avait affaire n'était pas de connivence avec les conjurés. Il y avait en effet parmi ces derniers des hommes dont on n'aurait jamais cru qu'ils se rallieraient à l'oligarchie. »

Si l'histoire doit nous revenir après cette éclipse, ce qui dépend de facteurs encore en lutte et donc d'un aboutissement que nul ne saurait exclure avec certitude, ces *Commentaires* pourront servir à écrire un jour l'histoire du spectacle ; sans doute le plus important événement qui se soit produit dans ce siècle ; et aussi celui que l'on s'est le moins aventuré à expliquer. En des circonstances différentes, je crois que j'aurais pu me considérer comme grandement satisfait de mon premier travail sur ce sujet, et laisser à d'autres le soin de regarder la suite. Mais, dans le moment où nous sommes, il m'a semblé que personne d'autre ne le ferait.

XXVIII

Des réseaux de promotion-contrôle, on glisse insensiblement aux réseaux de surveillance-désinformation. Autrefois, on ne conspirait jamais que contre un ordre établi. Aujourd'hui, *conspirer en sa faveur* est un nouveau métier en grand développement. Sous la domination spectaculaire, on conspire pour la maintenir, et pour assurer ce qu'elle seule pourra appeler sa bonne marche. Cette conspiration *fait partie* de son fonctionnement même.

On a déjà commencé à mettre en place quelques moyens d'une sorte de guerre civile préventive, adaptés à différentes projections de l'avenir calculé. Ce sont des « organisations spécifiques », chargées d'intervenir sur quelques points selon les besoins du spectaculaire intégré. On a ainsi prévu, pour la pire des éventualités, une tactique dite par plaisanterie « des Trois Cultures », en évocation d'une place de Mexico à l'été de 1968, mais cette fois sans prendre de gants, et qui du reste devrait être appliquée avant le jour de la révolte. Et en dehors de cas si extrêmes, il n'est pas nécessaire, pour être un bon moyen de gouvernement, que l'assassinat inexpliqué touche beaucoup de monde ou revienne assez fréquemment : le seul fait que l'on sache que sa possibilité existe, complique tout de suite les calculs en un très grand nombre de domaines. Il n'a pas non plus besoin d'être intelligemment sélectif, *ad hominem*. L'emploi du procédé d'une manière purement aléatoire serait peut-être plus productif.

On s'est mis aussi en situation de faire composer des fragments d'une critique sociale *d'élevage*, qui ne sera plus confiée à des universitaires ou des médiatiques, qu'il vaut mieux désormais tenir éloignés des menteries trop traditionnelles en ce débat ; mais critique meilleure, lancée et exploitée d'une façon nouvelle, maniée par une autre espèce de professionnels, mieux formés. Il commence à paraître, d'une manière assez confidentielle, des textes lucides, anonymes ou signés par des inconnus — tactique d'ailleurs facilitée par la concentration des connaissances de tous sur les bouffons du spectacle ; laquelle a fait que les gens inconnus paraissent justement les plus estimables —, non seulement sur des sujets qui ne sont jamais abordés dans le spectacle, mais encore avec des arguments dont la justesse est rendue plus frappante par l'espèce d'originalité, calculable, qui leur vient du fait de n'être en somme *jamais employés, quoiqu'ils soient assez évidents*. Cette pratique peut servir au moins de premier degré d'initiation pour recruter des esprits un peu éveillés, à qui l'on dira plus tard, s'ils semblent convenables, une plus grande dose de la suite possible. Et ce qui sera, pour certains, le premier pas d'une carrière, sera pour d'autres — moins bien classés — le premier degré du piège dans lequel on les prendra.

Dans certains cas, il s'agit de créer, sur des questions qui risqueraient de devenir brûlantes, une autre pseudo-opinion critique ; et entre les deux opinions qui surgiraient ainsi, l'une et l'autre étrangères aux miséreuses conventions spectaculaires, le jugement ingénu pourra indéfiniment osciller, et la discussion pour les peser sera relancée chaque fois qu'il conviendra. Plus souvent, il s'agit d'un discours général sur ce qui est médiatiquement caché, et ce discours pourra être fort critique, et sur quelques points manifestement intelligent, mais en restant curieusement décentré. Les thèmes et les mots ont été sélectionnés facticement, à l'aide d'ordinateurs informés en pensée critique. Il y a dans ces textes quelques absences, assez peu visibles, mais tout de même remarquables : le point de fuite de la perspective y est toujours anormalement absent. Ils ressemblent au *fac simile* d'une arme célèbre, où manque seulement le percuteur. C'est

nécessairement une *critique latérale*, qui voit plusieurs choses avec beaucoup de franchise et de justesse, mais en se plaçant de côté. Ceci non parce qu'elle affecterait une quelconque impartialité, car il lui faut au contraire avoir l'air de blâmer beaucoup, mais sans jamais sembler ressentir le besoin de laisser paraître quelle est sa *cause* ; donc de dire, même implicitement, d'où elle vient et vers quoi elle voudrait aller.

À cette sorte de fausse critique contre-journalistique, peut se joindre la pratique organisée de la *rumeur*, dont on sait qu'elle est originairement une sorte de rançon sauvage de l'information spectaculaire, puisque tout le monde ressent au moins vaguement un caractère trompeur dans celle-ci, et donc le peu de confiance qu'elle mérite. La rumeur a été à l'origine superstitieuse, naïve, auto-intoxiquée. Mais, plus récemment, la surveillance a commencé à mettre en place dans la population des gens susceptibles de lancer, au premier signal, les rumeurs qui pourront lui convenir. Ici, on s'est décidé à appliquer dans la pratique les observations d'une théorie formulée il y a près de trente ans, et dont l'origine se trouvait dans la sociologie américaine de la publicité : la théorie des individus qu'on a pu appeler des « locomotives », c'est-à-dire que d'autres dans leur entourage vont être portés à suivre et imiter ; mais en passant cette fois du spontané à l'exercé. On a aussi dégagé à présent les moyens budgétaires, ou extrabudgétaires, d'entretenir beaucoup de supplétifs ; à côté des précédents spécialistes, universitaires et médiatiques, sociologues ou policiers, du passé récent. Croire que s'appliquent encore mécaniquement quelques modèles connus dans le passé, est aussi égarant que l'ignorance générale du passé. « Rome n'est plus dans Rome », et la Mafia n'est plus la pègre. Et les services de surveillance et désinformation ressemblent aussi peu au travail des policiers et indicateurs d'autrefois — par exemple aux roussins et mouchards du second Empire — que les services spéciaux actuels, dans tous les pays, ressemblent peu aux activités des officiers du Deuxième Bureau de l'état-major de l'Armée en 1914.

Depuis que l'art est mort, on sait qu'il est devenu extrêmement facile de déguiser des policiers en artistes. Quand les dernières imitations d'un néo-dadaïsme retourné sont autorisées à pontifier glorieusement dans le médiatique, et donc aussi bien à modifier un peu le décor des palais officiels, comme les fous des rois de la pacotille, on voit que d'un même mouvement une couverture culturelle se trouve garantie à tous les agents ou supplétifs des réseaux d'influence de l'État. On ouvre des pseudo-musées vides, ou des pseudo-centres de recherche sur l'œuvre complète d'un personnage inexistant, aussi vite que l'on fait la réputation de journalistes-policiers, ou d'historiens-policiers, ou de romanciers-policiers. Arthur Cravan voyait sans doute venir ce monde quand il écrivait dans *Maintenant* : « Dans la rue on ne verra bientôt plus que des artistes, et on aura toutes les peines du monde à y découvrir un homme. » Tel est bien le sens de cette forme rajeunie d'une ancienne boutade des voyous de Paris : « Salut, les artistes ! Tant pis si je me trompe. »

Les choses en étant arrivées à être ce qu'elles sont, on peut voir quelques auteurs collectifs employés par l'édition la plus moderne, c'est-à-dire celle qui s'est donné la meilleure diffusion commerciale. L'authenticité de leurs pseudonymes n'étant assurée que par les journaux, ils se les repassent, collaborent, se remplacent, engagent de nouveaux cerveaux artificiels. Ils se sont chargés d'exprimer le style de vie et de pensée de l'époque, non en vertu de leur personnalité, mais sur ordres. Ceux qui croient qu'ils sont véritablement des entrepreneurs littéraires individuels, indépendants, peuvent donc en arriver à assurer savamment que, maintenant, Ducasse s'est fâché avec le comte de Lautréamont ; que Dumas n'est pas Maquet, et qu'il ne faut surtout pas confondre Erckmann avec Chatrian ; que Censier et Daubenton ne se parlent plus. Il serait mieux de dire que ce genre d'auteurs modernes a voulu suivre Rimbaud, au moins en ceci que « Je est un autre ».

Les services secrets étaient appelés par toute l'histoire de la société spectaculaire à y jouer le rôle de plaque tournante centrale ; car en eux se concentrent au plus fort degré les caractéristiques et les moyens d'exécution d'une semblable société. Ils sont aussi toujours davantage chargés d'arbitrer les intérêts généraux de cette société, quoique sous leur modeste titre de « services ». Il ne s'agit pas d'abus, puisqu'ils expriment fidèlement les mœurs ordinaires du siècle du spectacle. Et c'est ainsi que surveillants et surveillés fuient sur un océan sans bords. Le spectacle a fait triompher le secret,

et il devra être toujours plus dans les mains des *spécialistes du secret* qui, bien entendu, ne sont pas tous des fonctionnaires en venant à s'autonomiser, à différents degrés, du contrôle de l'État ; qui ne sont pas tous des fonctionnaires.

XXIX

Une loi générale du fonctionnement du spectaculaire intégré, tout au moins pour ceux qui en gèrent la conduite, c'est que, dans ce cadre, *tout ce que l'on peut faire doit être fait*. C'est dire que tout nouvel instrument doit être employé, quoi qu'il en coûte. L'outillage nouveau devient partout le but et le moteur du système ; et sera seul à pouvoir modifier notablement sa marche, chaque fois que son emploi s'est imposé sans autre réflexion. Les propriétaires de la société, en effet, veulent avant tout maintenir un certain « rapport social entre des personnes », mais il leur faut aussi y poursuivre le renouvellement technologique incessant ; car telle a été une des obligations qu'ils ont acceptées avec leur héritage. Cette loi s'applique donc également aux services qui protègent la domination. L'instrument que l'on a mis au point doit être employé, et son emploi renforcera les conditions mêmes qui favorisaient cet emploi. C'est ainsi que les procédés d'urgence deviennent procédures de tousjours.

La cohérence de la société du spectacle a, d'une certaine manière, donné raison aux révolutionnaires, puisqu'il est devenu clair que l'on ne peut y réformer le plus pauvre détail sans défaire l'ensemble. Mais, en même temps, cette cohérence a supprimé toute tendance révolutionnaire organisée en supprimant les terrains sociaux où elle avait pu plus ou moins bien s'exprimer : du syndicalisme aux journaux, de la ville aux livres. D'un même mouvement, on a pu mettre en lumière l'incompétence et l'irréflexion dont cette tendance était tout naturellement porteuse. Et sur le plan individuel, la cohérence qui règne est fort capable d'éliminer, ou d'acheter, certaines exceptions éventuelles.

XXX

La surveillance pourrait être beaucoup plus dangereuse si elle n'avait été poussée, sur le chemin du contrôle absolu de tous, jusqu'à un point où elle rencontre des difficultés venues de ses propres progrès. Il y a contradiction entre la masse des informations relevées sur un nombre croissant d'individus, et le temps et l'intelligence disponibles pour les analyser ; ou tout simplement leur intérêt possible. L'abondance de la matière oblige à la résumer à chaque étage : beaucoup en disparaît, et le restant est encore trop long pour être lu. La conduite de la surveillance et de la manipulation n'est pas unifiée. Partout en effet, on lutte pour le partage des profits ; et donc aussi pour le développement prioritaire de telle ou telle virtualité de la société existante, au détriment de toutes ses autres virtualités qui cependant, et pourvu qu'elles soient de la même farine, sont tenues pour également respectables.

On lutte aussi par jeu. Chaque officier traitant est porté à survaloriser ses agents, et aussi les adversaires dont il s'occupe. Chaque pays, sans faire mention des nombreuses alliances supranationales, possède à présent un nombre indéterminé de services de police ou contre-espionnage, et de services secrets, étatiques ou para-étatiques. Il existe aussi beaucoup de compagnies privées qui s'occupent de surveillance, protection, renseignement. Les grandes firmes multinationales ont naturellement leurs propres services ; mais également des entreprises nationalisées, même de dimension modeste, qui n'en mènent pas moins leur politique indépendante, sur le plan national et quelquefois international. On peut voir un groupement industriel nucléaire s'opposer à un groupement pétrolier, bien qu'ils soient l'un et l'autre la propriété du même État et, ce qui est plus, qu'ils soient dialectiquement unis l'un à l'autre par leur attachement à maintenir élevé le cours du pétrole sur le marché mondial. Chaque service de sécurité d'une industrie particulière combat le sabotage chez lui, et au besoin l'organise chez le rival : qui place de grands intérêts dans un tunnel sous-marin est favorable à l'insécurité des ferry-boats et peut soudoyer des journaux en difficulté pour la leur faire sentir à la première occasion, et sans trop longue réflexion ; et qui

concurrence Sandoz est indifférent aux nappes phréatiques de la vallée du Rhin. On surveille secrètement ce qui est secret. De sorte que chacun de ces organismes, confédérés avec beaucoup de souplesse autour de ceux qui sont en charge de la *raison d'État*, aspire pour son propre compte à une espèce d'hégémonie privée de sens. Car le sens s'est perdu avec le centre connaissable.

La société moderne qui, jusqu'en 1968, allait de succès en succès, et s'était persuadée qu'elle était aimée, a dû renoncer depuis lors à ces rêves ; elle préfère être redoutée. Elle sait bien que « son air d'innocence ne reviendra plus ».

Ainsi, mille complots en faveur de l'ordre établi s'enchevêtrent et se combattent un peu partout, avec l'imbrication toujours plus poussée des réseaux et des questions ou actions secrètes ; et leur processus d'intégration rapide à chaque branche de l'économie, la politique, la culture. La teneur du mélange en observateurs, en désinformateurs, en affaires spéciales, augmente continuellement dans toutes les zones de la vie sociale. Le complot général étant devenu si dense qu'il s'étale presque au grand jour, chacune de ses branches peut commencer à gêner ou inquiéter l'autre, car tous ces conspirateurs professionnels en arrivent à s'observer sans savoir exactement pourquoi, ou se rencontrent par hasard, sans pouvoir se reconnaître avec assurance. Qui veut observer qui ? Pour le compte de qui, apparemment ? Mais en réalité ? Les véritables influences restent cachées, et les intentions ultimes ne peuvent qu'être assez difficilement soupçonnées, presque jamais comprises. De sorte que personne ne peut dire qu'il n'est pas leurré ou manipulé, mais ce n'est qu'à de rares instants que le manipulateur lui-même peut savoir s'il a été gagnant. Et d'ailleurs, se trouver du côté gagnant de la manipulation ne veut pas dire que l'on avait choisi avec justesse la perspective stratégique. C'est ainsi que des succès tactiques peuvent enliser de grandes forces sur de mauvaises voies.

Dans un même réseau, poursuivant apparemment une même fin, ceux qui ne constituent qu'une partie du réseau sont obligés d'ignorer toutes les hypothèses et conclusions des autres parties, et surtout de leur noyau dirigeant. Le fait assez notoire que tous les renseignements sur n'importe quel sujet observé peuvent aussi bien être complètement imaginaires, ou gravement faussés, ou interprétés très inadéquatement, complique et rend peu sûrs, dans une vaste mesure, les calculs des inquisiteurs ; car ce qui est suffisant pour faire condamner quelqu'un n'est pas aussi sûr quand il s'agit de le connaître ou de l'utiliser. Puisque les sources d'information sont rivales, les falsifications le sont aussi.

C'est à partir de telles conditions de son exercice que l'on peut parler d'une tendance à la rentabilité décroissante du contrôle, à mesure qu'il s'approche de la totalité de l'espace social, et qu'il augmente conséquemment son personnel et ses moyens. Car ici chaque moyen aspire, et travaille, à devenir une fin. La surveillance se surveille elle-même et complotte contre elle-même.

Enfin sa principale contradiction actuelle, c'est qu'elle surveille, infiltre, influence, *un parti absent* : celui qui est censé vouloir la subversion de l'ordre social. Mais où le voit-on à l'œuvre ? Car, certes, jamais les conditions n'ont été partout si gravement révolutionnaires, mais il n'y a que les gouvernements qui le pensent. La négation a été si parfaitement privée de sa pensée, qu'elle est depuis longtemps dispersée. De ce fait, elle n'est plus que menace vague, mais pourtant très inquiétante, et la surveillance a été à son tour privée du meilleur champ de son activité. Cette force de surveillance et d'intervention est justement conduite par les nécessités présentes qui commandent les conditions de son engagement, à se porter sur le terrain même de la menace pour la combattre *par avance*. C'est pourquoi la surveillance aura intérêt à organiser elle-même des pôles de négation qu'elle informera en dehors des moyens discrédités du spectacle, afin d'influencer, non plus cette fois des terroristes, mais des théories.

XXXI

Baltasar Gracián, grand connaisseur du temps historique, dit avec beaucoup de pertinence, dans *L'Homme de cour* : « Soit l'action, soit le discours, tout doit être mesuré au temps. Il faut vouloir quand on le peut ; car ni la saison, ni le temps n'attendent personne. »

Mais Omar Kháyyám moins optimiste : « Pour parler clairement et sans paraboles, — Nous sommes les pièces du jeu que joue le Ciel ; — On s'amuse avec nous sur l'échiquier de l'Être, — Et puis nous retournons, un par un, dans la boîte du Néant. »

XXXII

La Révolution française entraîna de grands changements dans l'art de la guerre. C'est après cette expérience que Clausewitz put établir la distinction selon laquelle la tactique était l'emploi des forces dans le combat, pour y obtenir la victoire, tandis que la stratégie était l'emploi des victoires afin d'atteindre les buts de la guerre. L'Europe fut subjuguée, tout de suite et pour une longue période, par les résultats. Mais la théorie n'en a été établie que plus tard, et inégalement développée. On comprit d'abord les caractères positifs amenés directement par une profonde transformation sociale : l'enthousiasme, la mobilité qui vivait sur le pays en se rendant relativement indépendante des magasins et convois, la multiplication des effectifs. Ces éléments pratiques se trouvèrent un jour équilibrés par l'entrée en action, du côté adverse, d'éléments similaires : les armées françaises se heurtèrent en Espagne à un autre enthousiasme populaire ; dans l'espace russe à un pays sur lequel elles ne purent vivre ; après le soulèvement de l'Allemagne à des effectifs très supérieurs. Cependant l'effet de rupture, dans la nouvelle tactique française, qui fut la base simple sur laquelle Bonaparte fonda sa stratégie — celle-ci consistait à employer les victoires *par avance*, comme acquises à crédit : à concevoir dès le départ la manœuvre et ses diverses variantes en tant que conséquences d'une victoire qui n'était pas encore obtenue mais le serait assurément au premier choc —, découlait aussi de l'abandon forcé d'idées fausses. Cette tactique avait été brusquement obligée de s'affranchir de ces idées fausses, en même temps qu'elle trouvait, par le jeu concomitant des autres innovations citées, les moyens d'un tel affranchissement. Les soldats français, de récente levée, étaient incapables de combattre en ligne, c'est-à-dire de rester dans leur rang et d'exécuter les feux à commandements. Ils vont alors se déployer en tirailleurs et pratiquer le feu à volonté en marchant sur l'ennemi. Or, le feu à volonté se trouvait justement être le seul efficace, celui qui opérait réellement la destruction par le fusil, la plus décisive à cette époque dans l'affrontement des armées. Cependant la pensée militaire s'était universellement refusée à une telle conclusion dans le siècle qui finissait, et la discussion de cette question a pu encore se prolonger pendant près d'un autre siècle, malgré les exemples constants de la pratique des combats, et les progrès incessants dans la portée et la vitesse de tir du fusil.

Semblablement, la mise en place de la domination spectaculaire est une transformation sociale si profonde qu'elle a radicalement changé l'art de gouverner. Cette simplification, qui a si vite porté de tels fruits dans la pratique, n'a pas encore été pleinement comprise théoriquement. De vieux préjugés partout démentis, des précautions devenues inutiles, et jusqu'à des traces de scrupules d'autres temps, entravent encore un peu dans la pensée d'assez nombreux gouvernants cette compréhension, que toute la pratique établit et confirme chaque jour. Non seulement on fait croire aux assujettis qu'ils sont encore, pour l'essentiel, dans un monde que l'on a fait disparaître, mais les gouvernants eux-mêmes souffrent parfois de l'inconséquence de s'y croire encore par quelques côtés. Il leur arrive de penser à une part de ce qu'ils ont supprimé, comme si c'était demeuré une réalité, et qui devrait rester présente dans leurs calculs. Ce retard ne se prolongera pas beaucoup. Qui a pu en faire tant sans peine ira forcément plus loin. On ne doit pas croire que puissent se maintenir durablement, comme un archaïsme, dans les environs du pouvoir réel, ceux qui n'auraient pas assez vite compris toute la plasticité des nouvelles règles de leur jeu, et son espèce de grandeur barbare. Le destin du spectacle n'est certainement pas de finir en despotisme éclairé.

Il faut conclure qu'une relève est imminente et inéluctable dans la caste cooptée qui gère la domination, et notamment dirige la protection de cette domination. En une telle matière, la

nouveauté, bien sûr, ne sera jamais exposée sur la scène du spectacle. Elle apparaît seulement comme la foudre, qu'on ne reconnaît qu'à ses coups. Cette relève, qui va décisivement parachèver l'œuvre des temps spectaculaires, s'opère discrètement, et quoique concernant des gens déjà installés tous dans la sphère même du pouvoir, conspirativement. Elle sélectionnera ceux qui y prendront part sur cette exigence principale : qu'ils sachent clairement de quels obstacles ils sont délivrés, et de quoi ils sont capables.

XXXIII

Le même Sardou dit aussi : « *Vainement* est relatif au sujet ; *en vain* est relatif à l'objet ; *inutilement*, c'est sans utilité pour personne. On a travaillé *vainement* lorsqu'on l'a fait sans succès, de sorte que l'on a perdu son temps et sa peine : on a travaillé *en vain* lorsqu'on l'a fait sans atteindre le but qu'on se proposait, à cause de la défectuosité de l'ouvrage. Si je ne puis venir à bout de faire ma besogne, je travaille *vainement* ; je perds inutilement mon temps et ma peine. Si ma besogne faite n'a pas l'effet que j'en attendais, si je n'ai pas atteint mon but, j'ai travaillé *en vain* ; c'est-à-dire que j'ai fait une chose inutile...

On dit aussi que quelqu'un a travaillé *vainement*, lorsqu'il n'est pas récompensé de son travail, ou que ce travail n'est pas agréé ; car dans ce cas le travailleur a perdu son temps et sa peine, sans préjuger aucunement la valeur de son travail, qui peut d'ailleurs être fort bon. »

(Paris, février-avril 1988.)

ABAT- FAIM

1985

On sait que ce terme a désigné une «pièce de résistance qu'on sert d'abord pour apaiser, abattre la première faim des convives» (Larousse). Hatzfeld et Darmesteter, dans leur renommé dictionnaire, le qualifient de «vieilli». Mais l'histoire est maîtresse infailible des dictionnaires. Avec les récents progrès de la technique, la totalité de la nourriture que consomme la société moderne en est venue à être constituée uniquement d'abat-faim.

Dégradation extrême de la nourriture. D'abord, le goût. Produit de la chimie s'imposant massivement dans l'agriculture et l'élevage ; secondairement, de certains emplois rentables des nouvelles pratiques de conservation (congélation, et passage rapide à la décongélation) ou simplement possibilité de stockage dans n'importe quelles conditions (bières). Logique de la marchandise : poursuite quantitative de toute économie de *temps*, et des frais dans la main-d'œuvre ou le matériau (lesquels facteurs diminuent d'autant le profit). Le qualitatif ne compte pas, ici comme ailleurs. On y substitue diverses réclames idéologiques, des lois étatiques imposées soi-disant au nom de l'hygiène, ou simplement de l'*apparence garantie* (fruits calibrés), pour favoriser évidemment la concentration de la production ; laquelle véhiculera au mieux le poids normatif du nouveau produit infect. À la fin du processus, le monopole sur le marché vise à ne laisser de choix qu'entre l'abat-faim et la faim elle-même.

L'utilité essentielle de la marchandise moderne est d'être achetée (c'est ainsi que par un de ces miracles dont elle a le secret, et par la médiation du capital, elle peut «créer des emplois» !). Et non plus dorénavant d'être consommée, digérée. La saveur, l'odeur, le tact même sont abolis au profit des leurres qui égarent en permanence la vue et les oreilles. D'où le recul général de la sensualité, qui va de pair avec le recul extravagant de la lucidité intellectuelle (qui commence à la racine avec la perte de la lecture et de la plus grande partie du vocabulaire). Pour *l'électeur qui conduit lui-même sa voiture et regarde la télévision*, aucune sorte de goût n'a plus aucune sorte d'importance : c'est pourquoi on peut lui faire manger Findus, voter Fabius ou lire Bernard-Henri Lévy.

Le phénomène qui est mondial, qui affecte d'abord tous les pays économiquement avancés, et qui réagit aussitôt sur les pays soumis à l'arriération du *même processus*, peut être daté avec précision. Quoique annoncé par des modifications graduelles, le tournant se manifeste très brusquement en deux ou trois années. Il s'est produit en France, par exemple, autour de 1970 (environ dix ans plus tôt dans l'Europe du Nord, dix ans plus tard dans l'Europe du Sud).

La bourgeoisie avait dit longtemps : «Il y a eu de l'histoire, mais il n'y en a plus» (Marx). Elle dit maintenant : «Il y a eu du goût, mais il n'y en a plus.» Tel est le dernier «*look*» de la société du spectacle, et tout «*look*» individuel, si branché qu'il se veuille, ne peut être branché que sur elle ; car c'est elle qui tient tout le réseau.

Avait-on voulu en venir là ? Autrefois, personne. Depuis les physiocrates, le projet bourgeois a été explicitement d'améliorer, quantitativement et qualitativement, les produits de la terre (que l'on savait relativement plus immuables que les produits de l'industrie). Ceci a été effectivement réalisé pendant tout le XIXe siècle et au-delà. Les critiques du capitalisme se sont parfois préoccupés davantage de qualité plus grande. Fourier particulièrement, très favorable aux plaisirs et aux passions, et grand amateur de poires, attendait du règne de l'harmonie pour bientôt un progrès des variétés gustatives de ce fruit. Sur ce point, il s'est trompé.

Les nuisances de l'abat-faim ne se bornent pas à tout ce qu'il supprime, mais s'étendent à tout ce qu'il apporte avec lui par le fait même qu'il existe (ce schéma s'applique à chaque production nouvelle du vieux monde). La nourriture qui a perdu son goût se donne en tout cas pour parfaitement hygiénique, diététique, saine, par rapport aux aventures risquées dans les formes pré-scientifiques d'alimentation. Mais elle ment cyniquement. Elle contient une invraisemblable dose de poisons (la célèbre *Union Carbide* usine ses puissants produits pour l'agriculture), mais en surplus elle favorise toutes sortes de carences (par la suppression d'oligo-éléments, etc.) dont on mesure les résultats après la fête dans la santé publique. Le licite dans le traitement de l'alimentation, quoique épouvantable, s'accompagne en prime d'une part d'illicite toléré, et du franchement illicite qui existe quand même (doses d'hormones dépassées dans le veau, etc.). On sait que le principal cancer répandu aux États-Unis n'est pas celui qui fait ses délices des poumons du fumeur de tabac pollué ou de l'habitant des villes plus polluées encore, mais celui qui ronge les tripes du président Reagan, et des soupeurs de son espèce.

Cette grande pratique de l'abat-faim est également responsable de la famine chez les peuples périphériques plus absolument soumis, si l'on ose dire, au système capitaliste mondial. La technique en est simple : les cultures vivrières sont éliminées par le marché mondial, et les paysans des pays dits sous-développés sont magiquement transformés en chômeurs dans les bidonvilles en expansion galopante d'Afrique ou d'Amérique latine. On n'ignore pas que le poisson que pêchaient et mangeaient en quantité les Péruviens est maintenant accaparé par les propriétaires des économies avancées, pour en nourrir les volailles qu'ils répandent là sur ce marché (pour effacer le goût du poisson, sans évidemment restaurer quelque autre goût que ce soit, on a besoin d'acroléine, produit chimique fort dangereux, que les habitants de Lyon, au milieu desquels on le fabrique, ne connaissent pas — tant comme consommateurs que comme voisins du producteur ; mais qu'ils ne manqueront pas de connaître un de ces jours, sous une catastrophique lumière). Les spécialistes de la faim dans le monde (il y en a beaucoup, et ils travaillent main dans la main avec d'autres spécialistes qui s'emploient à faire croire qu'ici règnent les délices abondantes d'on ne sait vraiment quelle «grande bouffe», idée dont se gobergent quelque peu les cadres moyens, et tous ceux qui veulent croire à leur bonheur «promotionnel») nous communiquent les résultats de leurs calculs : la planète produirait encore bien assez de céréales pour que personne n'y souffre de la faim, mais ce qui trouble l'idylle, c'est que les «pays riches» consomment abusivement la moitié de ces céréales pour l'alimentation de leur bétail. Mais quand on connaît le goût désastreux de la viande de boucherie qui a été ainsi engraisée vite aux céréales, peut-on parler de «pays riches» ? Sûrement non. Ce n'est pas pour nous faire vivre dans le sybaritisme qu'une partie de la planète doit mourir de la famine ; c'est pour nous faire vivre dans la boue ; mais l'électeur aime qu'on le flatte, en lui rappelant qu'il a le cœur un peu dur, à vivre si bien pendant que d'autres pays perdus l'engraissent avec les cadavres de leurs enfants, *stricto sensu*. Ce qui est tout de même agréable à l'électeur, dans ce discours, c'est qu'on lui dise qu'il vit richement. Il aime à le croire.

Non seulement le médicament, mais la nourriture, *comme tant d'autres choses*, sont devenus des *secrets de l'État*. On se souvient qu'une des plus fortes objections contre la démocratie, au temps où les classes propriétaires en formulaient encore, parce qu'elles redoutaient encore, non sans raison, ce qu'une démocratie effective signifierait *pour eux*, c'était l'évocation de l'*ignorance* de la majorité des gens, obstacle effectivement rédhibitoire pour qu'ils connaissent et conduisent eux-mêmes leurs affaires. Aujourd'hui, elles se croient donc bien rassurées par les vaccins récemment découverts contre la démocratie, ou plutôt cette petite dose résiduelle que l'on prétend nous garantir : car les gens ignorent aussi bien ce qu'il y a dans leurs assiettes que les mystères de l'économie, les performances escomptées des armes stratégiques, les subtils «choix de société» proposés afin que l'on reprenne la même et que l'on recommence ; ou l'emploi secret des services spéciaux, l'emploi spécial des services secrets.

Quand le secret s'épaissit jusque dans votre assiette, il ne faut pas croire que tout le monde ignore tout. Mais les experts, dans le spectacle, ne doivent pas répandre des vérités aussi dangereuses. Ils les taisent. Tous y trouvent leur intérêt. Et l'individu réel isolé qui ne se fie pas à son propre goût et à ses propres expériences, ne peut se fier qu'à la tromperie socialement organisée. Un syndicat pourrait-il le dire ? Il ne peut dire ce qui serait irresponsable et révolutionnaire. Le syndicat défend en principe les intérêts des salariés dans le cadre du salariat. Il défendait, par exemple, «leur bifteck». Mais c'était un bifteck abstrait (aujourd'hui, c'est quelque chose d'encore plus abstrait, «leur travail», qu'il défend, ou plutôt qu'il ne défend pas). Quand le bifteck réel a presque disparu, ces spécialistes ne l'ont pas vu disparaître, du moins officiellement. Car le bifteck qui existe encore clandestinement, celui fait d'une viande élevée *sans chimie*, son prix est évidemment plus élevé, et révéler sa simple existence ébranlerait fort les colonnes du temple de la «politique contractuelle».

La consommation abstraite de marchandises abstraites s'est donné visiblement ses lois, quoiqu'elles ne fonctionnent pas trop bien, dans les règlements de ce qui se fait appeler «Marché commun». C'est même la principale réalité effective de cette institution. Toute tradition historique doit disparaître, et l'abstraction devra régner dans l'absence générale de la qualité (voir l'article *Abstraction*). Tous les pays n'avaient évidemment pas les mêmes caractéristiques (géographiques et culturelles) dans l'alimentation. Pour s'en tenir à l'Europe, la France avait de la mauvaise bière (sauf en Alsace), du très mauvais café, etc. Mais l'Allemagne buvait de la bonne bière, l'Espagne buvait du bon chocolat et du bon vin, l'Italie du bon café et du bon vin. La France avait du bon pain, de bons vins, beaucoup de volailles et de bœuf. Tout doit se réduire, dans le cadre du Marché commun, à une égalité de la marchandise polluée. Le tourisme a joué un certain rôle, le touriste venant s'habituer *sur place* à la misère des marchandises que l'on avait justement polluées pour lui. (Le touriste est celui qui est traité partout aussi mal que chez lui : c'est l'électeur en déplacement.)

Dans la période qui précéda immédiatement la révolution de 1789, on se souvient combien d'émeutes populaires ont été déchaînées par suite de tentatives alors modérées de falsification du pain, et combien de hardis expérimentateurs ont été traînés tout de suite à la lanterne avant d'avoir pu expliquer leurs raisons, sûrement très fortes. Autre temps, autres mœurs ; ou pour mieux le dire les bénéfices que la société de classes

tire de son lourd équipement spectaculaire, en appareils techniques et en personnel, paient largement les frais inévitables. C'est ainsi que lorsqu'on a vu, il y a déjà presque dix ans, le pain disparaître en France, presque partout remplacé par un pseudo-pain (farines non panifiables, levures chimiques, fours électriques), non seulement cet événement traumatisant n'a pas déclenché quelque mouvement de protestation et de défense comme il s'en est récemment prononcé en faveur de l'école dite libre, mais littéralement *personne n'en a parlé*.

Il y a des époques où mentir est presque sans danger parce que la vérité n'a plus d'amis (reste une simple hypothèse, et peu sérieuse semble-t-il, qu'on ne peut ni ne veut vérifier). Presque plus personne ne cohabite avec la vérité. (Et avec le plaisir ? L'architecture moderne l'a en tout cas supprimé dans sa vaste sphère d'action.) Si le plaisir était fait de jouissances spectaculaires, on pourrait dire les consommateurs heureux tant qu'ils trouvent des images à brouter. La dangereuse dialectique revient alors par ailleurs. Car on voit bien que tout se décompose des dominations de ce monde. Alors que la critique épargne toute leur gestion, tous les résultats les tuent. C'est le syndrome de la maladie fatale de la fin du XXe siècle : la société de classes et spécialisations, par un effort constant et omniprésent, acquiert une immunisation contre tous les plaisirs. Elle mourra du S.I.D.A.

Notes sur la « question des immigrés »

1985

Tout est faux dans la « question des immigrés », exactement comme dans toute question ouvertement posée dans la société actuelle ; et pour les mêmes motifs : l'économie - c'est-à-dire l'illusion pseudo-économique - l'a apportée, et le spectacle l'a traitée.

On ne discute que de sottises. Faut-il garder ou éliminer les immigrés ? (Naturellement, le véritable immigré n'est pas l'habitant permanent d'origine étrangère, mais celui qui est perçu et se perçoit comme différent et destiné à le rester. Beaucoup d'immigrés ou leurs enfants ont la nationalité française ; beaucoup de Polonais ou d'Espagnols se sont finalement perdus dans la masse d'une population française qui était autre. Comme les déchets de l'industrie atomique ou le pétrole dans l'Océan - et là on définit moins vite et moins « scientifiquement » les seuils d'intolérance - les immigrés, produits de la même gestion du capitalisme moderne, resteront pour des siècles, des millénaires, toujours. Ils resteront parce qu'il était beaucoup plus facile d'éliminer les Juifs d'Allemagne au temps d'Hitler que les maghrébins, et autres, d'ici à présent : car il n'existe en France ni un parti nazi ni le mythe d'une race autochtone !

Faut-il donc les assimiler ou « respecter les diversités culturelles » ? Inapte faux choix. Nous ne pouvons plus assimiler personne : ni la jeunesse, ni les travailleurs français, ni même les provinciaux ou vieilles minorités ethniques (Corses, Bretons, etc.) car Paris, ville détruite, a perdu son rôle historique qui était de faire des Français. Qu'est-ce qu'un centralisme sans capitale ? Le camp de concentration n'a créé aucun Allemand parmi les Européens déportés. La diffusion du spectacle concentré ne peut uniformiser que des spectateurs. On se gargarise, en langage simplement publicitaire, de la riche expression de « diversités culturelles ». Quelles cultures ? Il n'y en a plus. Ni chrétienne ni musulmane ; ni socialiste ni scientiste. Ne parlez pas des absents. Il n'y a plus, à regarder un seul instant la vérité et l'évidence, que la dégradation spectaculaire-mondiale (américaine) de toute culture.

Ce n'est surtout pas en votant que l'on s'assimile. Démonstration historique que le vote n'est rien, même pour les Français, qui sont électeurs et ne sont plus rien (1 parti = 1 autre parti ; un engagement électoral = son contraire ; et plus récemment un programme - dont tous savent bien qu'il ne sera pas tenu - a d'ailleurs enfin cessé d'être décevant, depuis qu'il n'envisage jamais plus aucun problème important. Qui a voté sur la disparition du pain ?). On avait récemment ce chiffre révélateur (et sans doute manipulé en baisse) : 25 % des « citoyens » de la tranche d'âge 18-25 ans ne sont pas inscrits sur les listes électorales, par simple dégoût. Les abstentionnistes sont d'autres, qui s'y ajoutent.

Certains mettent en avant le critère de « parler français ». Risible. Les Français actuels le parlent-ils ? Est-ce du français que parlent les analphabètes d'aujourd'hui, ou Fabius (« Bonjour les dégâts ! ») ou Françoise Castro (« Ça t'habite ou ça t'effleure ? »), ou B.-H. Lévy ? Ne va-t-on pas clairement, même s'il n'y avait aucun immigré, vers la perte de tout langage articulé et de tout raisonnement ? Quelles chansons écoute la jeunesse présente ? Quelles sectes infiniment plus ridicules que l'islam ou le catholicisme ont conquis facilement une emprise sur une certaine fraction des idiots instruits contemporains (Moon, etc.) ? Sans faire mention des autistes ou débiles profonds que de telles sectes ne recrutent pas parce qu'il n'y a pas d'intérêt économique dans l'exploitation de ce bétail : on le laisse donc en charge aux pouvoirs publics.

Nous nous sommes faits américains. Il est normal que nous trouvions ici tous les misérables problèmes des USA, de la drogue à la Mafia, du fast-food à la prolifération des ethnies. Par exemple, l'Italie et l'Espagne, américanisées en surface et même à une assez grande profondeur, ne sont pas mélangées ethniquement. En ce sens, elles restent plus largement européennes (comme l'Algérie est nord-africaine). Nous avons ici les ennuis de l'Amérique sans en avoir la force. Il n'est pas sûr que le melting-pot américain fonctionne encore longtemps (par exemple avec les Chicanos qui ont une autre langue). Mais il est tout à fait sûr qu'il ne peut pas un moment fonctionner ici. Parce que c'est aux USA qu'est le centre de la fabrication du mode de vie actuel, le cour du spectacle qui étend ses pulsations jusqu'à Moscou ou à Pékin ; et qui en tout cas ne peut laisser aucune indépendance à ses sous-traitants locaux (la compréhension de ceci montre malheureusement un assujettissement beaucoup moins superficiel que celui que voudraient détruire ou modérer les critiques habituels de « l'impérialisme »). Ici, nous ne sommes plus rien : des colonisés qui n'ont pas su se révolter, les béniooui de l'aliénation spectaculaire. Quelle prétention, envisageant la proliférante présence des immigrés de toutes couleurs, retrouvons-nous tout à coup en France, comme si l'on nous volait quelque chose qui serait encore à nous ? Et quoi donc ? Que croyons-nous, ou plutôt que faisons-nous encore semblant de croire ? C'est une fierté pour leurs rares jours de fête, quand les purs esclaves s'indignent que des métèques menacent leur indépendance !

Le risque d'apartheid ? Il est bien réel. Il est plus qu'un risque, il est une fatalité déjà là (avec sa logique des ghettos, des affrontements raciaux, et un jour des bains de sang). Une société qui se décompose entièrement est évidemment moins apte à accueillir sans trop de heurts une grande quantité d'immigrés que pouvait l'être une société cohérente et relativement heureuse. On a déjà fait observer en 1973 cette frappante adéquation entre l'évolution de la technique et l'évolution des mentalités : « L'environnement, qui est reconstruit toujours plus hâtivement pour le contrôle répressif et le profit, en même temps devient plus fragile et incite davantage au vandalisme. Le capitalisme à son stade spectaculaire rebâtit tout en toc et produit des incendiaires. Ainsi son décor devient partout inflammable comme un collège de France. » Avec la présence des immigrés (qui a déjà servi à certains syndicalistes susceptibles de dénoncer comme « guerres de religions » certaines grèves ouvrières qu'ils n'avaient pu contrôler), on peut être assurés que les pouvoirs existants vont favoriser le développement en grandeur réelle des petites expériences d'affrontements que nous avons vu mises en scène à travers des « terroristes » réels ou faux, ou des supporters d'équipes de football rivales (pas seulement des supporters anglais).

Mais on comprend bien pourquoi tous les responsables politiques (y compris les leaders du Front national) s'emploient à minimiser la gravité du « problème immigré ». Tout ce qu'ils veulent tous conserver leur interdit de regarder un seul problème en face, et dans son véritable contexte. Les uns feignent de croire que ce n'est qu'une affaire de « bonne volonté anti-raciste » à imposer, et les autres qu'il s'agit de faire reconnaître les droits modérés d'une « juste xénophobie ». Et tous collaborent pour considérer cette question comme si elle était la plus brûlante, presque la seule, parmi tous les effrayants problèmes qu'une société ne surmontera pas. Le ghetto du nouvel apartheid spectaculaire (pas la version locale, folklorique, d'Afrique du Sud), il est déjà là, dans la France actuelle : l'immense majorité de la population y est enfermée et abrutie ; et tout se serait passé de même s'il n'y avait pas eu un seul immigré. Qui a décidé de construire Sarcelles et les Minguettes, de détruire Paris ou Lyon ? On ne peut certes pas dire qu'aucun immigré n'a participé à cet infâme travail. Mais ils n'ont fait qu'exécuter strictement les ordres qu'on leur donnait : c'est le malheur habituel du salariat.

Combien y a-t-il d'étrangers de fait en France ? (Et pas seulement par le statut juridique, la couleur, le faciès.) Il est évident qu'il y en a tellement qu'il faudrait plutôt se demander : combien reste-t-il de Français et où sont-ils ? (Et qu'est-ce qui caractérise maintenant un Français ?) Comment resterait-il, bientôt, de Français ? On sait que la natalité baisse. N'est-ce pas normal ? Les Français ne peuvent

plus supporter leurs enfants. Ils les envoient à l'école dès trois ans, et au moins jusqu'à seize, pour apprendre l'analphabétisme. Et avant qu'ils aient trois ans, de plus en plus nombreux sont ceux qui les trouvent « insupportables » et les frappent plus ou moins violemment. Les enfants sont encore aimés en Espagne, en Italie, en Algérie, chez les Gitans. Pas souvent en France à présent. Ni le logement ni la ville ne sont plus faits pour les enfants (d'où la cynique publicité des urbanistes gouvernementaux sur le thème « ouvrir la ville aux enfants »). D'autre part, la contraception est répandue, l'avortement est libre. Presque tous les enfants, aujourd'hui, en France, ont été voulus. Mais non librement ! L'électeur-consommateur ne sait pas ce qu'il veut. Il « choisit » quelque chose qu'il n'aime pas. Sa structure mentale n'a plus cette cohérence de se souvenir qu'il a voulu quelque chose, quand il se retrouve déçu par l'expérience de cette chose même.

Dans le spectacle, une société de classes a voulu, très systématiquement, éliminer l'histoire. Et maintenant on prétend regretter ce seul résultat particulier de la présence de tant d'immigrés, parce que la France « disparaît » ainsi ? Comique. Elle disparaît pour bien d'autres causes et, plus ou moins rapidement, sur presque tous les terrains.

Les immigrés ont le plus beau droit pour vivre en France. Ils sont les représentants de la dépossession ; et la dépossession est chez elle en France, tant elle y est majoritaire. et presque universelle. Les immigrés ont perdu leur culture et leurs pays, très notoirement, sans pouvoir en trouver d'autres. Et les Français sont dans le même cas, et à peine plus secrètement.

Avec l'égalisation de toute la planète dans la misère d'un environnement nouveau et d'une intelligence purement mensongère de tout, les Français. qui ont accepté cela sans beaucoup de révolte (sauf en 1968) sont malvenus à dire qu'ils ne se sentent plus chez eux à cause des immigrés ! Ils ont tout lieu de ne plus se sentir chez eux, c'est très vrai. C'est parce qu'il n'y a plus personne d'autre, dans cet horrible nouveau monde de l'aliénation, que des immigrés.

Il vivra des gens sur la surface de la terre, et ici même, quand la France aura disparu. Le mélange ethnique qui dominera est imprévisible, comme leurs cultures, leurs langues mêmes. On peut affirmer que la question centrale, profondément qualitative, sera celle-ci : ces peuples futurs auront-ils dominé, par une pratique émancipée, la technique présente, qui est globalement celle du simulacre et de la dépossession ? Ou, au contraire, seront-ils dominés par elle d'une manière encore plus hiérarchique et esclavagiste qu'aujourd'hui ? Il faut envisager le pire, et combattre pour le meilleur. La France est assurément regrettable. Mais les regrets sont vains.

Guy Debord 1985